

LIRE PAGE 30

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 250 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, 3,10; Côte-d'Ivoire, 298 F CFA; Danemark, 6,50 kr; Espagne, 70 pes.; G.-B., 40 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 ria.; Irlande, 70 p.; Italie, 300 L.; Liban, 125 pi.; Luxembourg, 20 f.; Norvège, 4,50 kr; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal, 40 esc.; Sénégal, 250 F CFA; Suède, 40 skr.; Suisse, 1,30 Fr. E.-U. 95 cents; Yougoslavie, 30 din.

Tarif des abonnements page 32

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris n° 658572

TEL : 246-72-23

Une hypothèque levée

Yes les commentateurs restent prudents, en attendant le second tour. Ici comme en France, on pense à l'étranger que les socialistes et les radicaux de gauche ont toutes les chances de contrôler la prochaine Assemblée. La politique française y gagnera, estime-t-on, en clarté, en stabilité et en indépendance, même si M. Mitterrand, pour des raisons tactiques, mais aussi plus par nécessité, doit tout de même d'ajouter demain ou trois ministres communistes au gouvernement.

Là encore, le résultat des élections complètera heureusement les entretiens que M. Mitterrand a eu vendredi et samedi derniers avec le vice-président égyptien, M. Moubarak, et avec le roi Khaled d'Arabie, qui s'est déclaré satisfait « dans tous les domaines » des explications du président de la République.

Ceux des électeurs français qui ont voulu donner une leçon à un parti qui s'est aligné sur les positions soviétiques, aussi bien en ce qui concerne l'Albanistan que les fusées à moyenne portée - 28, ont nonobstant ces perspectives. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que la « Pravda » de ce lundi matin n'écrive pas un mot des élections françaises et que l'agence Tas « évoque étrangement la « victoire convaincante » du « bloc du P.S., du P.C. et du Mouvement des radicaux de gauche ».

- **Le net recul du P.C., menacé de perdre la moitié de ses députés, se confirme**
- **L'U.N.M., qui régresse, lance un pressant appel aux abstentionnistes**
- **156 sièges sur 491 sont pourvus au premier tour**

M. Marchais récuse l'idée d'un déclin du P.C.F., menacé de perdre la moitié de ses sièges, et attribue le succès socialiste au phénomène de polarisation autour du parti du président.

M. Mitterrand n'a pas l'intention d'intervenir entre les deux tours sinon pour un bref commentaire au conseil des ministres de mercredi. Le succès du P.S. rend cette intervention inutile. Le président de la République a fait remarquer à ses proches qu'il avait fallu beaucoup de temps pour en arriver à ce résultat et

Sur les quatre cent quatre-vingt-onze sièges à pourvoir, cent cinquante-six l'ont été dès le 14 juin.

Sur les marchés des changes, la forte avancée du P.S. et, surtout, le recul du P.C.F. ont été accueillis plutôt favorablement et, en tout cas, avec calme : le cours du mark à Paris est revenu de 2.3925 F, vendredi 12 juin en fin de journée, à 2.3850 F environ, tandis que le dollar fléchissait partant, samedi 13, de 572 à 568 F.

TROIS FAITS

Il y a d'abord le « fait présidentiel ». Mais il ne suffit pas à expliquer le raz de marée socialiste.

Pour la première fois, des élections législatives avaient lieu dans la foulée d'une élection présidentielle. Mais il y a deux précédents, non pas identiques mais comparables, ceux de 1962 et de 1968. La dissolution avait été également prononcée, la première suivant un référendum qui avait valeur de test présidentiel. Dans les deux cas, un raz de marée — gaulliste — était venu confirmer la victoire du président.

Le fait présidentiel a été amplifié, cette fois encore, par le fait majoritaire. La majorité va à la majorité, tant dans l'ensemble du pays qu'à l'intérieur de la gauche, où, conjuguée avec l'énorme reflux communiste par rapport à 1978, la lame de fond socialiste achève de changer complètement le rapport de forces entre le P.C. et le P.S. et confirme ainsi la prophétie de M. Mitterrand en 1972.

La confirmation de l'élection présidentielle, l'élection majeure, est dans la nature des institutions et, en tout cas, dans l'esprit du corps électoral. En ce sens, le premier tour des élections législatives est une seconde défaite pour M. Giscard d'Estaing, même s'il n'a pris aucune part à la campagne électorale. Il y a eu dans l'élection présidentielle de 1969, dans le corps électoral, 10 mal le rejet d'un homme et d'un style autant, sinon plus, que d'une politique. Ses adversaires partisans l'avaient admis. Dans l'échec de l'ancienne majorité, il y a le refus d'un style, d'une politique, d'un changement. L'appoint de M. Chirac avait, par hostilité à M. Giscard d'Estaing, contribué à la victoire de M. François Mitterrand. Ce phénomène inconnu à pu alors masquer l'évolution sociologique, l'urbanisation et le développement du salariat, le travail des femmes — d'une bonne part du corps électoral. A quel s'est ajoutée l'asthénie politique de l'ancienne majorité, la jeunesse exception

M. Giscard d'Estaing aimait appeler à l'intelligence des Français. Ses partisans ont une légère tendance à les prendre pour des sots. Après l'échec du 10 mai, ils ont exhorté les Français à se ressaisir, puis ils ont fait, la même exception près d'une pâle campagne, ne proposant rien et critiquant tout.

(Lire la suite page 2.)

Spectaculaires confirmations

Les mutations politiques que l'on avait observées à l'occasion du second tour de l'élection présidentielle, le 10 mai, et que l'on avait pu pressentir dès le premier, le 28 avril, n'étaient que le reflet de peu de chose au regard de ce qui vient de se passer au mois et quatre jours après la

AU JOUR LE JOUR

DOMINANT

Ceux qui ont voté avec leur parasol et leur barbecue sont, avec le P.S., les vedettes du premier tour. Une réserve qu'on s'arrache à qui mieux mieux, chacune s'appropriant une part excessive de ces intentions de non-vote.

Les uns les félicitent de s'être pas votés pour leurs adversaires, les autres les adjoignent avec chaleur de se mobiliser le 21 juin pour renverser le courant. Nul reproche d'incertitude n'est fait aux abstentionnistes, et c'est avec un initial respect que les leaders de tous bords ont eu passer, dimanche, 29 % des Français flottant quelque peu au fil de l'histoire. Libres de toute récupération, leurs voix devaient l'espoir ou la peur.

Les pré-retrouvés du bulletin de vote forment-ils la pierre des partis dominants ?

Mériter la confiance

Créer une formation « simple et moderne », capable d'équilibrer le poids de la droite et d'assumer par elle-même la « *solution majoritaire* » : telles étaient les trois étapes d'un projet politique défini dès 1969 par M. François Mitterrand dans un ouvrage essentiel. Mais part de vérité. Les trois étapes ont été franchies : renouveau du parti socialiste, victoire de juin 1971 à Epinay-sur-Seine, victoire rééquilibrée à gauche au profit du P.S. au scrutin législatif de 1978 ; promesse d'une situation dominante après le 14 juin.

Le franchissement de ces trois degrés témoigne en premier lieu de l'habileté tactique de celui qui est aujourd'hui chef de l'Etat : en choisissant, contre l'avis de la minorité du parti, dont M. Ro-

LES RÉSULTATS DU PREMIER TOUR

TOTAL				OUTRE-MER				METROPOLE			
Inscrite	35 571 459			325 418			35 536 611				
Votante	25 398 529			204 387			25 182 982				
Abstention	19 494 430 (59,23 %)			151 051 (59,06 %)			19 353 779 (29,13 %)				
Suffr. exp.	25 004 496			201 431			24 823 685				
PARIS											
	Nombre de candidats	Nombre de voix obtenues	%	Nombre de candidats	Nombre de voix obtenues	%	Nombre de candidats	Nombre de voix obtenues	%		
Extr. gauche	186	332 967	1,32	2	3 023	1,79	498	230 344	1,33		
P.-C.	477	4 050 719	16,18	5	47 094	22,57	674	4 005 025	16,12		
P.S. + M.E.C.	527	9 412 275	37,50	5	34 422	17,08	522	9 370 433	37,77		
Div. gauche	124	154 728	0,61	8	13 101	6,50	116	141 638	0,57		
Ecologistes	178	271 616	1,08	1	826	0,40	172	278 732	1,09		
R.P.R.	254	2 533 649	26,91	5	40 290	19,56	269	5 132 564	20,91		
U.D.F.	276	4 282 619	16,18	5	25 316	12,66	274	4 734 893	19,16		
Div. droite	144	696 324	2,78	9	35 364	17,61	136	660 599	2,66		
Extr. droite	176	96 533	0,36	1	597	0,25	169	90 926	0,36		
TOTAL	2 657			39			2 593				

Les résultats ci-dessus, communiqués, lundi 15 juin, par le ministère de l'intérieur, portent sur les quatre-vingt-seize-quatorze circonscriptions de métropole et sept d'outre-mer. Dans trois des dix circonscriptions manquantes, le premier tour a été fixé au dimanche 21 juin (Polynésie française et Wallis et Futuna).

AU CONCOURS JACQUES-THIBAUD

Être violoniste et avoir vingt ans

Depuis vingt-six ans, on attendait un lauréat français pour le concours Jacques-Thibaud : lorsque Devy Erlith l'emporta, aucun des finalistes d'aujourd'hui n'était encore né ! On a bien cru l'obtenir, enfin, avec Olivier Charlier, un superbe violoniste de vingt ans, de grand tempérament.

Mais voilà, il avait en face de lui Nina Bodnar-Horton, une Américaine de vingt ans (à peine) elle aussi, blâncée et vigoureuse comme une belle plante dans sa robe parme, prêtresse blonde au profil athénien.

taille pour faire carrière comme une Glinette Neveu. Merveilleux spectacle que celui de cette jeune fille sculpturale déployant le *Concerto* de Tchàikovsky avec une profonde noblesse d'expression, un phrasé et un rythme exigeants, et surtout ce soutien constant de l'intensité et de la puissance intérieures, même dans les dessins secondaires, qui met sur l'œuvre le sceau de la plénitude.

JACQUES LONGCHAMPT

(Lire la suite page 34.)

LA DÉLINQUANCE NOUVEAU STYLE

**Lire page 31 le début d'une enquête
de PHILIPPE BOGGIO :**

« LE HOLD-UP DU PAUVRE »

Sylvie Crossman
Edouard Fenwick

LE NOUVEAU AGE

Le défi californien

Analyses
et commentaires

Parti du président ou parti du changement ?

L'explication est simple. De bons auteurs vous le diront : le P.S. a gagné les élections législatives parce qu'il est le parti du président. « Le phénomène de polarisation autour du parti présidentiel se trouve vérifié », observe M. Marchais « il y a une logique, le parti socialiste est le parti du président, c'est le phénomène présidentiel qui a tout cela », note M. Pasqua. Et M. Pinton abonde dans le même sens : « La dynamique présidentielle a poussé l'électorat à sensibilité de gauche à rallier l'électorat socialiste ».

Cette thèse, si unanimement défendue à la grande avantage de donner l'explication d'une victoire en faisant l'économie de celles de plusieurs défaites. Hormis cet avantage, elle n'a que des inconvénients : elle ne rend pas compte de l'explication d'une victoire en faisant l'économie de celles de plusieurs défaites. Hormis cet avantage, elle n'a que des inconvénients : elle ne rend pas compte de l'explication d'une victoire en faisant l'économie de celles de plusieurs défaites.

L'explication de la politique par les structures qu'elle met en place pour organiser la vie sociale est séduisante, mais elle reste tautologique. Trop pour être vraiment satisfaisante. Il est certain qu'un mécanisme tel que celui de l'élection du président de la République au suffrage universel influence la vie de la vie nationale. Il a été conçu pour cela, tout comme le scrutin majoritaire a été conçu pour éliminer les candidats qui ne recueillent pas suffisamment de suffrages au premier tour.

L'expression de la diversité de l'opinion, que toute démocratie est censée garantir, se trouve durablement contrainte dans le régime de la V^e République par la volonté de donner au pouvoir une assise solide. Tout le système favorise les partis dits de gouvernement, ou, si l'on préfère, les partis dominants autour desquels se constitue la majorité en place (ou la majorité latente qui aspire à le remplacer). Le parti liste en tire aujourd'hui un avantage qui a longtemps servi le gaullisme.

Est-ce à dire qu'il suffit de se positionner en parti du président pour réussir ? L'U.D.F. s'est effectivement bien comportée aux élections législatives de 1978 sans pour autant assurer, par rapport au R.P.F., sa domination sur la majorité parlementaire. En 1968, sous l'effet d'une grande peur, le parti du président s'est reconstitué, mais celui-ci — le général de Gaulle — n'en a tiré aucune plus confort. Il a demandé une contre-épreuve avec le référendum de 1969 et, pour l'avoir perdu, il a démissionné.

La relation entre le détenteur du pouvoir et le parti qui le soutient n'est pas si évidente qu'elle puisse s'imposer en toute occasion. Il y faut autre chose : une reconnaissance, un troisième partenaire, qui dispose d'un parti derrière lui. Un parti parlementaire reconstruit et qui, avant de conquérir la République, s'était remarquablement implanté dans le tissu politique du pays au cours de consultations qui n'étaient pas que des défaites et grâce à une présence militante dans de nombreuses organisations sociales.

M. Mitterrand a beaucoup fait pour le P.S. mais, en retour, ce parti est pour beaucoup dans son succès présidentiel. Les électeurs ont ensuite voté pour les candidats qui se réclamaient du président. Ce n'est pas la première fois qu'ils admettent de la sorte : ils l'ont déjà fait en 1962 pour le général de Gaulle et en 1968 pour Georges Pompidou, qui n'avait encore que l'étoffe d'un président.

L'existence d'une certaine cohérence politique entre des votes proches et éloignés ne saurait donc surprendre. Elle témoigne d'une bonne perception du système de gouvernement. Il semble même que dans leur volonté de continuité, l'originalité d'un « fait présidentiel » de gauche les électeurs n'aient pas hésité à en rajouter. Sen tenir à la thèse d'un vote utile, peu plus poussé reviendrait à s'enfermer dans l'explication mécaniste du débat. Le scrutin du 14 juin montre aussi que les précédents des 28 avril et 10 mai n'étaient pas que des manifestations de rejet à l'égard d'un homme ou d'une politique. Le 28 avril et le 14 juin, ce ne sont pas que le pouvoir ou la majorité sortante qui ont été sanctionnés. Il y a eu aussi un choix positif qui s'est porté sur le P.S. et non sur le P.C. dont l'audience s'est trouvée réduite, à l'échelle nationale comme à celle de la circonscription.

L'événement politique mérite une réflexion plus approfondie.

LE MONDE
diplomatique

du mois de juin
EST PARU

An sommaire :

- Solidarité atlantique, rivalités commerciales
- La justice face au pouvoir politique.

que celle qui renvoie au phénomène présidentiel et une autre conclusion que la mise en cause du mode de sélection du chef de l'Etat. M. Marchais, qui admettait récemment que les électeurs s'étaient prononcés pour le nombre de nationalisations retenu par M. Mitterrand, devrait s'interroger sur bien d'autres aspects du choix des 28 avril, 10 mai et 14 juin. Il ratifie une conception de la société que M. Lecanuet qualifie, imprudemment, d'anachronique. Il confirme, à sa manière, la thèse chère à M. Giscard

d'Estaing suivant laquelle la France est vouée à être gouvernée par un groupe central de plus en plus nombreux et homogène. Mais voilà : la réalité sociologique de ce groupe se reconnaît plus dans la gauche socialiste que dans une ébauche de libéralisme qui n'a pas tenu ses promesses de changement. Et si les électeurs ont pris le parti du président, c'est, aussi, parce qu'ils veulent que celui-ci ait les moyens de changer les choses. Une explication qui en vaut bien d'autres.

ANDRÉ LAURENS.

... C'EST LE TRIOMPHE DES INSTITUTIONS



(Dessin de CHENEZ.)

TROIS FAITS

(Suite de la première page.)

Au lendemain de la défaite législative, les voici qui, d'instinct, invitent les Français à se « ressaisir » en vue du second tour de dimanche prochain, agitant le même « épouvantail » communiste qui a pourtant singulièrement perdu dimanche de son pouvoir de dissuasion.

Alors que, malgré la campagne de la droite et d'une bonne partie de la presse, la vague socialiste s'est amplifiée, même si elle devait un peu refuser au second tour, les Français, au nom desquels l'ancienne majorité n'a pas encore perdu l'habitude de parler, ne sont pas sous le point de vue de rien compris à ce qui s'est passé le 10 mai.

Fait présidentiel, fait majoritaire, fait sociologique, le scrutin du 14 juin est aussi la seconde victoire de M. Mitterrand. A entendre certains commentaires de la nouvelle opposition, on dirait qu'il n'y est pour rien. Restant sourd à ceux qui, même dans son propre parti, lui déconseillaient, avant l'élection présidentielle, de procéder dans la foulée aux élections législatives, il a su, sans rien céder sur les promesses faites et les gestes symboliques, inspirer confiance bien au-delà du corps électoral socialiste. Enfin, le parti qu'il a créé et finalement unifié a dégage une nouvelle génération d'hommes et de femmes qui, soulevés à la gestion des affaires communales, départementales, régionales, ont su s'implanter dans le pays et se préparer aussi à celle des affaires nationales.

La probable victoire massive du parti socialiste au second tour crée de nouveaux devoirs à ses élus et à ses dirigeants. Plus qu'il ne l'a fait depuis un mois, le président de la République devra prendre de la distance à l'égard du P.S. Devenu parti dominant, celui-ci devra conserver une certaine autonomie à l'égard du gouvernement, être à son service pour concourir à l'explication de sa politique, mais aussi pour qu'il demeure à l'écoute du pays. Par l'ampleur et la diversité de son implantation, à l'image de l'opinion, le parti socialiste est bien placé pour protéger le président et le gouvernement de l'isolement auquel tout pouvoir est condamné insensiblement. Mais, décapité par la formation du gouvernement, le parti socialiste devra dégager en son sein de nouveaux cadres dirigeants : il n'en manque pas.

Enfin, dominer sa victoire, à quoi l'engagement de ses adversaires qui n'ont pas encore réussi à dominer leur défaite. La campagne d'affirmation, qui vient pourtant de confirmer son peu d'effet, va se poursuivre : le gouvernement devra continuer à ne pas l'alimenter. La tentation du pouvoir exclusif risque de guetter le parti socialiste : le président veillera à ce qu'elle n'atteigne ni le Parlement ni l'Etat.

Dans l'attente du second tour, le parti socialiste se garde de tout triomphalisme. Il devra s'en méfier plus encore après.

J. F.

Le P.C.F. régresse par rapport au vote du 26 avril dans les deux tiers des circonscriptions

Les résultats obtenus par les candidats du P.C.F. aux élections législatives du 26 avril, en tenant compte des déclarations des dirigeants communistes sur le caractère circonstanciel de la défection, au premier tour de l'élection présidentielle, d'un quart de l'électorat sur lequel les consultations antérieures les autorisaient à compter.

On constate, en effet, que si le parti communiste retrouve son niveau des élections législatives de mars 1978, à peu de chose près, dans des départements comme la Seine-Saint-Denis (38,31 % des suffrages exprimés), la Haute-Vienne (33,39 %), le Gard (32,27 %), la Corrèze (27,06 %), ou le Val-d'Oise (23,11 %), l'écart entre les résultats du 26 avril et ceux de dimanche est élevé, dans les Bouches-du-Rhône (28,87 %, soit - 3,26 points), la Somme (26,88 %, soit - 3,54 points), les Ardennes (22,91 %, soit - 2,48 points), le Nord (22,85 %, soit - 3,46 points), l'Essonne (22,63 %, soit - 3,74 points), l'Hérault (21,49 %, soit - 3,8 points), sans parler de la Seine-Maritime (21,14 %, soit - 6,07 points), du Cher (25,53 %, soit - 7,47 points) ou de Paris (18,34 %, soit - 8,25 points).

Si le P.C.F. amène son score, par rapport à 1978, dans un département comme les Alpes-de-Haute-Provence (26,26 % contre 25,40 %), son résultat s'aggrave, par rapport au premier tour de l'élection présidentielle, dans l'Aude, la Creuse et le Var.

Compte tenu du mode de scrutin, l'humanité ne manque pas de mettre en cause lundi 15 juin le parti communiste, dont sept députés sortants ont été réélus au premier tour, est menacé de perdre la moitié de sa représentation parlementaire, qui est actuellement de quatre-vingt-dix députés. Il faut constater, cependant, que si les suffrages communistes progressent, par rapport à ceux qu'ils avaient recueillis le 26 avril, dans un peu plus du tiers des circonscriptions métropolitaines, ils régressent dans les deux autres tiers.

La progression est forte dans les circonscriptions dont le député sortant était communiste. Elle dépasse ou avoisine 10 points dans la quatrième de Seine-Saint-Denis, où M. Nilles a été élu. Le P.C.F. a gagné la Seine-Maritime, où M. Duroméas, maire du Havre, voit son mandat confirmé dès le premier tour. La

régression, au contraire, est nette dans les circonscriptions qui avaient élu un député socialiste il y a trois ans ou placé un socialiste en tête de la gauche. M. René Andrieux, constata, dans l'humanité, que « la volonté de battre la droite a tout en faveur du parti qui apparaît comme le parti présidentiel ». Il prend ainsi acte de la réponse des électeurs à l'affirmation des dirigeants communistes selon laquelle le P.C.F. avait pleinement contribué à la défaite de M. Giscard d'Estaing. Il est clair que pour nombre d'électeurs communistes, le vainqueur de la droite n'est pas M. Marchais, ni même le P.C.F., mais M. Mitterrand et le P.S. Pour un parti dont le candidat s'était présenté comme « l'anti-Giscard », la sanction est rude et l'on peut s'interroger sur la valeur de l'argument qui invoque le « fait présidentiel » pour expliquer les déboires du P.C.F.

En premier lieu, les communistes avaient décidé de longue date — dès la fin de 1974 — de présenter un candidat à l'élection de 1981 et l'on peut donc supposer qu'ils l'ont fait en connaissance de cause. En second lieu, le P.C.F. avait su profiter du « fait présidentiel » en soutenant la candidature de M. Mitterrand, en 1969, pour se relever du coup qui lui avait porté le retour de de Gaulle au pouvoir en 1958 et les conflits de direction qu'il avait connus en 1960-1961.

Les dirigeants communistes s'attendaient au résultat de dimanche et ils n'ignoraient pas que l'explication qu'ils avaient donnée de leur échec du 26 avril ne résisterait pas à l'épreuve d'une nouvelle consultation. Ils se retrouvent à la tête d'un parti ébranlé dans ses bases traditionnelles, bien que son influence y demeure forte, et qui perd le terrain qu'il avait pu gagner au cours des dernières années, dans des régions où sa pénétration était auparavant médiocre. La puissance du P.S. leur pose en des termes particulièrement difficiles le problème de la participation au pouvoir. La refuser, si M. Mitterrand la propose, serait prendre les risques d'une marginalisation qui hait s'aggraver : l'accepter ce serait se livrer sans contrepartie assurée. La réponse des dirigeants du P.C.F. dépendra sans doute, en grande partie, de leur évaluation des chances de réussite de l'expérience socialiste.

PATRICK ARREAU.

L'évolution du rapport des forces entre le PS et le PCF

Au premier tour des élections législatives de 1978, le 12 mars, le P.S. et le P.C. s'étaient affrontés dans 438 des 474 circonscriptions métropolitaines. Les communistes étant absents de 34 circonscriptions et les communistes de 4 autres.

L'avantage était allé au P.S. dans 222 de ces circonscriptions et au P.C. dans les 144 autres. Le rapport est profondément modifié entre ces deux formations à l'issue du scrutin du 14 juin puisque le P.S. devance le P.C. dans 401 circonscriptions et n'est devancé par lui que dans 65.

Quarante-six des quatre-vingt-six députés communistes sortants sont devancés. La liste en est la suivante : M. Maurice Andrieux (Pas-de-Calais, 10^e) ; Mme Myriam Barakat (Hérault, 3^e) ; MM. Jean Bardol (Pas-de-Calais, 9^e) ; Gérard Bordu (Seine-et-Marne, 2^e) ; Daniel Boulay (Sarthe, 3^e) ; Mme Irène Bourgeois (Seine-Maritime, 2^e) ; MM. Henry Camarot (Val-d'Oise, 5^e) ; Jacques Chamblade (Corrèze, 2^e) ; Mmes Angèle Chavatte (Pas-de-Calais, 11^e) ; Jacqueline Chonavel (Seine-Saint-Denis, 4^e) ; M. Roger Combrisson (Essonne, 1^{re}) ; Mme Hélène

Constans (Haute-Vienne, 1^{re}) ; MM. César Depietri (Moselle, 3^e) ; Bernard Deschamps (Gard, 2^e) ; Charles Fierman (Val-de-Marne, 2^e) ; Mme Paulette Fost (Seine-Saint-Denis, 1^{re}) ; MM. Marceau Gauthier (Nord, 21^e) ; Pierre Girardot (Alpes-de-Haute-Provence, 2^e) ; Pierre Goldberg (Ailier, 2^e) ; Roger Guhier (Seine-Saint-Denis, 5^e) ; Mme Marie Thérèse Goullmann (Seine-Saint-Denis, 9^e) ; Maxime Grenet (Somme, 1^{re}) ; Marcel Houé (Rhône, 11^e) ; Jacques Jouve (Haute-Vienne, 5^e) ; Pierre Juquin (Essonne, 3^e) ; Maxime Kalinsky (Val-de-Marne, 9^e) ; Paul Laureux (Paris, 20^e) ; Georges Lazzarino (Bouches-du-Rhône, 5^e) ; Mme Chantal Leblanc (Somme, 4^e) ; Alain Léger (Ardennes, 1^{re}) ; François Leisour (Oise-du-Nord, 4^e) ; Roland Leroy (Seine-Maritime, 3^e) ; Raymond Mallet (Oise, 3^e) ; Fernand Marin (Vaucluse, 3^e) ; Albert Maton (Nord, 22^e) ; Gilbert Millet (Gard, 4^e) ; Mme Gisèle Moreau (Paris, 13^e) ; M. Antoine Porcu (Meurthe-et-Moselle, 7^e) ; Mmes Jeanine Forté (Bouches-du-Rhône, 4^e) ; Colette Privat (Seine-Maritime, 4^e) ; MM. Hubert Ruffe (Lot-et-Garonne, 2^e) ; Marcel Tassy (Bouches-du-Rhône, 8^e) ; Lucien Villia (Paris 31^e) ; René Vissé (Ardennes, 2^e) ; Robert Vliet (Essonne, 4^e) ; Claude Wargules (Nord, 17^e).

L'ÉVOLUTION DU RAPPORT DES FORCES ENTRE L'U.D.F. ET LE R.P.R.

Le nombre des circonscriptions de métropole où des « primaires » se sont déroulées entre le R.P.R. et l'U.D.F. aussi bien le 14 juin 1981 que le 12 mars 1978, s'élève à soixante-sept.

Les renversements de situation observés d'un scrutin à l'autre sont limités à quatre de ces circonscriptions, mais se sont opérés au détriment de l'U.D.F. plus que du R.P.R. Le R.P.R. qui était arrivé devant l'U.D.F. dans quarante-deux circonscriptions en 1978 n'est distancé par elle que dans cinq : Alsace 2^e, Corse du Sud 1^{re}, dont le député sortant, R.P.R., est M. Bost. Drôme 1^{re}, Nord 2^e et 4^e.

L'U.D.F. qui s'était placée avant le R.P.R. dans vingt-cinq circonscriptions, est distancée par lui dans neuf, qui sont toutes dévancées par la gauche : Essonne 4^e, Gironde 10^e, Haute-de-Seine 4^e, Nord 5^e, Oise 2^e et 3^e, Deux-Sèvres 1^{re}, Somme 6^e et Val-de-Marne 1^{re}.

VOCABULAIRE DU MARXISME.

Par Gérard Bekerman.

Ce Vocabulaire du marxisme est en réalité un dictionnaire de la terminologie des œuvres complètes de Karl Marx et de Friedrich Engels. Son ambition n'est donc pas d'interpréter les réalisations économiques ou politiques du marxisme, voire des marxismes, mais de comprendre l'œuvre de Marx comme le témoignage d'une pensée originale ayant marqué son temps.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

WORTERBUCH DES MARXISMUS.

Von Gérard Bekerman.

Bei diesem Vokabular des Marxismus handelt es sich in Wirklichkeit um ein Wörterbuch der Terminologie der Gesamtwerke von Karl Marx und Friedrich Engels. Es geht also nicht darum, die politischen und ökonomischen Verwirklichungen des Marxismus, oder gar der verschiedenen Marxismen, zu deuten, vielmehr wird versucht, das Werk Marx' als ein Zeugnis eines ursprünglichen, seine Zeit prägenden gedanklichen Konzepts zu verstehen.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

DU PREMIER TOUR
MÉRITER LA C

Le Monde

DU PREMIER TOUR

MÉRITER LA CONFIANCE

(Suite de la première page.)

Communistes et socialistes obéissent simultanément à deux logiques : celle de la conquête du pouvoir, qui repose sur l'union, et celle de l'égémonie au sein de la gauche, qui implique l'autonomie, donc la concurrence, ou plutôt le combat.

Tant que le P.S. et le P.C. étaient persuadés de pouvoir à la fois conquérir le pouvoir et se partager l'égémonie, il était possible à chacun d'eux de pratiquer l'union tout en cherchant à assurer son autonomie. Ce ne fut plus possible dès lors qu'il y eut pour l'un (le P.C.) stagnation puis régression électorale au profit de l'autre. Ce fut la rupture de septembre 1977.

Quatre ans plus tard, les socialistes expliquent, en partie, par la permanence et par la force de l'aspiration unitaire, par le fait aussi que face à cette aspiration le P.C.F. a fait figure de principal artisan de la décomposition. Les socialistes, en gagnant la bataille de l'explication de la rupture, ont aussi gagné la partie de bras de fer qui les opposait à leur concurrent. Ce faisant, ils ont facilité l'implication du mouvement de la victoire de M. Mitterrand le 10 mai. Celui-ci n'aurait-il pas, toujours dans la part de vérité, qu'un parti communiste puisse représenter pour les conservateurs une assurance de pouvoir et demeure ?

Ainsi est-on conduit à s'interroger sur la félicité du contenu de la politique qui sera menée pendant la législature — celle-ci devra éviter de donner prise à une éventuelle opposition de gauche — et sur le dosage du gouvernement : ce dosage devra assurer le partage de la responsabilité face au pays.

En l'état actuel du rapport des forces, le président de la République peut agir à sa convenance. Etant totalement « délié » de l'alliance avec le P.C.F., M. Mitterrand peut choisir d'impulser ou de dévier dans une expérience gouvernementale, afin non seulement de faire la preuve vis-à-vis

de l'opinion française qu'il est fidèle à l'union de la gauche, mais aussi afin de lier les mains des dirigeants communistes.

Le chef de l'Etat peut tout aussi bien, choisisse de réorienter l'étranger, notamment les Etats-Unis et certains pays arabes, en soumettant les communistes à la « période probatoire » que M. Michel Jobert appelait de ses vœux dans ses colonnes, continuant ces derniers à accéder au gouvernement un « soutien sans participation ».

En fait, l'enjeu de la participation communiste va au-delà de ces supputations. Les socialistes savent sans doute intuitivement que la responsabilité de la gestion d'une période pour le moins difficile, il leur faut en effet affronter la crise. Pour cela, ils

auront besoin de tous les concours, afin de transformer le chef de l'Etat, en consensus et en gestion progressive de cette crise.

Il ne s'agit plus, en effet, de séduire la frange d'électorat centriste qui, traditionnellement, faisait défaut à la gauche : il faut désormais attirer au-delà de son propre électorat.

Il s'agit également de trouver les relais syndicaux nécessaires à toute transformation graduelle et en profondeur de la société. A cet égard, la présence de ministres communistes pourrait non seulement conforter les tenants d'un renouveau unitaire, mais, sans doute aussi, aider la C.G.T. à se montrer conciliante, comme elle le fait depuis le 11 mai.

La gauche européenne

Voilà donc les socialistes français confrontés au même problème que les autres partis de la gauche européenne.

Le problème que connaît la social-démocratie allemande parce qu'elle est au pouvoir, et celui sur lequel le P.C.I. réfléchit parce qu'il aspire à exercer ce pouvoir : comment partager l'autorité ? Comment concilier progrès social et récession des effectifs de la classe ? Comment planifier les efforts qui seront demandés au plus grand nombre ?

A ces questions, les courants du P.S. apportent des réponses parfois différentes. On touche là à une autre difficulté : comment le parti va-t-il se comporter dans la victoire ? Le risque existe en effet et à plusieurs niveaux. Il est à la mesure de la formidable redistribution des pouvoirs que la victoire du 10 mai a permis.

La victoire, dans de telles proportions, doit conduire le P.S. à une réflexion sur lui-même. M. Giscard d'Estaing a sans doute souffert de n'avoir pas de parti digne de ce nom : Charles de Gaulle a eu à sa disposition un parti de « godillots ». Il n'est pas un créateur socialiste qui n'ait répondu, pendant la campagne électorale, des deux perspectives. Reste donc à définir le rôle et à organiser le fonctionnement d'une formation dont le président de la République attend sans doute qu'elle soit un bon relais entre lui-même et l'opinion, et qu'elle lui évite de se couper de celle-ci. En d'autres termes, ceux qui restent à la tête du parti devront également prévenir le réveil possible des olivages de

concomitants et une éventuelle coupure avec le groupe parlementaire. Ce dernier devrait être structuré politiquement, du moins idéologiquement, de sa position dominante, dans l'hémicycle, peut avoir pour conséquence de rendre décisifs les débats politiques entre les tenants des différents courants du parti : ainsi se pose la question de la présidence du groupe. On cite à cet égard le nom de M. Jean Poperen, et il est que celui-ci consente à abandonner ses responsabilités de numéro deux du parti.

Pour l'instant, les dirigeants socialistes doivent faire face à quelques branches d'opposition au gouvernement : la tentation existe, chez certains responsables fidèles, de se comporter en « commissaires politiques ». Le premier à faire les frais d'une telle tentation a sans doute été M. Maurice Faure, qui avait, il est vrai, quelques oubliés les engagements pris par le candidat Mitterrand.

Il n'y a là rien de très normal, d'ailleurs, d'un parti qui découvre les responsabilités gouvernementales. Et qui les découvre toutes : disposant de l'ensemble des leviers de commandes institutionnelles, il lui faut désormais apporter la preuve qu'il est digne de la confiance que les Français ont placée en lui pour changer la société, pour donner au chef de l'Etat les moyens de la politique. Il lui faut affronter des difficultés qu'il appelle de ses vœux, car elles sont le fruit du succès. Un succès auquel il lui faut maintenant faire face.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Spectaculaire confirmation

(Suite de la première page.)

Alors que le 12 mars 1978 les socialistes, les radicaux de gauche et les « centristes » avaient totalisé 27,58 % des suffrages exprimés, les candidats présentés ou soutenus par le P.S. en recueillirent 37,77 %. Si l'on y ajoute ceux obtenus par le P.C. et les extrêmes gauches qui se trouvent laminés avec 1,31 %, et des divers gauches, on parvient à un total de 53,77 %, qui est sans précédent pour la gauche dans l'histoire de la V^e République, aussi bien que dans celle de la IV^e. Le 21 octobre 1945 et le 2 juin 1946 le P.C.F., la S.F.I.O. et le parti radical n'avaient obtenu, ensemble, que 46,70 %, puis 47,20 % des suffrages exprimés.

Il s'agit donc bien d'un événement historique, mais qui l'est d'une autre manière, puisque la stratégie d'union de la gauche à laquelle M. Mitterrand n'a jamais cessé de se proclamer totalement fidèle se présente sous un jour tout à fait nouveau. Le déséquilibre entre le couple P.S.-R.C.G. et le P.C.F. qui ne se situe qu'à un niveau de 16,12 %, à peine supérieur à celui que M. Marchais avait obtenu au premier tour de l'élection présidentielle (13,34 %) et alors que le score communiste avait été de 20,61 % le 12 mars 1978 et n'avait été réduit qu'à 18,96 % le 23 novembre 1980, six mois après le retour au pouvoir de Charles de Gaulle.

On avait pu se demander quelle était la part du « conjoncturel » dans la débâcle communiste du 26 avril dernier. Il apparaît très clairement aujourd'hui que le faible résultat de M. Marchais ne s'expliquait pas seulement par le désir de « voter utile » ni par un comportement unitaire anticipé des électeurs communistes.

Alors qu'il y a trois ans le P.C.F. s'était placé en tête de la gauche dans 144 des 338 circonscriptions où il était en concurrence avec le P.S., il ne devance les candidats de ce dernier que dans 55 cas et est dominé par eux dans 401 autres. Le nombre des ballottages favorables qui s'offrent à lui est limité. Le recul n'épargne aucun des trois départements où le P.C.F. disposait de tous les sièges (Gard, Seine-Saint-Denis, Haute-Vienne). Seuls, seulement de ses quatre-vingt-deux sièges sont réélus et quarante-six autres sont devancés par les candidats du P.S. dans les régions les plus variées. La crainte d'un trop grand déséquilibre entre les composantes de la gauche a conduit M. Chevènement à soumettre que le P.S. retire un certain nombre de ses candidats arrivés dimanche en tête de la gauche, mais, outre que M. Mar-

chaux ne veut pas entendre parler de tels « cadeaux », rien ne prouve que les candidats socialistes et leurs électeurs consentiraient à « laisser de plus en plus » le secrétariat général du P.C.F. n'ayant rien dit, bien au contraire, qui puisse décourager le comportement unitaire (et qui l'a toujours été) de l'électorat communiste. On peut prévoir dès maintenant une disparité considérable entre les effectifs respectifs du groupe socialiste et du groupe communiste de l'Assemblée nationale.

Un électoral majoritaire déconvenant

Si le ralliement aussi tardif que spectaculaire des dirigeants communistes à M. Mitterrand ne leur a pas permis d'anticiper la situation de leur parti, il apparaît tout aussi clairement que les assauts vigoureux livrés par M. Chirac, contre M. Giscard d'Estaing jusqu'au 26 avril ont déconvenantement fortifié l'électoral majoritaire et y ont laissé ouvertes bien des plaies. La stratégie des candidatures uniques de l'Union pour la nouvelle majorité n'était pas, semble-t-il, la meilleure, et mieux eût valu sans doute celle des « primaires » qui eût permis de « tripler plus tard ». Il est d'autre part permis de penser que la campagne menée par les leaders de la majorité sortante, campagne qui consistait à désigner, voire à calomnier, le chef de l'Etat et son gouvernement, bien plus qu'à proposer, n'était pas de nature à provoquer un sursaut.

Si le R.P.R. peut se flatter d'avoir repris d'extrême justice l'avantage sur l'U.D.F. (20,91 % contre 19,16 %), il ne conserve que 48 de ses 185 députés et apparaît et ne gagne que 2 circonscriptions. Quant aux autres composantes de l'Union pour la nouvelle majorité, elles n'ont que 40 réélus et n'y ajoutent que 10 sièges dont 5 qui retournent

à d'anciens membres du gouvernement Barre alors que le groupe U.D.F. comptait 119 députés.

Une telle situation peut-être « corrigée » ? C'est ce qu'espèrent ceux qui font appel aux abstentionnistes, et les déclarations faites par le Délégué à la majorité de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chirac, à ce sujet, à agir de la sorte. On comprend cette attitude dans la mesure où le pourcentage des abstentionnistes, qui s'élève à 33 %, est beaucoup plus élevé que celui du 12 mars 1978 (16,68 %). Ceux qui ne sont pas allés aux urnes le 14 juin sont-ils des transfuges de l'ex-majorité qui ne vont pas jusqu'à voter à gauche, mais ne veulent pas refaire en sens contraire le chemin qu'ils avaient parcouru le 10 mai ? Ils assurent le succès de M. Mitterrand ? Il est difficile de répondre à cette question, car on observe que les abstentionnistes ne sont pas tous du même côté. Dans les départements où tous les sortants étaient U.D.F., le pourcentage des abstentions se situe tantôt très au-dessus, tantôt très au-dessous de la moyenne nationale (23,07 % en Loire, mais 35,49 % en Haute-Savoie). On peut en dire autant pour le R.P.R. (28,57 % dans le Cher, mais 15,49 % en Haute-Corse), pour le P.S. (23,96 % dans les Landes, mais 31,83 % en Haute-Garonne) et pour le P.C.F. (26,32 % en Haute-Vienne, mais 30,52 % dans le Gard et 34,48 % en Seine-Saint-Denis).

Le phénomène est trop général pour que l'on puisse spéculer sur un renversement de tendance sans brutalement le 21 juin pour remettre en cause les données du premier tour.

Il serait bien surprenant que les options concordantes du 10 mai et du premier tour des législatives soient démenties le 21 juin et que le P.S. n'acquiesce pas sa position de parti dominant.

Il lui restera à ne pas devenir trop « accaparant » ni trop dominant, notamment à l'égard de ceux dont le ralliement avait été tardif, mais n'en avait pas moins contribué pour une part non négligeable à la défaite de M. Giscard d'Estaing.

On se gardera bien de prophétiser sur la manière dont « fonctionnent » la pratique des déséquilibres automatiques au sein de la gauche, mais il faudrait un singulier retour de pendule pour que soient sérieusement remis en cause des résultats, en vertu desquels le total des voix recueillies par la gauche l'emporte sur celles qui sont allées ailleurs dans plus de deux cent cinquante-dix des trois cent vingt circonscriptions de la métropole qui restent à pourvoir.

RAYMOND BARRILLON.

LISEZ

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

AU R.P.R.

Les carottes sont cuites

Les « fourchettes » ? Vous connaissez les « fourchettes » ? De ces « fourchettes »-là, il aura beaucoup été question, dimanche soir, au quartier général du R.P.R. à Paris, rue de Tilsit. Et ces « fourchettes » étaient mauvaises, tristes, décevantes même, à certains égards, pour les néo-gaullistes, comme disent nos confrères anglosaxons. Vers 19 heures, on en était à 20-21 % des suffrages exprimés. Alors, comment concilier l'amertume et le sourire de rigueur ? C'est 68 à l'envers. Les militants du R.P.R. s'étaient tendus carter à ce que les électeurs leur battent froid ! Mais qu'importe, le coup fait mal. M. Pierre Charpy, directeur de la Lettre de la Nation, analyse la situation dans son coin. Ecoutez : ce vote-là, c'est un vote de désignation et de confirmation. Ce premier tour-là est la suite logique de l'élection de M. François Mitterrand. L'éditorialiste éditorialise : « C'était fait dès le 10 mai, d'ailleurs, insistent-ils, ce vote est comparable à celui de 62 : l'U.N.R. dominante après le référendum... Les carottes sont cuites. »

Au deuxième étage de l'immeuble-paquet qui donne, côté jardin, sur la place Charles-de-

Gaulle, MM. Bernard Pons, Claude Labbé, Charles Pasqua et Jacques Toubon se sont re-tranchés dans un bureau pour rédiger une déclaration. Une centaine de journalistes attendent, caméras, appareils photo, micros ou bloc-notes en main, ce discours estampillé « officiel ». Du désarroi ? Pas du tout. De la surprise ? Mais non. « Dans ces circonstances, le R.P.R. s'est bien comporté. » Pour l'instant, il faut simplement faire vite. 20 heures approchent. Le R.P.R. sera l'un des premiers partis ou mouvements à faire connaître son sentiment. 20 h. 10 : clap, une première. En direct, TF 1 retransmet les propos et l'image de M. Pons encadré de ses collègues. 20 h. 15 : deuxième clap. Antoine 2, battue sur le fil, cadre le même P. Pons dans un scénario identique à quelques variantes près. M. Jean-Pierre Elkabbach risque une question. M. Pons refuse d'y répondre. Autour de lui, MM. Pasqua, Labbé et Toubon approuvent leur ami. Une déclaration, d'ailleurs, ce n'est pas un commentaire. L'heure n'est pas aux « bavardages ». Qui pourrait leur en vouloir ? La tristesse n'aime pas le bruit.

L. G.

AU SIÈGE DE « L'HUMANITÉ »

Y a-t-il un militant dans la salle ?

Ni la chaude ambiance, bien sûr — on se maintient mais on ne progresse guère, — ni les visages défaits d'une défaite, il faut dire que les militants sont rares au quatrième étage des locaux de l'Humanité, autour du buffet préparé par la presse. Quelques gardiens, qui veillent à ce que les petits fours ne tombent pas sur la moquette, tandis qu'une télévision déverse le raz de marée socialiste.

Livrés à elle-mêmes, prêts à tourner à vide, les caméras de télévision attendant les déclarations officielles. Une heure déjà qu'on saut. Environ 16 %. Il est 21 heures, et il ne décollera plus. Faut-il encore espérer dans les scores de la banlieue rouge ? Y a-t-il un militant dans la salle ?

Entre eux, les analystes professionnels ne font guère de commentaire. « Raz de marée », c'est tout. On essaie d'avoir le point de vue du concubine : « C'est la Constitution qui veut ça, mais cette étonnante majorité P.S. ce n'est pas bon. » Les spots font monter la température de la salle vide, désespérément vide de regards. Cela ne sent pas la consigne, le désintérêt plutôt. Ils ne sont pas là

parce qu'il n'y a rien à dire. 21 h. 40, le bureau arrive : Georges Marchais, mi-sourire, Francis Lazard, André Lajoinie et Charles Fauran. Assaut des projecteurs, cliquetis des photographes. La déclaration sera brève : « Amplifier et confirmer le choix de l'élection présidentielle... » ; poussée socialiste dans le cadre du mode de scrutin.

Puis on passe à l'oreillette : à Georges Marchais, pour un duplex avec une radio périphérique. « Vous êtes d'habitude plus intelligents », répond-il au journaliste qui au bout du fil l'interroge, quand vous me parlez de recul historique du parti communiste le vote rouge. » Et il rit d'un rire sincère et théâtral. Questions dans la salle ? Pas de question. Fauran et Lajoinie courent déjà les débats sur les chaînes télévisées. Georges pas Marchais rejoint le comité central. A l'entrée de l'Humanité, les exemplaires du jour sont affichés : « Aller au gouvernement pour réussir... » ; « Donner au P.C.F. la place qui lui revient », et un portrait sympathique du secrétaire général.

CHRISTIAN COLOMBANI.

AU SIÈGE DE L'U.D.F.

Rude soirée

M. Michel Pinton ? Parti. M. Roger Chénaut ? Parti aussi. A la télévision, peut-être, à la radio, pourquoi pas M. Michel Ponsolowski, lui, travaille dans son bureau.

Dimanche, soir, au siège de l'U.D.F., les journalistes ont croisé beaucoup de journalistes... Et M. Jean Lecanuet alors ? Voyez sa secrétaire, monsieur ! Les « mauvaises » journées seraient-elles l'art de transformer les rencontres naturelles en parties de cache-cache ?

Au n° 282 du boulevard Saint-Germain, à Paris, sixième étage, à deux pas de cette Assemblée nationale capricieuse, les journalistes ont donc fait salon durant cette longue soirée. Les uns valaient l'exquis moelleux des petits fours offerts rue de Solferino, au parti socialiste, les autres regrettaient un bon dani de bière, attablée à une bonne terrasse... Propos éminemment politiques, on le voit. Et M. Jean Lecanuet, alors se redressait-on. Il parlait bientôt, répondait au secrétaire. De fait, on le vit tendre une petite foule vers 20 h. 45, très bronzé ou diament maquillé, soucieux de se faire jusqu'à sa déclaration.

Les hommes de radio, de télé, les journalistes et les photographes se remirent donc à deviser. Entre-temps, un responsable, M. André Fourquans, expliquait que les résultats de la soirée sortants n'étaient pas une surprise et que les militants, grâce aux sondages, étaient « préparés psychologiquement ». M. Jean-Marie Venier, délégué national de l'U.D.F., ne disait pas autre chose en affirmant : « On avait prévu le coup. » Et l'on attendait toujours M. Lecanuet.

Enfin, il vint ! Bronzé, définitivement bronzé (et non maquillé), Les projecteurs le font cligner des yeux. Son bureau est surchauffé. Il demande tout de même que l'on ferme la fenêtre afin d'éviter que les bruits de la rue ne viennent parasiter ses propos. Et top ! c'est parti. M. Lecanuet plonge son regard dans l'œil de la caméra de la S.F.P. Ses mots filent à bonne allure. Bien assés, dressés cependant sur la pointe des pieds, il fusille l'« illusion des promesses » du parti socialiste, il condamne « l'idéologie archaïque » du socialisme. Cet homme, le regard clair — ses yeux ne clignent pas — a décidé de se battre.

Son esprit est bientôt fini. Voilà ! les caméras cessent de ronronner. M. Lecanuet, d'un discret coup de mouchoir, s'éponge le front. Rude soirée.

LAURENT GREILSAMER.

DIDIER DECOIN

L'enfant de la mer de Chine

roman 'Seuil'

Pete pour lire au Seuil

Jour de Shanghai
C'est le jour de
la grande émigration
des Chinois vers
l'Amérique
et vers l'Europe
et vers l'Australie
et vers l'Afrique
et vers l'Asie
et vers l'Océanie
et vers le monde
entier.

Commentaires
et réactions

Au parti socialiste

M. Mauroy : l'espérance a force de loi

M. Pierre Mauroy, premier ministre : « Les Français ont confirmé leur choix du 10 mai et les orientations présentées au pays par le président de la République François Mitterrand. Mieux, ils ont amplifié le mouvement en faveur du changement. Tout est parfaitement clair : l'espérance a force de loi. Je me réjouis de ce soir, d'être tout en joie d'avoir pendant ce mois animé le premier gouvernement du septennat de François Mitterrand. Cette fois, je la partage ce soir avec les

membres du gouvernement et l'ensemble des Français qui ont confié à François Mitterrand et à son gouvernement la France. Je ne puis pas fermer la voie qui a été ouverte le 10 mai dernier. Et pour la première fois de son histoire la gauche a une dimension nouvelle : la durée. »

Commentant sa réélection au premier tour, M. Mauroy a déclaré : « Je suis sûr de ce résultat vraiment surprenant auquel je ne m'attendais pas. »

M. DEFFERRE : le langage de la vérité et du courage

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur (P.S.) : « L'immense succès du parti socialiste est la suite logique des résultats des élections législatives de 1978, de l'élection présidentielle de 1981. Quand on regarde ces trois élections, on s'aperçoit que le parti socialiste, et la gauche dans son ensemble, n'ont pas cessé de gagner des voix, alors que la majorité sortante n'a pas cessé d'en perdre. »

« Cette évolution a commencé en 1978, lors des élections législatives qui ont suivi le congrès d'Épinay. Cette suite de succès est due aux choix qui ont été faits par le parti socialiste, qui ont déterminé sa ligne politique sous l'impulsion de François Mitterrand et de son gouvernement de Pierre Mauroy. Depuis, rappeurons-le, à peine trois semaines, le président de la République a tenu une large partie des engagements qu'il avait pris pendant la campagne électorale. Il a tenu tout ce qui pouvait être tenu pendant un si court laps de temps, et sans pouvoir faire voter des lois puisque l'Assemblée nationale a été dissoute. »

« Le succès de ce soir est dû aussi à l'action de François Mitterrand et de son gouvernement de Pierre Mauroy. Depuis, rappeurons-le, à peine trois semaines, le président de la République a tenu une large partie des engagements qu'il avait pris pendant la campagne électorale. Il a tenu tout ce qui pouvait être tenu pendant un si court laps de temps, et sans pouvoir faire voter des lois puisque l'Assemblée nationale a été dissoute. »

« Le gouvernement, sous l'impulsion de M. François Mitterrand et de M. Pierre Mauroy, a réalisé en trois semaines dans le domaine économique et social des progrès considérables. Il a eu le courage, à la veille d'une élection aussi importante que celle-ci, de déterminer que celle-ci, de demander aux Français la contre-

M. CHEVÈNEMENT : associer le P.G.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche et de la Technologie (P.S.) : « La progression de la gauche traduit la confiance du pays. Une telle majorité inspire confiance aussi bien à l'étranger qu'à l'intérieur vis-à-vis de tous ceux qui peuvent encore s'interroger. Pour accentuer sa progression, le parti socialiste doit donner sa victoire et ne pas faire de triomphalisme. Notre rôle va consister à associer, unir et rassembler. Il faut que nous soyons capables d'associer l'énergie et l'espérance du parti communiste à nos efforts. »

M. FILLIOUD : les promesses réalisées.

M. Georges Fillioud, ministre de la Communication (P.S.) : « La France, le peuple de France, les forces vives de la nation ont voulu aujourd'hui confirmer leur choix lors de l'élection présidentielle. Et je crois bien que le secret de l'accélération du mouvement formidables d'aujourd'hui de ce phénomène, c'est que le président de la République et le gouvernement de la France qu'il a désigné ont commencé à réaliser les promesses sur lesquelles les Français avaient accordé leur confiance à François Mitterrand. »

M. HERRU : l'armée est populaire.

M. Charles Herrou, ministre de la Défense (P.S.) : « Le fait qu'un ministre de la défense soit élu au premier tour montre à tous les officiers, sous-officiers et soldats combien l'armée est aujourd'hui populaire. Ce qui se passe en France aura des répercussions dans toute l'Europe. La France retrouve son rôle en tirant la voie. »

M. SCHWARTZENBERG : les Français ne sont pas amnésiques.

M. Roger-Gérard Schwarzenberg, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche : « C'est un vote de confiance massif en faveur du nouveau président de la République et du nouveau gouvernement. Jamais les Français ne se sont autant reconnus dans un pouvoir qu'aujourd'hui. Ils ne sont pas frappés d'amnésie, ils se souviennent du bilan du septennat de M. Giscard d'Estaing. La stratégie du croquemitaine de l'U.N.M. a encore échoué. Mais la nouvelle opération ne doit pas être seulement un nouveau cartel des non. »

M. JOSPIN : le peuple en mouvement

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. : « Je crois que ce résultat du premier tour appelle trois commentaires : le premier, c'est pour dire que c'est un résultat remarquable pour la gauche et plus particulièrement pour le parti socialiste. Je crois aussi que c'est un résultat logique et je crois enfin que c'est un résultat prometteur. »

« C'est un résultat remarquable puisque la gauche atteint son record historique depuis la fondation de la République en France. C'est un score remarquable pour le parti socialiste. »

« Je crois que ce grand mouvement qui s'est manifesté à l'occasion du 10 mai est amplifié à l'occasion de ce premier tour des élections législatives. »

« C'est un résultat logique dans la mesure où les Français, et nous l'espérons bien, n'ont pas voulu être frustrés par leur victoire du 10 mai, du choix qui avait été fait en leur âme et conscience ce jour-là en élisant François Mitterrand à la présidence de la République et en choisissant ses orientations. »

« Ils ont sanctionné, je crois, deux fois les tenants de l'ancienne majorité conservatrice qui n'avaient à la bouche que la critique, la caricature, qui n'ont pas su présenter un programme. Ils ont sanctionné les tenants de l'abstention s'expliquant peut-être par le fait qu'un certain nombre d'hommes et de femmes qui n'ont pas voulu peut-être voter directement pour la gauche et particulièrement pour le parti socialiste ont, par leur abstention, signifié qu'ils lui donnaient pleinement ses chances. »

« Je crois aussi que c'est un résultat prometteur. C'est une façon de dire aux socialistes, tout ceux qui ont voté, qui ont voulu ce résultat, que ce n'est pas un résultat définitif. C'est simplement la semaine prochaine, le 21 juin, en se réunissant, en confirmant son vote, que l'on pourra dire qu'une très large majorité de gauche, et sans doute une majorité de socialistes, sont prêts à appuyer l'action du gouvernement. Cette action doit, les mérites viennent d'être reconnus dans ce vote, et à s'engager dans cette nouvelle expérience avec François Mitterrand à la tête de l'État. »

« Avant le premier tour, un peuple était en train de se réveiller, de se dégager des vieilles peurs, d'avoir confiance de se mettre en mouvement. Le premier tour confirme le mouvement de confiance, d'aller en direction du parti socialiste. Le mouvement de rassemblement s'est fait autour du parti socialiste : c'est le résultat de trois ans de relations à gauche. Le parti socialiste n'a renoncé à aucune de ses positions politiques : il y a un mouvement vers le socialisme. »

« Ce scrutin a un caractère moral. L'ex-majorité a été sanctionnée pour la façon dont elle a mené cette campagne, en caricaturant les positions socialistes. »

« Les contreparties existent, a ajouté M. Jospin, à l'égard de ceux qui craignent une monopolisation du pouvoir par le P.S. : « Le pouvoir économique et financier, qui ne peut pas donner l'indépendance, sera à la proportionnelle, et nous aurons des élus. »

Mme NEHERTZ : divergences avec le P.G.

Mme Véronique Nèhertz, secrétaire nationale du P.S. : « Le vote du 16 juin est un vote d'approbation : le gouvernement socialiste les Français Mitterrand. (...) Il reste des divergences sérieuses avec le P.C., qui nécessitent des discussions sérieuses, en particulier sur la participation du P.C. au gouvernement dans la mesure où nous aurons pu conclure un accord de gouvernement sérieux. »

M. JEAN POPEREN : des moyens condamnables.

M. Jean Poperen, secrétaire national du P.S. : « C'est une date de l'histoire de notre pays, autre chose qu'un accident de parcours. Les moyens employés par certains de nos adversaires sont condamnables, comme de porter atteinte à l'économie de notre pays à des fins politiques. Notre peuple veut vraiment le changement. Nous n'avons d'autre perspective que d'opérer les changements, avec le concours du plus grand nombre. Si forte que nous soyons, nous n'entendons pas faire tout seuls. »

Mme BOUGHARDEAU : exprimer la diversité.

Mme Huguette Bougharreau, secrétaire générale du P.S.U., a estimé que le succès des socialistes aux élections législatives ouvrait de nouvelles perspectives pour son parti : « Si une majorité absolue de la gauche non communiste se dégage de ces élections, cela ouvre de fait un espace pour le P.S.U. Je pense que quand on est fort, qu'on a une telle possibilité de gouverner, que viennent de lui en donner l'élection présidentielle et le premier tour des législatives, il me semble évident que le parti socialiste peut et doit permettre l'expression de la diversité. »

Au parti communiste

M. MARONHAIS : le P.C. ne demandera « aucun cadeau ».

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. : « Maintenant, il faut parachuter la déjaite de la droite et étre une majorité de gauche. Dans cette perspective, le P.C. appliquera l'accord politique qu'il a conclu avec le P.S., qui demande un désistement réciproque. (...) Il a réaffirmé que son parti était prêt à assumer toutes ses responsabilités, y compris au gouvernement de la France. »

Commentant les résultats, il a souligné : « Le P.C. maintient, voire amène, son score de l'élection présidentielle. (...) Evidemment, selon les résultats, c'est très faible, mais il y a déjà une petite reprise par rapport à l'élection présidentielle. Je suis sûr que

le P.C.F. retrouvera l'adhésion qu'il mérite. (...) La droite subit une nouvelle et cuisante défaite, la gauche est largement majoritaire, le phénomène de polarisation autour du parti du président de la République se trouve vérifié. »

M. Marchais a affirmé qu'il ne demanderait « aucun cadeau » pour son parti de la part du P.S., ou que ce soit et pour que ce soit. Il a rappelé que le P.C. a joué un rôle essentiel pour la victoire de M. François Mitterrand et pour la victoire de la gauche, mais, a-t-il dit, ce n'est pas toujours ceux qui travaillent le plus qui sont les mieux récompensés. »

M. FITTERMAN : ne pas se résigner.

M. Charles Fitterman, membre du bureau politique du P.C.F. : « Le vote utile du premier tour de l'élection présidentielle s'est reproduit. Nous n'entendons pas nous résigner à notre résultat, qui n'est pas satisfaisant. L'intérêt des travailleurs et du pays, c'est que le changement se réalise. Nous n'entendons pas changer de ligne politique, nous sommes candidats pour prendre nos responsabilités à tous les niveaux. »

M. LAJONNIE : travailler durablement.

M. André Lajonnie, membre du bureau politique du P.C.F. : « Le résultat ne nous surprend pas. Nous espérons avoir un résultat meilleur. (...) Les ministres communistes ne sont pas un épouvantail (...). Nous voulons réussir le changement, travailler durablement. »

M. ELLENSTEIN : établir les responsabilités.

M. Jean Ellenstein, historien, ancien membre du P.C. : « Une telle défaite historique du parti communiste français, il faudra bien que les responsabilités soient établies et que des mesures soient prises pour essayer de redresser, d'améliorer la situation. (...) Pour le moment, l'important, l'essentiel, pour le parti communiste français, y compris pour les socialistes communistes français, c'est de faire leur devoir au deuxième tour de scrutin pour que la gauche ait le maximum de voix, quelle que soit la situation. (...) Nous ne comprendrions pas que des politiciens bourgeois radicaux ou gauchistes, qui ne sont au gouvernement que pour freiner les revendications ouvrières y rester pour le deuxième tour. »

M. ANDRIEU : pas de déclin historique.

M. René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité : « Je suis très satisfait de la défaite de la droite, mais je regrette que le P.C. ait fait un score aussi modeste qui ne correspond pas à sa place dans le pays. Le vote utile a encore joué. Le P.C. reste une force considérable dans le pays et c'est en ce sens que le rédacteur en chef de l'Humanité, qui estime qu'en ce qui concerne la présence de ministres communistes au sein du gouvernement, « la balle est dans le camp du P.S. ».

Dans les autres formations

M. LALONDE : un score qui ne dit rien.

M. Bric Lalonde, ancien candidat écologiste à la présidence de la République : « On a l'impression de se retrouver dans la logique du train gauchiste, puis le train giscardien, et maintenant le train socialiste. Le score des écologistes ne veut rien dire car ils n'ont présenté de candidats que dans une circonscription sur six, ajoute-t-il avant d'admettre qu'il y a au sein du P.S. des tendances plus proches de nous : seront-elles poursuivies ? ». M. Lalonde rappelle qu'il ne donne pas de consigne de vote mais qu'il n'était pas en faveur d'un retour en arrière. « L'ancienne majorité ne s'intéressait pas du tout à l'écologie. » « Si le P.S. applique son programme, les prochaines élections seront à la proportionnelle, et nous aurons des élus. »

M. DELARUE : avoir raison.

M. Jean-Claude Delarue, animateur du Comité écologique pour la majorité présidentielle, a accueilli avec « une très vive satisfaction » le résultat du premier tour des élections législatives. (...) Le succès triomphal du parti socialiste donne en effet raison aux écologistes qui ont choisi la majorité présidentielle. »

M. KRIVINE : une victoire jamais vue.

M. Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire : « Le résultat de ces élections législatives représente une victoire des partis ouvriers sans précédent dans l'histoire de la France. (...) Le P.C. et le P.S. doivent gouverner sans les radicaux ni les gauchistes. Les travailleurs ne comprendront pas que des politiciens bourgeois radicaux ou gauchistes, qui ne sont au gouvernement que pour freiner les revendications ouvrières y rester pour le deuxième tour. »

LES COMITÉS COMMUNISTES POUR L'AUTOGESTION : pas de « ministres bourgeois ».

« Le premier tour des élections législatives confirme largement la volonté de changement des travailleurs (...), qui ont, massivement, affirmé leur volonté de finir avec le régime capitaliste en donnant au parti ouvrier une écrasante majorité. Le parti socialiste, qui a été la majorité à la Chambre des députés, n'aura donc aucune raison de ne pas réaliser le projet socialiste. Le vote en faveur du parti communiste français témoigne d'une réduction durable de son électorat mais, en même temps, de la nécessité d'un gouvernement P.S. et P.C. sans ministres bourgeois. »

M. HAMON : comme dans les autres grandes démocraties.

M. Léo Hamon, ancien ministre, président d'Initiative républicaine socialiste : « Le succès du parti socialiste, comparable seulement par son importance à celui de l'U.D.R. en 1968, illustre à la fois le rôle du parti socialiste dans la V^e République, et l'installation durable de celle qu'il occupe dans les autres grandes démocraties occidentales. La coaction et la responsabilité du parti socialiste dans l'exercice du pouvoir sont ainsi confirmées. »

Le Monde
classés et documents

Numéro de juin

LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'IRLANDE

Le numéro : 4 F.
Abonnement un an (dix numéros) : 40 F.

MEDECINE

stage pré-entrée septembre - soutien annuel - entrée préparatoire

5 centres : Quartier latin, Neuilly, Nanterre, Créteil, Orsay.

CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94/745.02.19
enseignement supérieur privé

ISTH depuis 1953
Institut Privé des Sciences et Techniques Humaines

EXPERIENCE de l'Enseignement Supérieur
Méthodologie écrite et orale - Enseignements complets

SCIENCES PO

- Entrées en AP et en 2^e Année
- Année complète
- Préparations intensives de vacances

SUCCES CONFIRMES

AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey 75016 Paris - Tel. : 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tel. : 585.53.85

DU PREMIER TOUR

A l'U.D.F.

M. LECAMUET

Surp

L'assomm

هكذا من لاصم

La physionomie du scrutin

Cent cinquante-six sièges pourvus

Cent cinquante-six candidats ont été élus au premier tour.

50 U.N.M.-R.P. :

- 47 réélus : MM. Anquet (Vendée, 4^e) ; Barnier (Savoie, 2^e) ; Bas (Paris, 4^e) ; Baumel (Haute-de-Seine, 8^e) ; Bize (Morbihan, 2^e) ; Chaban-Delmas (Gironde, 2^e) ; Chirac (Corrèze, 3^e) ; Coussy (Rhône, 8^e) ; Courvoisier (Paris, 8^e) ; Dassa (Oise, 1^{re}) ; Delaire (Seine-Maritime, 10^e) ; Xavier Deniau (Loiret, 4^e) ; Fosse (Seine-Maritime, 8^e) ; Foyer (Maine-et-Loire, 2^e) ; Gascher (Sarthe, 5^e) ; de Gastines (Mayenne, 2^e) ; Gossuiff (Finistère, 3^e) ; Godefroy (Manche, 4^e) ; Godfrain (Aveyron, 3^e) ; Gorse (Haute-de-Seine, 10^e) ; Grussenmeyer (Bas-Rhin, 7^e) ; Guichard (Loire-Atlantique, 7^e) ; Mme de Hauteclouque (Paris, 18^e) ; MM. Inchausti (Pyrénées-Atlantiques, 3^e) ; Julia (Seine-et-Marne, 5^e) ; Kasper (Paris, 7^e) ; Krief (Paris, 1^{re}) ; La Combe (Maine-et-Loire, 3^e) ; Laffeur (Nouvelle-Calédonie, 3^e) ; Lancelin (Paris, 15^e) ; Laurio (Yvelines, 4^e) ; Mallet (Paris, 17^e) ; Marcus (Paris, 6^e) ; Manger (Vendée, 3^e) ; Messier (Moselle, 8^e) ; Narquin (Maine-et-Loire, 1^{re}) ; Péricard (Yvelines, 2^e) ; Pinte (Yvelines, 5^e) ; de Préaumont (Paris, 23^e) ; Raynal (Cantal, 2^e) ; Lucien Richard (Loire-Atlantique, 8^e) ; de Rocca-Serra (Corse-du-Sud, 2^e) ; Sauvaigo (Alpes-Maritimes, 6^e) ; Sprever (Bas-Rhin, 8^e) ; Thibert (Paris, 3^e) ; Wagner (Yvelines, 9^e) ;
- E ancien ministre : M. Cointat (Ille-et-Vilaine, 5^e) ;

24 U.N.M.-P.R. :

- 21 réélus : MM. d'Aubert (Mayenne, 1^{re}) ; Baudouin (Manche, 3^e) ; Bayard (Loire, 7^e) ; Bigard (Meurthe-et-Moselle, 5^e) ; Blanc (Lozère, 2^e) ; Brocard (Haute-Savoie, 1^{re}) ; Clément (Loire, 6^e) ; Deprez (Haute-de-Seine, 9^e) ; Doucet (Eure-et-Loir, 2^e) ; Fuchs (Eure-et-Loir, 1^{re}) ; Gaubert (Paris, 21^e) ; René Haby (Meurthe-et-Moselle, 4^e) ; Hamel (Rhône, 8^e) ; Létard (Var, 2^e) ; Manjoulon du Gasset (Loire-Atlantique, 4^e) ; Mayoud (Rhône, 9^e) ; Médéric (Alpes-Maritimes, 2^e) ; Micaux (Aube, 1^{re}) ; Millon (Ain, 2^e) ; Perrut (Rhône, 10^e) ; Pradal (Haute-Loire, 2^e) ;
- 1 ancien ministre : M. Bouquet (Morbihan, 2^e) ;
- 3 élus : MM. Marcellin (Morbihan, 1^{re}) et Wolf (Puy-de-Dôme, 2^e) ;

12 U.N.M.-C.D.S. :

- 10 réélus : MM. Alphandery (Maine-et-Loire, 3^e) ; Bouvard (Morbihan, 4^e) ; Briane (Aveyron, 1^{re}) ; Brochard (Deux-Sèvres, 3^e) ; Caro (Bas-Rhin, 5^e) ; Daillet (Manche, 1^{re}) ; Meslin (Paris, 20^e) ; Sellinger (Moselle, 7^e) ; Stasi (Maine, 4^e) ; Zeller (Bas-Rhin, 6^e) ;
- Deux anciens ministres : MM. Barrot (Haute-Loire, 1^{re}) et Méhaignerie (Ille-et-Vilaine, 3^e) ;

1 élu : M. Pillon (Sarthe, 4^e) ;

M. Pons, député sortant de la 2^e circonscription de l'Essonne, est élu dans la 2^e circonscription de Paris.

5 U.N.M.-C.N.P. :

- 4 réélus : M. Frédéric Dupont (Paris, 5^e) ; Mme Florence d'Harcourt (Hauts-de-Seine, 6^e) ; MM. François d'Harcourt (Calvados, 4^e) ; Ligot (Maine-et-Loire, 5^e) ;
- 1 ancien ministre : M. Fouchier (Deux-Sèvres, 2^e) ;

5 U.N.M.-U.D.F. :

- 2 réélus : MM. Bégault (Maine-et-Loire, 4^e) et Lestès (Mayenne, 3^e) ;
- 1 ancien ministre : M. Barre (Rhône, 4^e) ;
- 2 élus : MM. Durand (Lozère, 1^{re}) et Mestre (Vendée, 1^{re}) ;

2 U.N.M.-rad. :

- 1 réélu : M. Rossignol (Meurthe-et-Moselle, 3^e) ;
- 1 ancien ministre : M. Stirn (Calvados, 5^e) ;

2 U.N.M. :

- Réélus : MM. Hunault (Loire-Atlantique, 5^e) et Serghier (Nord, 13^e) ;

48 P.S. :

- 42 réélus : MM. Auroux (Loire, 5^e) ; Autain (Loire-Atlantique, 3^e) ; Bayou (Eure-et-Loir, 3^e) ; Belz (Charente-Maritime, 3^e) ; Benoit (Nièvre, 1^{re}) ; Beson (Savoie, 1^{re}) ; Billardon (Saône-et-Loire, 3^e) ; Boucheron (Charente, 1^{re}) ; Carabini (Aude, 2^e) ; Cellard (Gers, 2^e) ; Chevènement (T. de Belfort, 1^{re}) ; Darras (Pas-de-Calais, 12^e) ; Deléris (Pas-de-Calais, 13^e) ; Denvers (Nord, 11^e) ; Dupilet (Pas-de-Calais, 1^{re}) ; Duroure (Landes, 1^{re}) ; Emmanuel (Landes, 3^e) ; Evin (Loire-Atlantique, 8^e) ; Fabus (Seine-Maritime, 2^e) ; Forni (T. de Belfort, 2^e) ; Gaillard (Deux-Sèvres, 1^{re}) ; Garnier (Gironde, 4^e) ; Guidoni (Aude, 2^e) ; Henu (Rhône, 6^e) ; Houtier (Haute-Garonne, 5^e) ; Huguet (Pas-de-Calais, 8^e) ; Laborde (Gers, 1^{re}) ; Lagorce (Gironde, 5^e) ; Lavandier (Puy-de-Dôme, 3^e) ; Le Pen (Finistère, 8^e) ; Madrelle (Gironde, 10^e) ; Malvy (Loir, 3^e) ; Marchand (Charente-Maritime, 4^e) ; Maury (Nord, 2^e) ; Henri Michel (Drôme, 2^e) ; Pierret (Vosges, 2^e) ; Pistré (Tarn, 3^e) ; Pouchon (Puy-de-Dôme, 1^{re}) ; Raymond (Haute-Garonne, 2^e) ; Sainte-Marie (Gironde, 6^e) ; Savary (Haute-Garonne, 1^{re}) ; Vidal (Aude, 1^{re}) ;
- 6 élus : MM. Bardin (Nièvre, 3^e) ; Boncompagni (Ardèche, 1^{re}) ; Hory (Mayenne, 1^{re}) ; Josselin (Côte-d'Or, 2^e) ; Metzinger (Moselle, 5^e) ; Ortet (Haute-Garonne, 6^e) ;

7 P.C. :

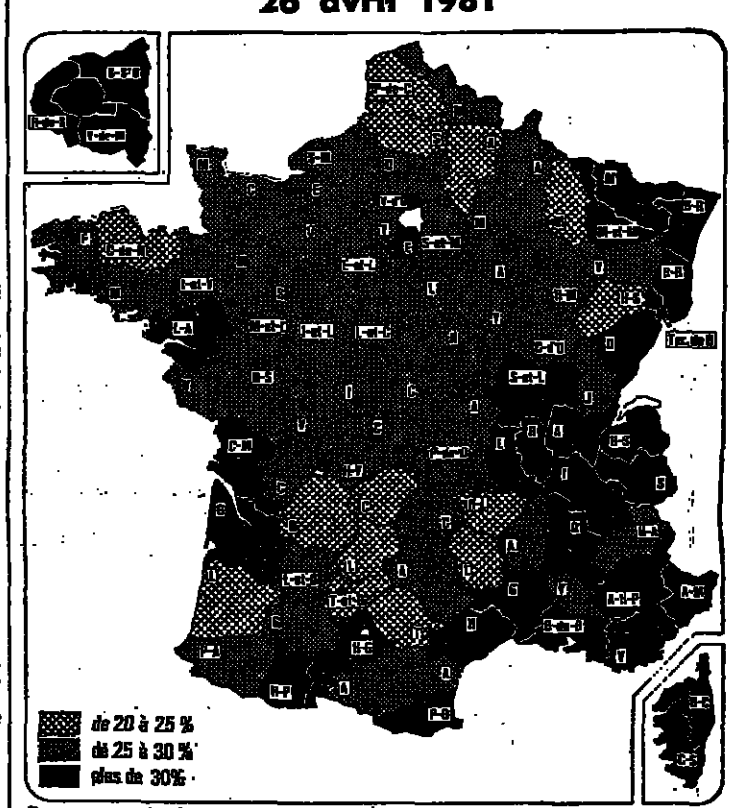
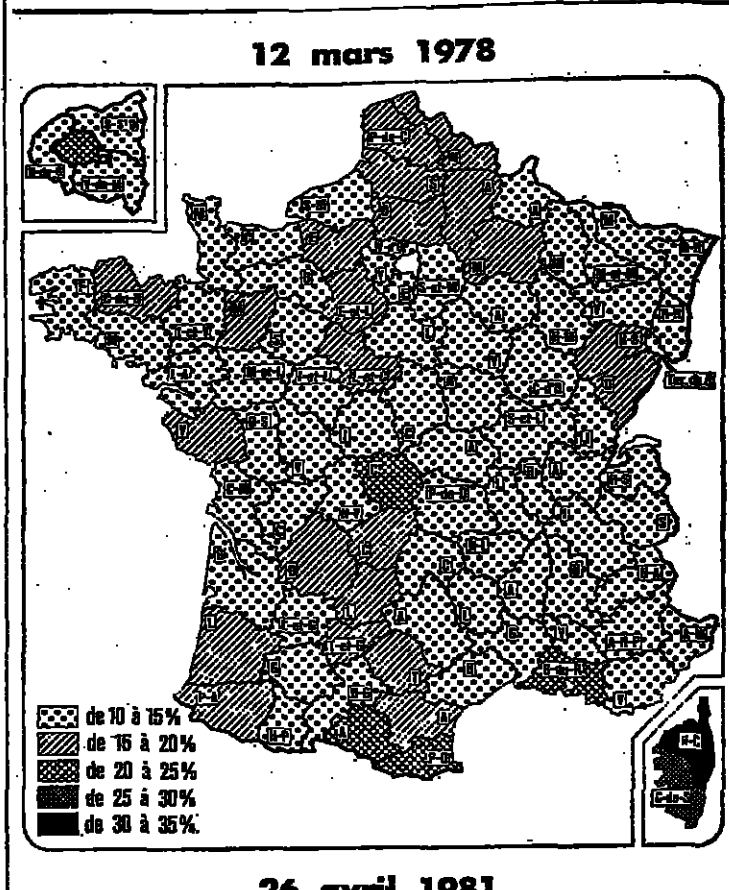
- 7 réélus : MM. Ansart (Nord, 20^e) ; Brunhes (Hauts-de-Seine, 1^{re}) ; Duron (Seine-Maritime, 7^e) ; Gaudin (Val-de-Marne, 3^e) ; Hamer (Bouches-du-Rhône, 4^e) ; Milet (Seine-Saint-Denis, 4^e) ; Rallie (Seine-Saint-Denis, 3^e) ;

1 M.R.G. :

- 1 réélu : M. Maurice Faure (Loir, 1^{re}) ;

LES RÉSULTATS

Les abstentions



Les nouveaux élus

B

M. AUGUSTIN BONREPAUX (P.S., Ariège, 1^{re} circ.)

Né le 11 août 1936, M. Augustin Bonrepaux est professeur de physique-chimie à Foix depuis 1979, après avoir enseigné à l'école normale de cette ville. Conseiller général du canton d'Arles-Thermes, il est maire d'Orléans. Il succède à M. GIBERT FAURE, qui ne se représentait pas, après avoir adhéré au parti socialiste en 1970. Président de la Fédération des élus socialistes et républicains du département de l'Ariège, dont il est originaire, M. Bonrepaux est marié et père de deux enfants.

D

M. ADRIEN DURAND (U.N.M.-U.D.F., Lozère, 1^{re} circ.)

M. Adrien Durand est né le 20 avril 1927 à Mendre. Il est d'une famille paysanne lozérienne. Médecin, il a fait ses études à Montpellier et il a exercé à Châteaufort-de-Randon, dont il est le maire et le conseiller général depuis 1953. Il est vice-président du conseil régional de Languedoc-Roussillon et président du conseil général de la Lozère depuis deux ans.

J

M. CHARLES JOSSELIN (P.S., Côte-d'Or, 2^e circ.)

Né à Trignavou (Côte-d'Or) le 31 mars 1938, M. Charles Josse est ingénieur économiste, travaillant actuellement à la Société centrale pour l'équipement du territoire (S.C.E.T.). M. Josse a effectué ses études primaires et secondaires à Dijon, puis il a obtenu sa licence en droit de Rennes, où il a été secrétaire général ainsi que président de l'Association générale des étudiants de Rennes et membre du bureau national de l'U.N.M. Diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut des sciences politiques, il est marié et père de deux enfants. Maire de Flestin-Trignavou, il est élu conseiller général en 1973 et président du conseil général de Côte-d'Or depuis 1973. Vainqueur de M. René Pélissier aux élections de 1973 avant d'être, à son tour, battu par M. Benoit (U.D.F.) en 1978, il est élu député européen en 1979.

M. PIERRE ORTET (P.S., Haute-Garonne, 6^e circ.)

M. Pierre Ortet, né le 8 décembre 1933 à Aspet, est principal de collège à Saint-Victor. Il a adhéré au P.S. en 1972. Il siège au conseil général de Saint-Gaudens et au conseil régional de Midi-Pyrénées. Il est également marié et père de trois enfants. Récemment, il succède à M. Maurice Mauguère (P.S.), qui ne se représentait pas. M. Ortet est marié et père de deux enfants.

La situation des membres du gouvernement

Trente-deux des quarante-trois membres du gouvernement se présentent.

12 sont réélus

NEUF MINISTRES :

- MM. Jean Auroux, ministre du travail, P.S. (Loire, 5^e) ; Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie, P.S. (Côte-d'Or, 2^e) ; André Deléris, ministre du commerce et de l'artisanat, P.S. (Pas-de-Calais, 13^e) ; Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, P.S. (Seine-Maritime, 10^e) ; Maurice Faure, ministre de la justice, garde des sceaux, M.R.G. (Loir, 1^{re}) ; Charles Hernu, ministre de la défense, P.S. (Rhône, 9^e) ; Louis Le Pen, ministre de la mer, P.S. (Finistère, 8^e) ; Pierre Mauroy, premier ministre, P.S. (Nord, 2^e) ; Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, P.S. (Haute-Garonne, 1^{re}) ;

TROIS SECRÉTAIRES D'ETAT :

- MM. François Autain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la sécurité sociale, P.S. (Loire, 3^e) ; André Cellard, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, P.S. (Gers, 2^e) ; Henri Emmanuel, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, P.S. (Landes, 3^e) ;

20 sont en ballottage

QUINZE MINISTRES :

- Mme Edwige Avice, ministre déléguée chargée de la jeunesse et des sports, P.S. (Paris, 18^e) ; MM. André Chaban-Delmas, ministre délégué chargé des affaires européennes, P.S. (Creuse, 2^e) ; Jean-Pierre Cot, ministre délégué chargé de la coopération et du développement, P.S. (Savoie, 3^e) ; Michel Crépeau, ministre de l'environnement, M.R.G. (Charente-Maritime, 1^{re}) ; Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture, P.S. (Vienne, 3^e) ; MM. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, P.S. (Bouches-du-Rhône, 3^e) ; Georges Fillioud, ministre de la communication, P.S. (Dordogne, 3^e) ; Edmond Hervé, ministre de la santé, P.S. (Ille-et-Vilaine, 1^{re}) ; Pierre Joxe, ministre de l'industrie, P.S. (Saône-et-Loire, 5^e) ; André Labarrère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, P.S. (Pyrénées-Atlantiques, 1^{re}) ; Jean Laurain, ministre des anciens, P.S. (Paris, 1^{re}) ; Louis Mermas, ministre de l'équipement et des

M

M. CHARLES METZINGER (P.S., Moselle, 3^e circ.)

M. Charles Metzinger est né le 13 août 1922 à Freyming-Merbach. Professeur d'allemand à Forbach, il a été élu conseiller municipal en 1965, conseiller général en 1967 et maire de Freyming-Merbach en 1971 (réélu en 1977). En 1973, il a été élu suppléant de M. Roger Hesse, alors candidat réformateur dans la 3^e circonscription. En 1978, M. Metzinger était élu conseiller régional de la Moselle au conseil régional de la Lorraine avec l'appui des élus U.D.F. et R.P.R. Marié, père de trois enfants, M. Metzinger a fait ses études secondaires à Saint-Avold et supérieures à Nancy.

M. PHILIPPE MESTRE (U.N.M.-U.D.F., Vendée, 1^{re} circ.)

Né le 23 août 1927 à Talmont-Saint-Hilaire, M. Philippe Mestre, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, sert comme administrateur en Afrique équatoriale et en Afrique occidentale française entre 1951 et 1960. Entré en 1961 dans le corps préfectoral, il est nommé sous-préfet puis il prend la direction de l'information de l'Algérie. En 1963, le ministre des armées, M. Pierre Messmer, l'appelle à son cabinet. Six ans plus tard, M. Mestre entre pour la première fois à Matignon auprès de M. Jacques Chaban-Delmas alors premier ministre. Nommé préfet du Gers, en 1971, il revient pour la deuxième fois à Matignon auprès du premier ministre, M. Pierre Messmer. De 1972 à 1978, il est successivement préfet de la région de Basse-Normandie, puis des Pays de la Loire. En 1979, M. Mestre est appelé pour la première fois à Matignon par le premier ministre, M. Ray-

LE SORT DES NEUF SÉNATEURS CANDIDATS

Neuf sénateurs tentent de changer d'hémicycle. L'un d'eux, M. Raymond Marcellin, candidat U.N.M.-P.R. dans la première circonscription du Morbihan, a été élu dès le premier tour. Un autre est, d'ores et déjà, battu, M. Camille Vallin (P.C.), par M. Emmanuel Hamel (U.N.M.-P.R.) réélu dans la huitième circonscription du Rhône. Sur les sept autres, deux ne seront pas présents au second tour : M. Paul Jargot (P.C.) est devancé par le candidat socialiste, dans la première circonscription de l'Isère, et Mme Rolande Ferlican (P.C.) est dans la même situation dans la seizième circonscription de Paris.

LES DIFFÉRENTES ESTIMATIONS DE VOTE

Nous publions ci-dessous les résultats des estimations rendues publiques après 20 heures par les différents organismes de sondage associés à des chaînes de radio et de télévision et par l'A.F.P., portant sur le pourcentage des voix obtenues par les différentes formations au premier tour, ainsi que sur la composition possible de la nouvelle Assemblée nationale à l'issue du second tour. On notera, d'autre part, que les résultats de ce premier tour sont d'une conformité remarquable avec les prévisions des différents instituts au cours des deux semaines qui ont précédé le scrutin.

	A.F.P.	A.2 G.I.I. Honeywell-Bull	TF 1 - France-Inter - Sortes	R.T.L. L. Harris	Europe 1, l'op. « Le Point »
	30 h	20 h 30	20 h	21 h 40	20 h
Abstentions	14-16	15-16	22,7	16,2	16,6
P.C.	37-41	38-39,5	37,9	37,5	39,1
P.S. + M.R.G.	1,2	1,2	1,3	1,5	1,4
Div. 2			0,9	0,9	0,9
R.P.R.			21,2	21,1	20,6
U.D.F.	39-43	40-43	19,1	19,4	19,7
Div.			1,4	0,9	1,2
Ecologistes		0,5-1,5	1,8	2,2	2,7
			0,6	0,5	0,3

ESTIMATIONS SUR LA COMPOSITION DE LA FUTURE ASSEMBLÉE

	R.T.L. - Louis Harris 20 h 40	A.2 G.I.I. Honeywell-Bull 20 h 30	TF 1 - France-Inter - Sortes 21 h 40	Europe 1 - l'op. « Le Point » 20 h 20
P.C.	39-55	46	44-45	48-49
P.S. + M.R.G.	288-339	248-255	248-252	288-296
R.P.R.	59-69	61-65	61-65	59-69
U.D.F.		65-67	64-74	55-60



مركز الامم المتحدة

مركز من الامم

DU PREMIER TOUR

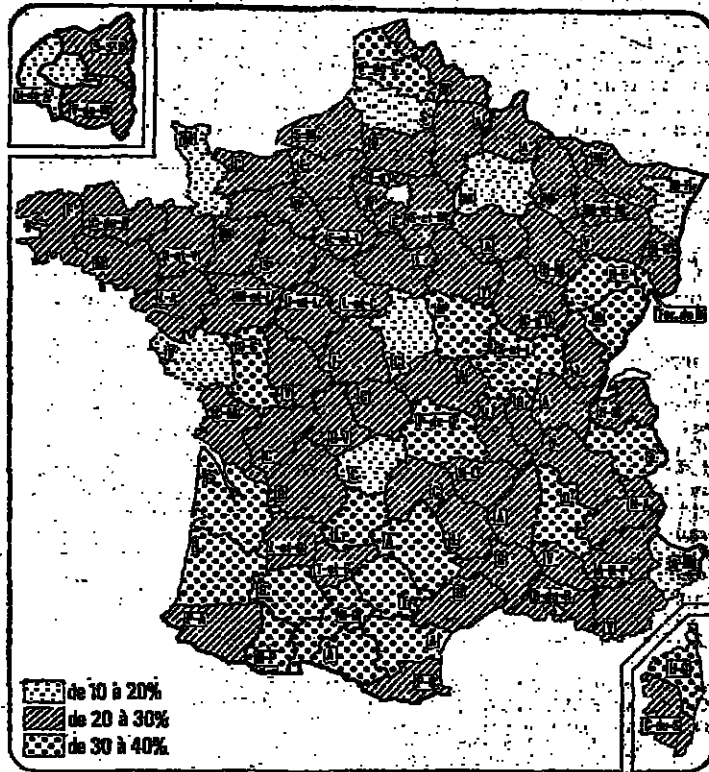
La physionomie
du scrutin

LE PARTI SOCIALISTE ET LE MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

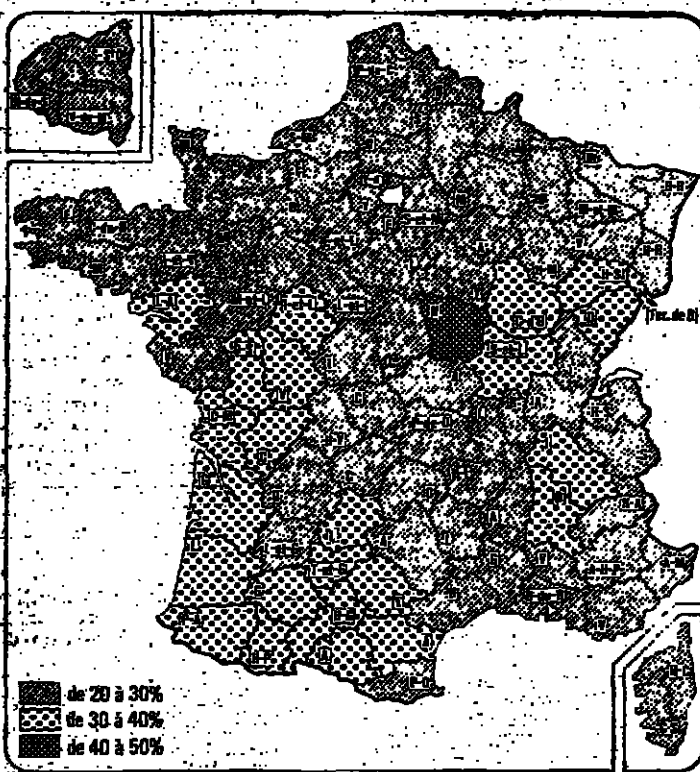
12 mars 1978 : P.S. + M.R.G.

26 avril 1981 : M. Mitterrand + M. Crépeau

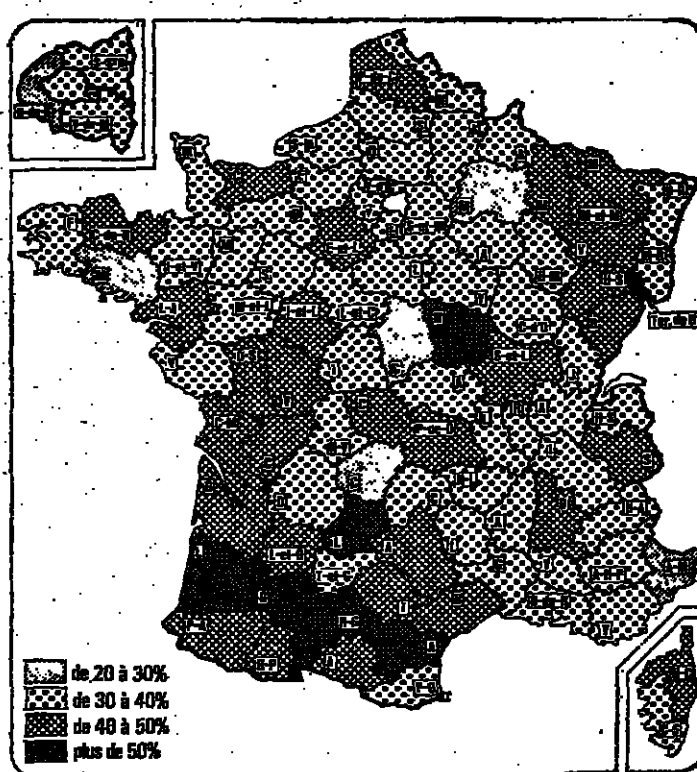
14 juin 1981 : P.S. + M.R.G.



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.



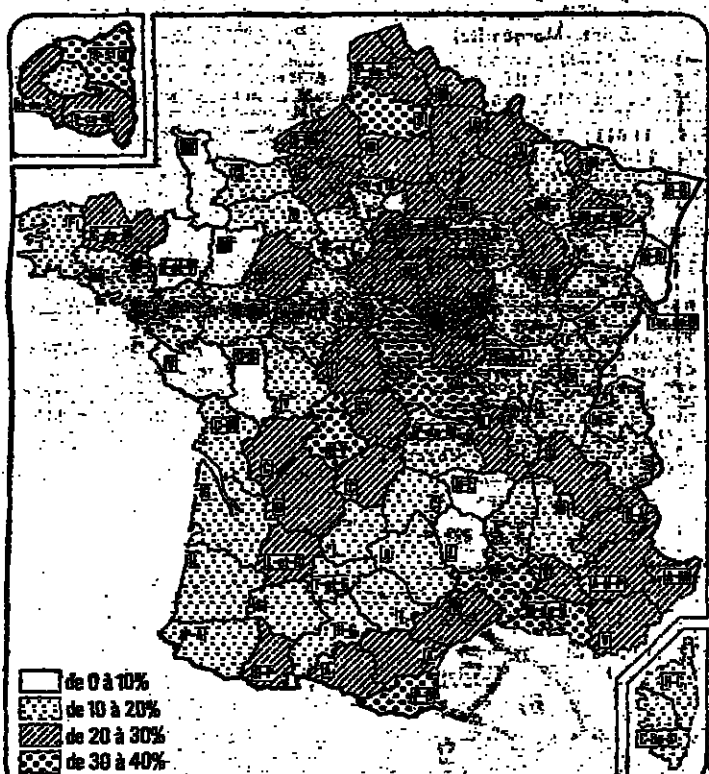
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

LE PARTI COMMUNISTE

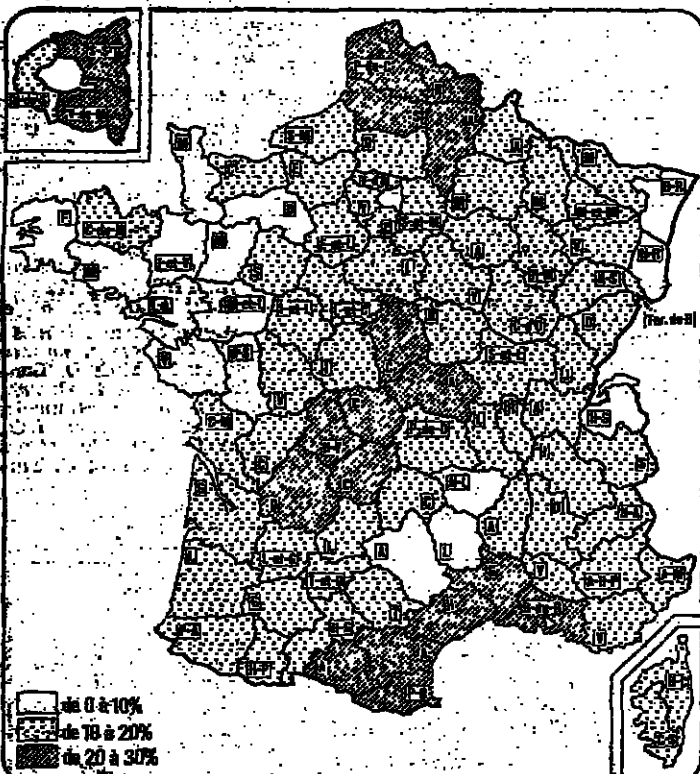
12 mars 1978 : P.C.

26 avril 1981 : M. Marchais

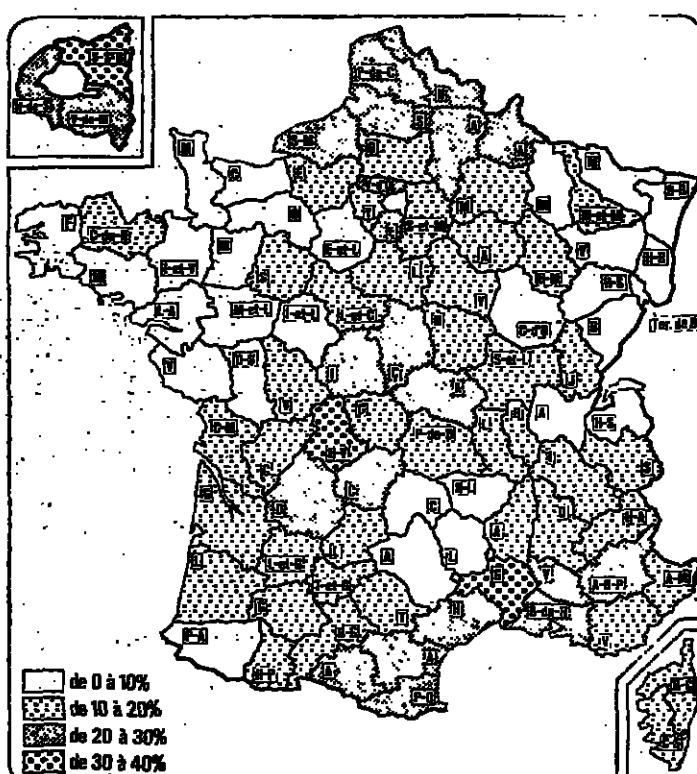
14 juin 1981 : P.C.



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.



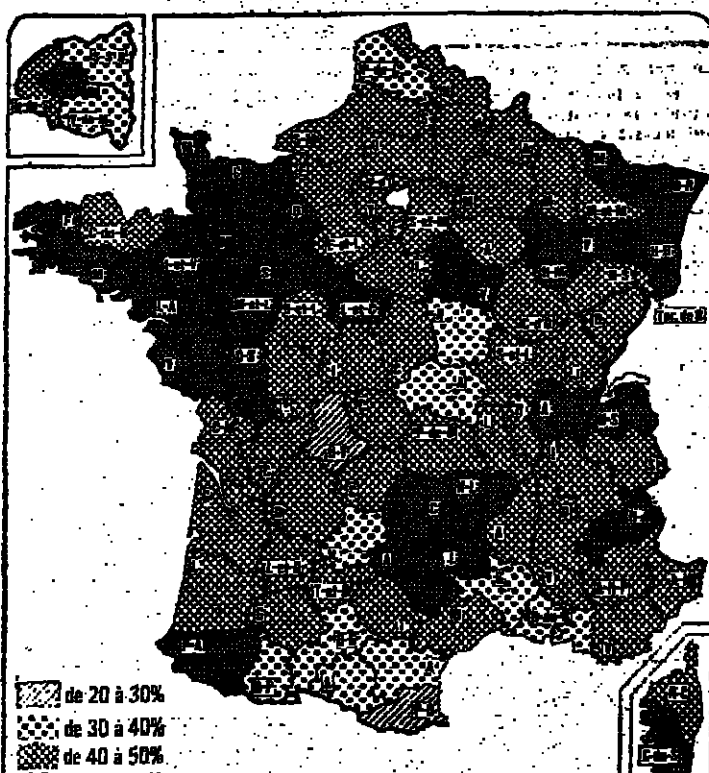
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

LA MAJORITÉ SORTANTE

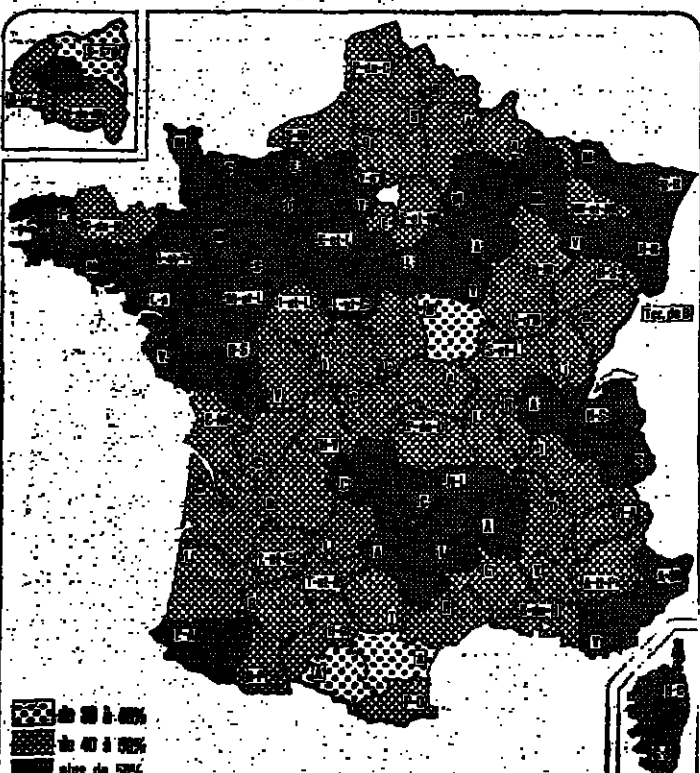
12 mars 1978 : R.P.R. + U.D.F.
+ divers modérés

26 avril 1981 : M. Giscard d'Estaing
+ M. Chirac + M. Debré + Mme Garaud

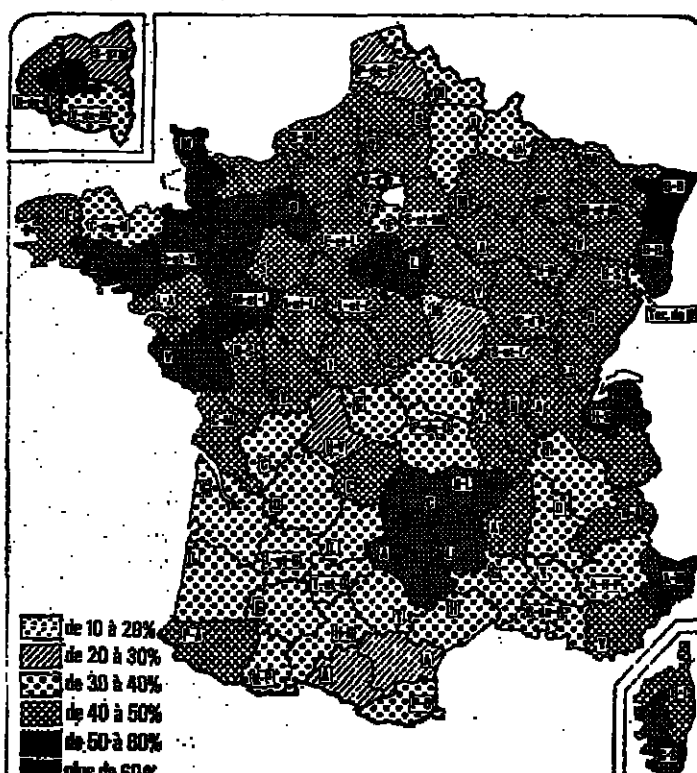
14 juin 1981 : U.N.M. + divers modérés



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

1. **Introduction**
 2. **Background**
 3. **Methodology**
 4. **Results**
 5. **Discussion**
 6. **Conclusion**
 7. **References**
 8. **Appendix**
 9. **Tables**
 10. **Figures**
 11. **Supplementary Materials**
 12. **Notes**
 13. **Abbreviations**
 14. **Conflicts of Interest**
 15. **Acknowledgments**
 16. **Author Contributions**
 17. **Patents**
 18. **Data Availability Statement**
 19. **References**
 20. **Appendix**
 21. **Tables**
 22. **Figures**
 23. **Supplementary Materials**
 24. **Notes**
 25. **Abbreviations**
 26. **Conflicts of Interest**
 27. **Acknowledgments**
 28. **Author Contributions**
 29. **Patents**
 30. **Data Availability Statement**
 31. **References**
 32. **Appendix**
 33. **Tables**
 34. **Figures**
 35. **Supplementary Materials**
 36. **Notes**
 37. **Abbreviations**
 38. **Conflicts of Interest**
 39. **Acknowledgments**
 40. **Author Contributions**
 41. **Patents**
 42. **Data Availability Statement**
 43. **References**
 44. **Appendix**
 45. **Tables**
 46. **Figures**
 47. **Supplementary Materials**
 48. **Notes**
 49. **Abbreviations**
 50. **Conflicts of Interest**
 51. **Acknowledgments**
 52. **Author Contributions**
 53. **Patents**
 54. **Data Availability Statement**
 55. **References**
 56. **Appendix**
 57. **Tables**
 58. **Figures**
 59. **Supplementary Materials**
 60. **Notes**
 61. **Abbreviations**
 62. **Conflicts of Interest**
 63. **Acknowledgments**
 64. **Author Contributions**
 65. **Patents**
 66. **Data Availability Statement**
 67. **References**
 68. **Appendix**
 69. **Tables**
 70. **Figures**
 71. **Supplementary Materials**
 72. **Notes**
 73. **Abbreviations**
 74. **Conflicts of Interest**
 75. **Acknowledgments**
 76. **Author Contributions**
 77. **Patents**
 78. **Data Availability Statement**
 79. **References**
 80. **Appendix**
 81. **Tables**
 82. **Figures**
 83. **Supplementary Materials**
 84. **Notes**
 85. **Abbreviations**
 86. **Conflicts of Interest**
 87. **Acknowledgments**
 88. **Author Contributions**
 89. **Patents**
 90. **Data Availability Statement**
 91. **References**
 92. **Appendix**
 93. **Tables**
 94. **Figures**
 95. **Supplementary Materials**
 96. **Notes**
 97. **Abbreviations**
 98. **Conflicts of Interest**
 99. **Acknowledgments**
 100. **Author Contributions**
 101. **Patents**
 102. **Data Availability Statement**
 103. **References**
 104. **Appendix**
 105. **Tables**
 106. **Figures**
 107. **Supplementary Materials**
 108. **Notes**
 109. **Abbreviations**
 110. **Conflicts of Interest**
 111. **Acknowledgments**
 112. **Author Contributions**
 113. **Patents**
 114. **Data Availability Statement**
 115. **References**
 116. **Appendix**
 117. **Tables**
 118. **Figures**
 119. **Supplementary Materials**
 120. **Notes**
 121. **Abbreviations**
 122. **Conflicts of Interest**
 123. **Acknowledgments**
 124. **Author Contributions**
 125. **Patents**
 126. **Data Availability Statement**
 127. **References**
 128. **Appendix**
 129. **Tables**
 130. **Figures**
 131. **Supplementary Materials**
 132. **Notes**
 133. **Abbreviations**
 134. **Conflicts of Interest**
 135. **Acknowledgments**
 136. **Author Contributions**
 137. **Patents**
 138. **Data Availability Statement**
 139. **References**
 140. **Appendix**
 141. **Tables**
 142. **Figures**
 143. **Supplementary Materials**
 144. **Notes**
 145. **Abbreviations**
 146. **Conflicts of Interest**
 147. **Acknowledgments**
 148. **Author Contributions**
 149. **Patents**
 150. **Data Availability Statement**
 151. **References**
 152. **Appendix**
 153. **Tables**
 154. **Figures**
 155. **Supplementary Materials**
 156. **Notes**
 157. **Abbreviations**
 158. **Conflicts of Interest**
 159. **Acknowledgments**
 160. **Author Contributions**
 161. **Patents**
 162. **Data Availability Statement**
 163. **References**
 164. **Appendix**
 165. **Tables**
 166. **Figures**
 167. **Supplementary Materials**
 168. **Notes**
 169. **Abbreviations**
 170. **Conflicts of Interest**
 171. **Acknowledgments**
 172. **Author Contributions**
 173. **Patents**
 174. **Data Availability Statement**
 175. **References**
 176. **Appendix**
 177. **Tables**
 178. **Figures**
 179. **Supplementary Materials**
 180. **Notes**
 181. **Abbreviations**
 182. **Conflicts of Interest**
 183. **Acknowledgments**
 184. **Author Contributions**
 185. **Patents**
 186. **Data Availability Statement**
 187. **References**
 188. **Appendix**
 189. **Tables**
 190. **Figures**
 191. **Supplementary Materials**
 192. **Notes**
 193. **Abbreviations**
 194. **Conflicts of Interest**
 195. **Acknowledgments**
 196. **Author Contributions**
 197. **Patents**
 198. **Data Availability Statement**
 199. **References**
 200. **Appendix**
 201. **Tables**
 202. **Figures**
 203. **Supplementary Materials**
 204. **Notes**
 205. **Abbreviations**
 206. **Conflicts of Interest**
 207. **Acknowledgments**
 208. **Author Contributions**
 209. **Patents**
 210. **Data Availability Statement**
 211. **References**
 212. **Appendix**
 213. **Tables**
 214. **Figures**
 215. **Supplementary Materials**
 216. **Notes**
 217. **Abbreviations**
 218. **Conflicts of Interest**
 219. **Acknowledgments**
 220. **Author Contributions**
 221. **Patents**
 222. **Data Availability Statement**
 223. **References**
 224. **Appendix**
 225. **Tables**
 226. **Figures**
 227. **Supplementary Materials**
 228. **Notes**
 229. **Abbreviations**
 230. **Conflicts of Interest**
 231. **Acknowledgments**
 232. **Author Contributions**
 233. **Patents**
 234. **Data Availability Statement**
 235. **References**
 236. **Appendix**
 237. **Tables**
 238. **Figures**
 239. **Supplementary Materials**
 240. **Notes**
 241. **Abbreviations**
 242. **Conflicts of Interest**
 243. **Acknowledgments**
 244. **Author Contributions**
 245. **Patents**

14 juin 1981: P.C.

□ moins de 10 %
 ▨ de 10 à 20 %
 ▩ de 20 à 30 %

La carte illustre la répartition des communes de la région de la capitale (Yamoussoukro) selon leur densité de population. Les communes sont représentées par des polygones dont l'ombre est déterminée par la densité de population. Les communes sont identifiées par des lettres (A à Z) et des chiffres (1 à 24). Les communes les plus densément peuplées (20 à 30 %) sont principalement situées dans le sud-est de la région, notamment les communes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803,

Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux autres options

هكذا من الاصل

Moscou

Austrian Airlines vous offre un service de qualité en Première classe comme en classe Touriste, et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES

Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66.

À L'émel - Brebannes le maire, f. Guy Beryat (P.C.) s'est enfoncé dans une pièce de la mairie, refusant de lire les résultats. Selon certains résultats officieux, Mme Pautrat Neveux (P.S.) présiderait f. Kibinsky. Selon d'autres, la situation serait inversée. M. Poitrier (U.N.M.) étant, dans tous les cas, à tête.

VAL-D'OR

100

R61.A1093M

Le service méthodes

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.0

Amsterdam • Barcelona • Bruxelles • Copenhague • Düsseldorf • Francfort • Hambourg • Lille • Londres • Lyon • Madrid • Milan • Nantes • New York • Oslo • Paris • Rome • Stockholm • Strasbourg • Stuttgart • Turin • Zürich

هكذا من الأصل

Dans les autres départements

AIN (3)

Députés sortants : MM. Boyon, R.P.R., Millon, U.D.F.-P.R., Ravassard, P.S.

1^{er} circ. (Bourg-en-Bresse)
Inscr. 67 635 ; votants, 58 426 ; abst. 33 333 % ; suff. ex. 97 773.
MM. J. Boyon, d. s. m. de Bourg-en-Bresse, P.S., 27 952 ; L. Robin, m. de Bourg-en-Bresse, P.S., 23 318 ; M. Benoit, adj. au m. de Bourg-en-Bresse, P.S., 4 534 ; Mme M. Antonucci, adj. au m. de Bourg-en-Bresse, Ait. 81, 1 154 ; MM. P. Dordain, P.S.D., 854 ; M. Franchette, C.C.A., 1. BALLOTAGE.

1978 : MM. Robin, 18 789 ; Boyon, 17 256 ; Barbot, U.D.F.-C.D.S., 14 499 ; Benoit, 8 679 ; Maupont, P.A., 2 340 ; Dayot, D.C., 1 482 ; Lalo, L.O., 729 ; Denis, P.S.D., 729 ; Bernard, P.S.D., 707 ; Moriel, L.O., 579 ; Cottin, U.O.P.D.P., 234 ; 2^e tour : MM. Boyon, 34 499 ; Robin, 33 304 ; M. P. Dordain, 15 387 ; Mitterrand, 18 025 ; Chirac, 11 851 ; Marchais, 8 707 ; Lalonde, 2 382 ; Crépeau, 1 828 ; Mlle Lagullier, 1 501 ; M. Debré, 1 264 ; Mmes Bouchard, 1 183 ; Giraud, 928 ; 2^e tour : MM. Boyon, 37 294 ; Mitterrand, 33 348.

2^e circ. (Belley, Neaufort)
Inscr. 90 595 ; votants, 63 251 ; abst. 30 118 % ; suff. ex. 62 588.
M. C. Millon, d. s. m. de Belley, U.N.M.-R.P.R., 34 128 ; REULU, MM. J. Chabert, c. gén., 19 876 ; G. Chavanne, m. d'Oyonnax, c. gén., P.S., 8 555.
1978 : MM. Millon, 25 667 ; Chavanne, 15 187 ; Mariandou, P.S., 12 935 ; Guichon, R.P.R., 9 787 ; Pateynsky, O.E., 7 297 ; Fuzari, D.C., 1 452 ; Mme Landucci, C.O., 862 ; M. Dardet, M.D., 654 ; Luppina, P.A., 463 ; Gloria, U.O.P.D.P., 116 ; 2^e tour : MM. Millon, 42 166 ; Chavanne, 33 348.

3^e circ. (Ambérieu-en-Bugey)
Inscr. 84 216 ; votants, 56 210 ; abst. 33 225 % ; suff. ex. 55 450.
MM. N. Ravassard, d. s. c. gén., P.S., 25 558 ; J. Vial, c. gén., m. de St-Trivier, U.N.M.-U.D.F., 14 289 ; P. Deplanchat, c. gén., U.N.M.-R.P.R., 10 477 ; P. Roussier, P.C., 3 551 ; D. Vercelet, Ait. 81, 619 ; Mmes I. Leclerc, L.O., 580 ; A. Bouchon, C.C.A., 3 ; Y. Serrière, P.N., 1. BALLOTAGE.
1978 : MM. de la Verpillière, U.D.F.-P.S., 26 083 ; Marchais, 15 151 ; Lepelletier, P.C., 8 889 ; Lebreton, C.E., 78 ; 4 965 ; Mme Sabla, L.O., 1 424 ; M. Bouchard, C.E., 1 411 ; Védie, P.A., 830 ; 2^e tour : MM. de la Verpillière, 34 287 ; Marchais, 29 450.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

LOTO

C'EST FACILE

C'EST PAS CHER

ÇA PEUT RAPPORTER GROS

AINSE (5)

Députés sortants : MM. Aumont, P.S., Le Meur, P.C., Brugnon, P.S. (ne se représente pas) ; Renard, P.C., Rossi, U.D.F.-rad.

1^{er} circ. (Lyon)
Inscr. 66 210 ; votants, 49 732 ; abst. 24 88 % ; suff. ex. 40 076.
MM. R. Aumont, d. s. m. de Lyon, c. gén., P.S., 21 268 ; J.-C. Lamant, U.N.M.-R.P.R., 10 419 ; P. Lassin, m. de Sissonne, c. gén., U.N.M.-rad., 9 649 ; G. Mathien, m. de Chambry, P.C., 7 739 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Aumont, 18 789 ; Lamant, 18 025 ; Mme Steichen, P.C., 9 922 ; MM. Doyes, U.D.F.-P.R., 8 473 ; P. Lassin, c. gén., 1 516 ; MM. Aumont, 32 022 ; Lamant, 34 018.

2^e circ. (Saint-Quentin)
Inscr. 55 404 ; votants, 63 984 ; abst. 25 08 % ; suff. ex. 63 082.
MM. D. Le Meur, d. s. m. de Saint-Quentin, P.C., 20 007 ; B. Lebrun, P.S., 19 877 ; L. Bouchard, c. gén., U.N.M.-C.D.S., 12 345 ; V. Savelli, U.N.M.-R.P.R., 9 629 ; D. Caron, F.N., 1 404 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Le Meur, 27 177 ; Bracconier, R.P.R., 23 154 ; Watilley, P.S., 11 068 ; Lasserre, U.D.F.-P.R., 10 419 ; M. Létour, L.O., 1 738 ; MM. Vailly, P.A., 1 374 ; Bodart, D.C., 673 ; Vilquin, div. maj., 521 ; 2^e tour : MM. Le Meur, 38 596 ; Bracconier, 32 339.

3^e circ. (Verdun)
Inscr. 52 909 ; votants, 40 955 ; abst. 22 44 % ; suff. ex. 40 319.
MM. J.-P. Balligand, c. gén., P.S., 18 497 ; L. Hennebel, m. de La Capelle, c. gén., U.N.M., 15 914 ; M. Mahoudeau, m. d'Elzon, P.C., 7 908 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Brugnon, P.S., 14 788 ; Mahoudeau, 11 527 ; Beaufort, U.D.F.-C.D.S., 9 582 ; P. Balligand, R.P.R., 7 321 ; Palasio, L.O., 1 438 ; 2^e tour : MM. Brugnon, 26 133 ; Beaufort, 18 889.

4^e circ. (La Fère)
Inscr. 65 237 ; votants, 48 520 ; abst. 25 85 % ; suff. ex. 47 836.
MM. R. Renard, d. s. c. gén., P.S., 17 501 ; J. de Brosses, U.N.M.-R.P.R., 15 139 ; J. Deslaurier, P.S., 15 126 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Renard, 18 942 ; Cattaufaud, R.P.R., 15 477 ; Mme Kintzler, M.S., 9 639 ; MM. Brion, U.N.M.-R.P.R., 8 821 ; Creney, L.O., 1 430 ; Creney, div. maj., 952 ; de Villeneuve, M.D., 797 ; 2^e tour : MM. Renard, 29 949 ; Cattaufaud, 24 147.

5^e circ. (Château-Thierry, Soissons)
Inscr. 90 815 ; votants, 68 017 ; abst. 25 10 % ; suff. ex. 67 484.
MM. A. Rossi, d. s. a. sec. E. m. de Château-Thierry, U.N.M.-rad., 29 958 ; B. Lefranc, m. de Soissons, P.S., 22 626 ; P. Lemret, c. gén., P.C., 12 925 ; G. Cottinet, F.N., 978 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Rossi, 17 479 ; Laurent, P.S., 18 435 ; Lefranc, 17 409 ; Stachowiak, R.P.R., 4 914 ; Pirois, L.O., 1 553 ; Avellan, L.C.R., 869 ; 2^e tour : MM. Rossi, 29 000 ; Laurent, 26 750.

1981 : MM. Giscard, 20 118 ; Mitterrand, 18 485 ; Marchais, 14 979 ; Chirac, 11 087 ; Lalonde, 2 612 ; Mlle Lagullier, 1 089 ; M. Crépeau, 1 428 ; M. Debré, 1 402 ; Mmes Garand, 968 ; Bouchard, 928 ; 2^e tour : MM. Giscard, 33 545 ; Mitterrand, 22 880.

Le département de M. Mitterrand était arrivé largement en tête lors de l'élection présidentielle. Il a obtenu 56,68 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la gauche. M. Mitterrand a obtenu 56,68 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la gauche. M. Mitterrand a obtenu 56,68 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la gauche.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

Le m. de Bourg-en-Bresse, M. Louis Robin, est bien placé dans la première circonscription pour l'emporter. Il avait, en 1978, rassemblé 28,50 % des voix au premier tour. Il en obtient 40,3 % cette fois, et son rival totalise 42,35 % des suffrages. Les abstentionnistes ont pesé sur la différence, mais d'ores et déjà les militants des deux camps ont obtenu des résultats satisfaisants. Les militants de M. Boyon, arrivés en treizième position, ont obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite. M. Boyon a obtenu 11,85 % des voix, ce qui est un record pour un candidat de la droite.

HAUTES-ALPES (2)

Députés sortants : MM. Serres, U.D.F.-C.D.S. (suppl.), se représente comme suppl. de M. Bernard-Reymond ; M. Papet, U.D.F.-P.R. (suppl., se représente comme suppl. de M. Dujoud).

1^{er} circ. (Gap)
Inscr. 41 361 ; votants, 30 848 ; abst. 25 41 % ; suff. ex. 30 399.
MM. P. Bernard-Reymond, a. d. a. sec. E. U.N.M.-C.D.S., 18 187 ; D. Chevallier, c. gén., P.S., 11 484 ; J.-J. Ferrero, P.C., 4 558 ; H. Perrot, R.P.R., 190 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Bernard-Reymond, 15 188 ; Bonaccossa, M.B.G., 8 103 ; Ferrero, 8 222 ; Rolland, 1 382 ; Plasseraud, R.P.R., 1 077 ; Ratte, L.O., 498 ; Bellini, 213 ; 2^e tour : MM. Bernard-Reymond, 18 043 ; Bonaccossa, 16 011.

2^e circ. (Briançon)
Inscr. 38 787 ; votants, 23 776 ; abst. 39 58 % ; suff. ex. 23 187.
MM. P. Dujoud, a. d. a. sec. E. U.N.M.-R.P.R., 11 117 ; R. de Caumont, P.S., 9 117 ; C. Wurzelstein, P.C., 2 953 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Dujoud, 11 230 ; Chapuis, P.C., 9 537 ; Montebert de Caumont, 8 222 ; Rolland, 1 382 ; Plasseraud, R.P.R., 1 077 ; Ratte, L.O., 498 ; Bellini, 213 ; 2^e tour : MM. Dujoud, 18 188 ; Bonaccossa, 16 011.

3^e circ. (Aubagne)
Inscr. 56 990 ; votants, 41 530 ; abst. 27 12 % ; suff. ex. 40 942.
MM. A. Lioy, d. s. c. gén., U.N.M.-R.P.R., 17 129 ; J.-M. Alesse, c. gén., P.S., 14 959 ; R. Vidal, m. de Barmes, P.C., 7 101 ; G. Corne, ex-U.D.F., 2 419 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Lioy, 11 576 ; Moulin, U.D.F.-C.D.S., 10 161 ; Vidal, 9 064 ; Alesse, 8 781 ; Fargier, 3 151 ; Berthon, div. g., 2 032 ; Gallis, L.O., 788 ; De Thoury, P.N., 211 ; 2^e tour : MM. Lioy, 25 503 ; Vidal, 20 532.

4^e circ. (Aubagne)
Inscr. 56 990 ; votants, 41 530 ; abst. 27 12 % ; suff. ex. 40 942.
MM. A. Lioy, d. s. c. gén., U.N.M.-R.P.R., 17 129 ; J.-M. Alesse, c. gén., P.S., 14 959 ; R. Vidal, m. de Barmes, P.C., 7 101 ; G. Corne, ex-U.D.F., 2 419 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Lioy, 11 576 ; Moulin, U.D.F.-C.D.S., 10 161 ; Vidal, 9 064 ; Alesse, 8 781 ; Fargier, 3 151 ; Berthon, div. g., 2 032 ; Gallis, L.O., 788 ; De Thoury, P.N., 211 ; 2^e tour : MM. Lioy, 25 503 ; Vidal, 20 532.

5^e circ. (Cannes)
Inscr. 114 657 ; votants, 80 590 ; abst. 29 71 % ; suff. ex. 79 948.
Mme L. Moreau, d. s. m. de Cannes, U.N.M.-C.D.S., 39 253 ; MM. B. Cornut-Gentille, a. d. a. min. a. m. de Cannes, div. g., 29 850 ; M. Rocca, c. min. de Cannes, U.N.M.-C.D.S., 29 253 ; G. Guiraud, div. g., 1 948.
1978 : MM. Cornut-Gentille, 24 402 ; Mmes Moreau, 23 028 ; Dupuy, R.P.R., 19 250 ; M. Rocca, P.C., 14 239 ; M. Moreau, 13 252 ; V. Bieille, M.D., 1 978 ; Lebarb, P.A., 1 077 ; Jobin, P.N., 1 564 ; Claudry, 887 ; 2^e tour : MM. Moreau, 45 338 ; Cornut-Gentille, 42 689.

6^e circ. (Grosset)
Inscr. 143 556 ; votants, 89 599 ; abst. 36 77 % ; suff. ex. 89 048.
M. P. Sauvage, d. s. c. gén., m. de Cannes, U.N.M.-R.P.R., 49 510 ; REULU, MM. J.-M. Galy, c. gén., P.S., 28 812 ; G. Vassallo, m. de Grasse, P.C., 16 320 ; R. Albert, div. g., 1 649 ; Mme A. M. Dubois, Ait. 81, 841 ; M. M. Lemaire, ss. éq. 841 ; 1978 : MM. Galy, 16 320 ; Vassallo, 16 320 ; Albert, 1 649 ; M. Dubois, 1 649 ; Lemaire, 1 649 ; 2^e tour : MM. Galy, 32 593 ; Vassallo, 32 593 ; Albert, 3 298 ; Dubois, 3 298 ; Lemaire, 3 298 ; 3^e tour : MM. Galy, 45 338 ; Cornut-Gentille, 42 689.

7^e circ. (Cannes)
Inscr. 143 556 ; votants, 89 599 ; abst. 36 77 % ; suff. ex. 89 048.
M. P. Sauvage, d. s. c. gén., m. de Cannes, U.N.M.-R.P.R., 49 510 ; REULU, MM. J.-M. Galy, c. gén., P.S., 28 812 ; G. Vassallo, m. de Grasse, P.C., 16 320 ; R. Albert, div. g., 1 649 ; Mme A. M. Dubois, Ait. 81, 841 ; M. M. Lemaire, ss. éq. 841 ; 1978 : MM. Galy, 16 320 ; Vassallo, 16 320 ; Albert, 1 649 ; M. Dubois, 1 649 ; Lemaire, 1 649 ; 2^e tour : MM. Galy, 32 593 ; Vassallo, 32 593 ; Albert, 3 298 ; Dubois, 3 298 ; Lemaire, 3 298 ; 3^e tour : MM. Galy, 45 338 ; Cornut-Gentille, 42 689.

ARDECHE (3)

Députés sortants : MM. Cornet, U.D.F.-P.R. (ne se représente pas) ; Perbet, R.P.R. ; Lioy, R.P.R.

1^{er} circ. (Privat)
Inscr. 66 207 ; votants, 48 041 ; abst. 27 43 % ; suff. ex. 47 331.
MM. R. Chapuis, P.S., 16 881 ; J.-P. Michard, U.N.M.-C.D.S., 10 533 ; R. Chaze, d. s. c. gén. m. de Cruas, P.C., 10 372 ; J.-L. Chirouze, U.N.M.-R.P.R., 9 595 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Cornet, U.D.F.-P.R., 16 208 ; Chaze, 14 527 ; Chapuis, 10 652 ; Chagnonoff, R.P.R., 8 443 ; Picard, ex-adj. m. d'Annonay, P.C., 1 000 ; Basset, 1 000 ; Pressat, M.O., 232 ; 2^e tour : MM. Cornet, 28 082 ; Chaze, 26 585.

2^e circ. (Annonay, Tournon)
Inscr. 70 143 ; votants, 48 825 ; abst. 30 39 % ; suff. ex. 48 263.
MM. R. Perbet, d. s. c. gén., U.N.M.-R.P.R., 22 068 ; R. Chaze, c. gén., P.S., 15 788 ; M. C. Ingeneaud, adj. m. d'Annonay, P.C., 4 389 ; M. H. de Montgolfier, m. de Saint-Marcel, ex-P.R., 2 470 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Perbet, U.D.F.-P.R., 28 512 ; Ingeneaud, 15 024 ; Ingeneaud, 7 300 ; Turbarel, ex-adj. m. d'Annonay, P.C., 1 187.

3^e circ. (Aubagne)
Inscr. 56 990 ; votants, 41 530 ; abst. 27 12 % ; suff. ex. 40 942.
MM. A. Lioy, d. s. c. gén., U.N.M.-R.P.R., 17 129 ; J.-M. Alesse, c. gén., P.S., 14 959 ; R. Vidal, m. de Barmes, P.C., 7 101 ; G. Corne, ex-U.D.F., 2 419 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Lioy, 11 576 ; Moulin, U.D.F.-C.D.S., 10 161 ; Vidal, 9 064 ; Alesse, 8 781 ; Fargier, 3 151 ; Berthon, div. g., 2 032 ; Gallis, L.O., 788 ; De Thoury, P.N., 211 ; 2^e tour : MM. Lioy, 25 503 ; Vidal, 20 532.

4^e circ. (Aubagne)
Inscr. 56 990 ; votants, 41 530 ; abst. 27 12 % ; suff. ex. 40 942.
MM. A. Lioy, d. s. c. gén., U.N.M.-R.P.R., 17 129 ; J.-M. Alesse, c. gén., P.S., 14 959 ; R. Vidal, m. de Barmes, P.C., 7 101 ; G. Corne, ex-U.D.F., 2 419 ; BALLOTAGE.
1978 : MM. Lioy, 11 576 ; Moulin, U.D.F.-C.D.S., 10 161 ; Vidal, 9 064 ; Alesse, 8 781 ; Fargier, 3 151 ; Berthon, div. g., 2 032 ; Gallis, L.O., 788 ; De Thoury, P.N., 211 ; 2^e tour : MM. Lioy, 25 503 ; Vidal, 20 532.

5^e circ. (Cannes)
Inscr. 114 657 ; votants, 80 590 ; abst. 29 71 % ; suff. ex. 79 948.
Mme L. Moreau, d. s. m. de Cannes, U.N.M.-C.D.S., 39 253 ; MM. B. Cornut-Gentille, a. d. a. min. a. m. de Cannes, div. g., 29 850 ; M. Rocca, c. min. de Cannes, U.N.M.-C.D.S., 29 253 ; G. Guiraud, div. g., 1 948.
1978 : MM. Cornut-Gentille, 24 402 ; Mmes Moreau, 23 028 ; Dupuy, R.P.R., 19 250 ; M. Rocca, P.C., 14 239 ; M. Moreau, 13 252 ; V. Bieille, M.D., 1 978 ; Lebarb, P.A., 1 077 ; Jobin, P.N., 1 564 ; Claudry, 887 ; 2^e tour : MM. Moreau, 45 338 ; Cornut-Gentille, 42 689.

6^e circ. (Grosset)
Inscr. 143 556 ; votants, 89 599 ; abst. 36 77 % ; suff. ex. 89 048.
M. P. Sauvage, d. s. c. gén., m. de Cannes, U.N.M.-R.P.R., 49 510 ; REULU, MM. J.-M. Galy, c. gén., P.S., 28 812 ; G. Vassallo, m. de Grasse, P.C., 16 320 ; R. Albert, div. g., 1 649 ; Mme A. M. Dubois, Ait. 81, 841 ; M. M. Lemaire, ss. éq. 841 ; 1978 : MM. Galy, 16 320 ; Vassallo, 16 320 ; Albert, 1 649 ; M. Dubois, 1 649 ; Lemaire, 1 649 ; 2^e tour : MM. Galy, 32 593 ; Vassallo, 32 593 ; Albert, 3 298 ; Dubois, 3 298 ; Lemaire, 3 298 ; 3^e tour : MM. Galy, 45 338 ; Cornut-Gentille, 42 689.

7^e circ. (Cannes)
Inscr. 143 556 ; votants, 89 599 ; abst. 36 77 % ; suff. ex. 89 048.
M. P. Sauvage, d. s. c. gén.,

Dans les autres départements

مركز من الرصاص

DU PREMIER TOUR

Dans les autres départements

de Reichshausen, c. gén. U.N.M.-R.P.R., 24 604. REBLU.
MM. P. Mammoussier, P.S., 9 158; M. Schmitt, c. gén. de Seitz, cent. 6 372; G. Graf, P.C., 800.
1978 : MM. Grassmann, 31 838; (Rassemblement : 8 977; Hérault : 2 520; Wittmann, O.R. 75, 2 590; Graf, 1 979; Mme Deville, 1 324).

1981 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

8^e circ. (Huguemou)
Inscr. 78 167; votants, 53 114; abst. 24 953; suff. ex. 51 861.
G. Spyrer, U.N.M.-R.P.R., 30 686. REBLU.
MM. D. Collin, P.S., 15 888; R. Calhoun, 3 897; P. Ockmann, P.C., 1 214.

1978 : MM. Giscard, 34 683; Schlotter, P.S., 10 062; Collin, 4 628; Stuck, O.R. 75, 2 373; Kraw, P.C., 3 186; Gachin, 2 312; Sanjovani, 1 041.
1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

La majorité sortante est si bien implantée dans le département que les socialistes ne pouvaient même espérer l'acquiescement. Pourtant, il y a eu une surprise : le candidat du P.S., M. Dohé, a obtenu 485 voix (2,34 %), ce qui est un record pour un candidat de ce parti dans le département.

Quatre députés sortants — tous les sièges sont détenus par la majorité sortante — ont été réélus dès le premier tour.
Dans la septième circonscription (Wismes), le député Giscard a obtenu 36 605 voix, ce qui est un record pour un député de ce parti dans le département.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

5^e circ. (Huguemou, Wismes)
Inscr. 59 849; votants, 30 841; abst. 29 008; suff. ex. 59 857.
M. A. Giscard, c. gén. U.N.M.-R.P.R., 25 068; Mme L. Giscard, P.S., 17 000; M. J. Giscard, P.S., 1 911; H. Giscard, P.C., 3 047; M. Raffier, P.C., 2 941; B. Simon, M. de Bloisheim, div. d. 2 800. BALLOTTAGE.

1978 : MM. Giscard, 25 068; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

HAUT-RHIN (5)
Députés sortants : MM. Giscard, R.P.R., 24 604; M. Dohé, U.N.M.-R.P.R., 24 604; M. Dohé, U.N.M.-R.P.R., 24 604.

1^{re} circ. (Saint-Maurice-aux-Mines)
Inscr. 3 198; votants, 55 340; abst. 37 5 %; suff. ex. 54 226.
M. J. F. Fuchs, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

2^e circ. (Guebwiller)
Inscr. 72 421; votants, 50 103; abst. 22 318; suff. ex. 50 103.
M. G. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

RHONE (13)
Députés sortants : MM. Giscard, R.P.R., 24 604; M. Dohé, U.N.M.-R.P.R., 24 604; M. Dohé, U.N.M.-R.P.R., 24 604.

1^{re} circ. (Lyon I, XII, XIII)
Inscr. 62 411; votants, 39 895; abst. 23 516; suff. ex. 39 895.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

2^e circ. (Lyon II, V, VI)
Inscr. 59 477; votants, 35 482; abst. 24 000; suff. ex. 59 477.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

1981 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

3^e circ. (Lyon III, IV)
Inscr. 37 046; votants, 33 343; abst. 4 703; suff. ex. 33 343.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

4^e circ. (Lyon VII, VIII, IX)
Inscr. 57 479; votants, 36 526; abst. 20 953; suff. ex. 36 526.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

5^e circ. (Lyon X, XI)
Inscr. 44 145; votants, 37 674; abst. 7 471; suff. ex. 37 674.
M. P. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

6^e circ. (Villeurbanne)
Inscr. 62 531; votants, 38 395; abst. 24 136; suff. ex. 38 395.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

7^e circ. (Lyon XII, XIII)
Inscr. 94 174; votants, 53 763; abst. 40 411; suff. ex. 53 763.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

8^e circ. (Givors)
Inscr. 80 554; votants, 59 650; abst. 20 904; suff. ex. 59 650.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

9^e circ. (Ternay)
Inscr. 47 245; votants, 34 900; abst. 12 345; suff. ex. 34 900.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

10^e circ. (Villeneuve-sur-Saône)
Inscr. 61 857; votants, 41 855; abst. 20 002; suff. ex. 41 855.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

11^e circ. (Saint-Fons)
Inscr. 61 857; votants, 41 855; abst. 20 002; suff. ex. 41 855.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

12^e circ. (Francheville)
Inscr. 61 857; votants, 41 855; abst. 20 002; suff. ex. 41 855.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

13^e circ. (Bron, Meyzieux)
Inscr. 61 857; votants, 41 855; abst. 20 002; suff. ex. 41 855.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

14^e circ. (Mâcon)
Inscr. 61 857; votants, 41 855; abst. 20 002; suff. ex. 41 855.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

15^e circ. (Chalon-sur-Saône Nord, Louhans)
Inscr. 61 857; votants, 41 855; abst. 20 002; suff. ex. 41 855.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

16^e circ. (Chalon-sur-Saône Sud, Montceau-les-Mines)
Inscr. 61 857; votants, 41 855; abst. 20 002; suff. ex. 41 855.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m. de Colonne, U.N.M.-C.D.S., 35 131; R.P.R., 10 062; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628; M. Dohé, 4 628.

1978 : MM. Giscard, 35 377; Mitterrand, 8 897; Chirac, 7 514; Lalonde, 3 922; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 923; M. Dohé, 631; Mme Giscard, 624; M. Crépau, 600; Mme Bouchard, 357.
2^e tour : MM. Giscard, 36 605; Mitterrand, 13 265.

1981 : MM. Giscard, 34 749; Mitterrand, 13 085; Chirac, 8 894; Lalonde, 3 891; Marchais, 1 891; Mlle Laguille, 1 080; Mme Giscard, 980; M. Dohé, 485; Crépau, 177; Mme Bouchard, 454.
2^e tour : MM. Giscard, 45 254; Mitterrand, 19 853.

17^e circ. (Autun, Le Creusot)
Inscr. 61 857; votants, 41 855; abst. 20 002; suff. ex. 41 855.
M. R. Giscard, c. gén. adj. m.

Dans les autres départements

(Suite de la page 27.)

TERRITOIRE-DE-BELFORT (2)

Députés sortants : MM. Chevènement, P.S.; Pomi, P.S.

1^{er} circ. (Belfort)
Inscr. 44 691; votants, 30 382; abst. 32,01 %; suff. ex. 29 832.
M. J.-P. Chevènement, d. s. min. d'Etat, c. gén. P.S. 15 118.
R.E.U.L.

2^e circ. (Belfort)
Inscr. 44 691; votants, 30 382; abst. 32,01 %; suff. ex. 29 832.
M. J.-P. Chevènement, d. s. min. d'Etat, c. gén. P.S. 15 118.
R.E.U.L.

3^e circ. (Belfort)
Inscr. 44 691; votants, 30 382; abst. 32,01 %; suff. ex. 29 832.
M. J.-P. Chevènement, d. s. min. d'Etat, c. gén. P.S. 15 118.
R.E.U.L.

DOM

GUADELOUPE (3)

Députés sortants : MM. Moustache, R.P.R.; Maximin, R.P.R.; Guilloid, R.P.R.

1^{er} circ. (Pointe-à-Pitre)
Inscr. 59 470; votants, 17 208; abst. 71,08 %; suff. ex. 16 954.
M. E. Moutoussamy, P.C.
M. L. Berlier, prés. c. gén. m. de Saint-François, U.N.M.-U.D.F.
2 853; M. Moustache, d. s. m. d'Anse-Bertrand, U.N.M.-R.P.R.
2 829; H. Beaujean, c. gén. U.N.M.-rad. 1 535; Mme M. Capitant, c. gén. U.N.M.-R.P.R. 1 192; M. F. Girard, c. gén. div. g. 1 045; H. Bourguignon, P.S. 808; E. Deber-Joselin, scél. 72. BALLOTAGE.

2^e circ. (Lett)
Inscr. 38 835; votants, 26 987; abst. 29,43 %; suff. ex. 26 534.
M. R. Fort, d. s. c. gén. P.S. 13 124; R.E.S.E.L.

3^e circ. (Lett)
Inscr. 38 835; votants, 26 987; abst. 29,43 %; suff. ex. 26 534.
M. R. Fort, d. s. c. gén. P.S. 13 124; R.E.S.E.L.

MARTINIQUE (3)

Députés sortants : MM. Petit, R.P.R.; Salie, app. P.S.; Salie, app. U.D.F.

1^{er} circ. (Nord)
Inscr. 58 981; votants, 19 218; abst. 67,42 %; suff. ex. 18 977.
M. C. Petit, d. s. m. de Sainte-Marie, U.N.M.-R.P.R. 11 612.
R.E.U.L.

2^e circ. (Fort-de-France)
Inscr. 58 981; votants, 19 218; abst. 67,42 %; suff. ex. 18 977.
M. A. Césaire, d. s. m. de Fort-de-France, sout. P.S. 17 039.
R.E.U.L.

3^e circ. (Rivière-Salée)
Inscr. 58 981; votants, 19 218; abst. 67,42 %; suff. ex. 18 977.
M. V. Salie, d. s. U.N.M.-U.D.F. 8 752.
M. M. Louis-Joseph Dogue, c. gén. P.S. 8 662; P.-O. Quimman, P.C. 1 322.
M. M. Salie, 2^e tour: Gratiant, P.C. 573; Wan-Aloah, P.S. 225; Delapine, ext. g. 291; E. Sabatier, ext. g. 291.
M. M. Salie, 3^e tour: Gratiant, P.C. 573; Wan-Aloah, P.S. 225; Delapine, ext. g. 291; E. Sabatier, ext. g. 291.

LA RÉUNION (3)

Députés sortants : MM. Debré, R.P.R.; Fontaine, N.L.; Lagourgue, U.D.F.-R. (se représ. dans la 1^{re} circ.).

1^{er} circ. (Saint-Denis)
Inscr. 90 281; votants, 50 828; abst. 43,70 %; suff. ex. 50 288.
M. Debré, d. s. a. p. min. 18 884; R. Payet, c. gén. P.C. 12 884; J.-C. Pruteau, P.S. 9 427; P. Lagourgue, d. s. prés. c. gén. U.N.M.-U.D.F. 9 147; A. Morel, P.N. 508; BALLOTAGE.

2^e circ. (Saint-Paul)
Inscr. 90 281; votants, 50 828; abst. 43,70 %; suff. ex. 50 288.
M. Debré, d. s. a. p. min. 18 884; R. Payet, c. gén. P.C. 12 884; J.-C. Pruteau, P.S. 9 427; P. Lagourgue, d. s. prés. c. gén. U.N.M.-U.D.F. 9 147; A. Morel, P.N. 508; BALLOTAGE.

3^e circ. (Saint-Paul)
Inscr. 90 281; votants, 50 828; abst. 43,70 %; suff. ex. 50 288.
M. Debré, d. s. a. p. min. 18 884; R. Payet, c. gén. P.C. 12 884; J.-C. Pruteau, P.S. 9 427; P. Lagourgue, d. s. prés. c. gén. U.N.M.-U.D.F. 9 147; A. Morel, P.N. 508; BALLOTAGE.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (1)

Député sortant : M. Plantegues, N.L. (se représ. pas).

1^{er} circ. (Saint-Pierre-et-Miquelon)
Inscr. 3 888; votants, 2 746; abst. 29,01 %; suff. ex. 2 635.
M. A. Pen, d. s. prés. c. gén. sout. P.S. 1 025; J.-J. Blanc, Carlot, P.R. 830; G. Grignon, ext. g. 400; V. Reux, 181. BALLOTAGE.

TOM

NOUVELLE-CALÉDONIE (2)

Députés sortants : MM. Pijot, N.L.; Laffeur, R.P.R.

1^{er} circ. (côte est, Loyauté)
Inscr. 23 983; votants, 13 318; abst. 44,10 %; suff. ex. 13 193.
M. R. Pijot, d. s. div. g. 5 180; H. Seon-Wetta, U.N.M.-R.P.R. 3 419; N. Nalissine, div. g. 2 322; M. Chier, S. U.N.M.-U.D.F. 1 248; G. Elaudra, div. g. 1 143. BALLOTAGE.

2^e circ. (côte ouest, Nouméa)
Inscr. 49 504; votants, 30 542; abst. 38,30 %; suff. ex. 29 977.
M. Laffeur, d. s. U.N.M.-R.P.R. 15 269; R.E.S.E.L.

3^e circ. (côte ouest, Nouméa)
Inscr. 49 504; votants, 30 542; abst. 38,30 %; suff. ex. 29 977.
M. Laffeur, d. s. U.N.M.-R.P.R. 15 269; R.E.S.E.L.

MAYOTTE (1)

Député sortant : M. Bamana, N.L.

Inscr. 20 548; votants, 10 543; abst. 48,69 %; suff. ex. 10 158.
M. J.-F. François, sout. P.S. 7 403; E.L.U.

Les réactions à l'étranger

MOSCOU : discrétion sur l'échec du P.C.

De notre correspondant

Moscou. — Pour masquer le deuxième échec consécutif du P.C. l'agence Tass a mis l'accent sur la « victoire comparative » de la gauche tout entière. Parlant d'un « bloc du P.S. et du P.C. et du mouvement des radicaux de gauche » qu'elle oppose au « bloc bourgeois », elle a attendu ce lundi matin pour donner ses scores respectifs du P.S. et du P.C. Le P.C. La Prusse, le seul journal paraissant le lundi à Moscou, ne dit rien des élections françaises.

A la veille du premier tour, les commentateurs soviétiques avaient appelé à la contribution de poids à apporter par le P.C. à la victoire de M. François Mitterrand, et présenté les communistes comme les garants du changement en politique intérieure et de la continuité de la diplomatie gauchiste à l'étranger.

Samedi encore, les *Izvestia* indiquaient que « les vrais radicaux de France considèrent les premières mesures (sociales) prises par le gouvernement Mauroy » futures, mais que la constitution d'un gouvernement d'union nationale, réclamée par M. Chirac, dont seraient exclus les communistes, reviendrait à « livrer les fruits de la victoire des forces de gauche aux élections présidentielles ». Toutefois, les commentateurs soviétiques se sont abstenus de prendre ouvertement parti pour une participation des communistes au gouvernement. — D. V.

BONN : un gros soupir de soulagement.

De notre correspondant

Bonn. — Les premières réactions ouest-allemandes devant le résultat des élections françaises ont encore un caractère quelque peu provisoire. Certains sont trappés par le nombre considérable des abstentionnistes et se demandent si leur entrée en scène au deuxième tour pourrait modifier la nouvelle coloration de l'Assemblée nationale. Cela dit, les commentateurs allemands jusqu'ici sont dépourvus de toute équivoque. A Bonn, il est question d'un « tremblement de terre » politique et d'un « changement historique » dont la France serait aujourd'hui le théâtre. Bien des gens lient l'explosion d'enthousiasme qui, en 1969, avait salué l'arrivée au pouvoir du chancelier Brandt dans la République fédérale.

Le claquement des dirigeants et des citoyens paraissent plutôt rassurés. Si on pousse un gros soupir de soulagement, c'est parce que le problème le plus sérieux paraît résolu d'une façon aussi imprévue que satisfaisante : savoir quelle influence le parti communiste pourrait exercer sur le nouveau gouvernement à Paris.

Autant d'inquiétudes à cet égard étaient manifestées après la victoire de M. Mitterrand, autant la satisfaction s'exprime à présent. En fait, les socialistes croyaient plutôt qu'à la suite d'élections présidentielles, dont le caractère est avant tout personnel, l'extrême gauche française regagnerait du terrain aux législatives. Que les choses se soient passées autrement dissipe les craintes de voir s'installer de l'autre côté du Rhin un « front populaire » qui toujours été vu ici comme un très gros péril politique. Personne n'exclut que les communistes puissent encore se voir attribuer quelques strapontins au gouvernement, mais cette hypothèse paraît cependant de plus en plus improbable.

De toute façon, on constate ici que M. Marchais et ses amis ne sont plus en mesure de poser des questions et d'exercer une influence décisive sur la conduite des affaires à Paris. C'est là, estime-on, le résultat essentiel de ce premier tour électoral. De

LONDRES : le déclin des communistes.

De notre correspondant

Londres (A.F.P.). — Les principaux quotidiens britanniques tirent en première page sur le « raz de marée » ou le « triomphe » du parti socialiste au premier tour des élections législatives françaises.

Les premiers commentaires soulignent notamment dans le *Times* (indépendant), que, si le second tour confirme les tendances du scrutin de dimanche, le parti socialiste disposera de la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

La chute du parti communiste lors des présidentielles s'est confirmée et s'est déclinée, permettant de constater que la déroute pour le futur équilibre du pouvoir en France, note le *Times*.

Le *Financial Times* estime que le président français « sera en mesure de gouverner sans le soutien parlementaire des communistes ». « J'ai vu l'alliance électorale entre les socialistes et les communistes place le chef de l'Etat devant une obligation morale », dit-il, « et concerne la nomination de ministres communistes ».

ELIMINEZ sans produits chimiques MOUSTIQUES et insectes volants indésirables

Appareil breveté utilisant la lumière pour attirer les insectes et une source électrique (220 Volts) pour les détruire. Aucun produit chimique. Pour information et commande, voir ci-dessous.

Paris et rég. Paris : **THIEBAUT** 30, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. 742.29.03.

Province : **Désinsectiseur BRC**, BP 602 - 44026 Nantes Cedex. Tél. : (40) 49.42.64. 410 F. TTC - Franco 430 F.

Documentation MO gratuite sur demande. C'est une fabrication B.R.C.

LISEZ

Le Monde des PHILATÉLISTES

Publié par la Philatélie

هكذا من لاصحل

Le Monde

étranger

EUROPE

Suisse

Deux projets approuvés par référendum

LES DROITS DES FEMMES ET CEUX DES CONSOMMATEURS SERONT MEUX GARANTIS

(De notre correspondant.)

Genève. — Deux projets d'articles constitutionnels soumis au vote fédéral ont été adoptés en Suisse dimanche 14 juin par un « oui » franc sinon massif, car la participation n'a été que de 33,5 %.

Le premier a trait à l'égalité entre les hommes et les femmes. Il a été adopté par 80,3 % des voix, ce qui est le pourcentage de réapprobation le plus élevé de l'histoire de la Confédération suisse.

Le second a trait à la protection des consommateurs. Il a été adopté par 78,5 % des voix.

Les deux projets ont été soumis au vote fédéral en vertu de l'article 139 de la Constitution fédérale, qui prévoit que les lois fédérales ne peuvent être adoptées qu'après avoir été approuvées par les cantons.

Le premier projet, intitulé « Loi sur l'égalité entre les hommes et les femmes », vise à garantir l'égalité de traitement entre les sexes dans tous les domaines de la vie publique et privée. Il prévoit notamment l'égalité de rémunération pour un travail égal, l'égalité d'accès à l'emploi et à la promotion, ainsi que l'égalité de droits en matière de mariage et de divorce.

Le second projet, intitulé « Loi sur la protection des consommateurs », vise à renforcer la protection des consommateurs contre les pratiques commerciales déloyales. Il prévoit notamment l'interdiction de la publicité mensongère, l'obligation de fournir des informations claires et précises sur les produits et services, ainsi que le droit de rétractation pour les consommateurs.

Ces deux lois ont été adoptées à l'unanimité par les cantons, ce qui est une marque de l'importance accordée à ces questions en Suisse.

Pologne

MM. Kania et Rakowski ont été élus délégués au congrès du parti

M. Stanislas Kania, premier secrétaire du parti, a été élu dimanche 14 juin par la conférence régionale de Cracovie délégué au congrès du parti convoqué le 14 juillet. Avec lui ont été élus MM. Rakowski, vice-premier secrétaire chargé des relations avec les syndicats, et Kwas, chef du bureau de presse du comité central, tous deux partisans du renouveau et de la démocratisation du parti.

Trois autres membres de la direction appartenant à la même tendance, MM. Jagielski, signataire des accords de Gdansk, Barcikowski et Napi, ont eux aussi été élus délégués.

L'élection de M. Kania a suscité, selon l'agence PAP, les félicitations des militants de Cracovie pour sa « ligne de dialogue ».

Durant le séjour de M. Lech Wałęsa à Lublin, un mouvement à la mémoire des soldats soviétiques a été organisé samedi 13 juin. A la télévision polonaise, le leader de Solidarność a estimé qu'il s'agissait sans aucun doute d'une « provocation ». Il a aussitôt demandé aux membres du M.R.Z. (section Solidarność) de Lublin d'aller nettoyer le monument, se proposant de le faire lui-même si cela n'était pas effectué rapidement. La télévision a montré des images de jeunes syndicalistes, éponges en main.

Dans une interview au magazine ouest-allemand *Der Spiegel*, M. Lech Wałęsa décrit un événement intervention soviétique comme « la plus grande et la plus folle erreur que puissent commettre ». « Les Polonais sont deve-

Grande-Bretagne

Le jeune homme qui a tiré à blanc sur la reine n'aurait pas été déterminé par des raisons politiques

De notre correspondant

Londres. — Accusé d'avoir tiré six fois à blanc sur la reine, samedi 13 juin, au cours d'une cérémonie publique, M. Marcus Sarjeant, jeune chômeur de dix-sept ans, devait comparaître, ce lundi 15 juin, devant le tribunal correctionnel. Selon le *Treasure Act* de 1922, il est passible d'une peine d'emprisonnement allant, pour les mineurs, de six mois à trois ans (sept ans pour les auteurs d'un même délit âgés de plus de vingt et un ans). Sans attendre de connaître ses motivations, les milieux officiels ne pensent pas qu'il ait été déterminé par des raisons politiques, et estiment plutôt qu'il s'agit d'un jeune déséquilibré ou d'un mauvais plaisant cherchant à attirer l'attention sur lui.

L'incident a été et déconcerté les millions de Britanniques qui, à la télévision, ont pu entendre le bruit des détonations et voir la reine et les princes se précipiter dans la foule pour plaquer sur soi le jeune homme qui, quelques instants auparavant, avait tiré six fois à blanc sur la reine. Les témoins ont vu la reine, les princes et les princesses se précipiter dans la foule pour plaquer sur soi le jeune homme qui, quelques instants auparavant, avait tiré six fois à blanc sur la reine. Les témoins ont vu la reine, les princes et les princesses se précipiter dans la foule pour plaquer sur soi le jeune homme qui, quelques instants auparavant, avait tiré six fois à blanc sur la reine.

A quelques semaines du mariage du prince Charles, l'incident précoce a sérieusement inquiété les milieux officiels. Il n'est pas question que la reine et sa famille soient protégées.

HENRI PIERRE.

ASIE

Chine

De nouvelles mesures sont prises pour lutter contre la vague de criminalité

De notre correspondant

Pékin. — A l'occasion de sa dix-neuvième session, qui s'est tenue ces derniers jours, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire a adopté diverses mesures qui vont toutes dans le sens d'un renforcement du système répressif actuellement en vigueur. L'un des textes approuvés par les députés concerne les militaires d'active, un autre les personnes soumises à la réduction (*lao fiao*), ou à la réforme (*lao gai*) par le travail, tandis qu'un troisième modifie les procédures de recours en cas de condamnation à mort. Le comité permanent a en outre voté une résolution précisant les modalités de désignation des représentants de l'Assemblée nationale et dans les congrès populaires locaux.

La principale nouveauté introduite dans la réglementation régissant la rééducation et la réforme par le travail consiste à interdire systématiquement le retour dans les villes aux récidivistes dans les quinze jours suivant la fin de leur période de réforme. Désormais, ces délinquants seront rayés des listes de résidents dans leur ville d'origine et seront affectés à un travail sur place à la fin de leur peine.

Cette mesure, qui prendra effet à partir du 1^{er} juillet, a pour but d'éviter l'écoulement de personnes soumises à ces deux formes de redressement par l'effort et l'étude du régime qui, jusqu'à maintenant, était possible à la fin de leur période de réforme. Elle vise également à éliminer les personnes qui, après avoir été réformées, reviennent dans les villes où elles ont été réformées.

Cette mesure, qui prendra effet à partir du 1^{er} juillet, a pour but d'éviter l'écoulement de personnes soumises à ces deux formes de redressement par l'effort et l'étude du régime qui, jusqu'à maintenant, était possible à la fin de leur période de réforme. Elle vise également à éliminer les personnes qui, après avoir été réformées, reviennent dans les villes où elles ont été réformées.

MANUEL LUCBERT.

LA VISITE DU SECRÉTAIRE D'ETAT AMERICAIN A PEKIN

MM. Haig et Huang Hua constatent « une large unanimité de vues »

De notre correspondant

Pékin. — Les entretiens que M. Alexander Haig, le secrétaire d'Etat américain, a eus avec son collègue chinois, M. Huang Hua, dimanche 14 juin, peu après son arrivée dans la capitale chinoise, et dans la matinée du lundi 15 juin, ont mis en relief la complexité, dans l'état actuel des choses, des relations sino-américaines. Les deux parties ont enregistré une « large unanimité de vues » dans leur analyse globale de la situation internationale.

Pékin et Washington ont d'accord pour considérer que l'hégémonie soviétique « est la source des tensions dans le monde. Mais le ministre chinois des affaires étrangères n'a pas caché, pour sa part, qu'il existait aussi entre les politiques et les points de vue des deux pays un « certain nombre de différences », d'où résultait dans les relations bilatérales des « difficultés ».

L'existence de ces désaccords, dont M. Huang Hua a dit qu'ils devaient être traités d'une « manière prudente et appropriée », a été soulignée dimanche soir par l'agence Chine nouvelle, qui a indiqué que le premier échange de vues entre M. Huang Hua et M. Haig s'était déroulé dans une atmosphère de « sincérité et de franchise ».

Avant même l'entretien qui devait avoir lieu lundi matin entre MM. Haig et Huang Hua et qui devait être consacré aux questions bilatérales, il était déjà devenu clair que dimanche, à l'occasion de l'assassinat des grands problèmes internationaux, que la partie chinoise, tout en ayant des vues similaires à celles des Américains sur les crises les plus aiguës à ses yeux (Ase du Sud et du Sud-Est), ne souhaitait pas mettre de côté, à l'occasion de la visite du premier ministre américain, des questions susceptibles de gêner ses interlocuteurs américains. Ainsi, dans le toast prononcé à l'issue du banquet qu'il donnait en l'honneur de son hôte, M. Huang Hua a-t-il condamné « vigoureusement » la politique d'« expansion et d'agression » d'Irak, ainsi que son « scandaleux bombardement du réacteur nucléaire iranien ».

En revanche, l'accent mis par le ministre chinois sur les problèmes de l'Afghanistan et du Cambodge a davantage renforcé l'assentiment de M. Haig. « Il est du devoir de la communauté internationale », a dit M. Huang Hua, de prendre des mesures fermes et efficaces pour aider ces deux peuples qui sont en train de mener une résistance héroïque et d'arrêter le bras des agresseurs. A cet égard, le secrétaire d'Etat américain a répondu que le président Reagan était en effet d'accord qu'il convenait d'agir avec courage et esprit de

tallations ou d'équipements de l'armée, la proclamation de fausses nouvelles (dans les cas très graves), la désertion du champ de bataille, l'opposition aux ordres du commandement, le vol de matériel militaire, le pillage ou les mauvais traitements infligés aux populations civiles. Dans un autre ordre d'idées, les militaires pourront désormais désigner leurs représentants aux congrès populaires locaux et à l'Assemblée nationale populaire par le biais d'élections directes.

Ce type de consultation a commencé à être organisé l'an dernier à l'échelon du district, mais les militaires n'étaient pas concernés. Ils bénéficieront donc maintenant du même droit que les autres citoyens tout en continuant de constituer une caste séparée, puisque c'est en tant que militaires désignant des militaires qu'ils exerceront ce droit.

Enfin, le comité permanent a pris acte de la démission de M. Peng Zhen de la présidence de la commission des lois et de son remplacement par M. Xi Zhenxun, ancien commandant de la région militaire de Canton. Cette décision paraît préparer l'accession de M. Peng Zhen à de plus hautes fonctions. Deux hypothèses sont actuellement avancées à ce sujet : en cas de disparition du maréchal Ye Jianying, dont l'état de santé suscite des inquiétudes, M. Peng Zhen pourrait lui succéder à la présidence du comité permanent. Selon une autre hypothèse, il deviendrait l'un des vice-présidents de la République, dans le cas où, comme on le pense généralement, cette fonction serait prochainement rétablie.

MANUEL LUCBERT.

République d'Irlande

Le premier ministre sortant et le chef de l'opposition prétendent l'un et l'autre former le gouvernement

De notre correspondant

Dublin. — Après un des scrutins les plus serrés que le pays ait connus, le premier ministre irlandais sortant, M. Charles Haughey, et le leader du principal parti de l'opposition, le docteur Garret FitzGerald, ont tous les deux déclaré, samedi 13 juin, qu'ils étaient en mesure de constituer le gouvernement. La formation de M. Haughey, la Fianna Fail (centriste et nationaliste), a remporté 78 des 106 sièges à pourvoir le 11 juin dernier, contre un total de 30 pour les deux partis de l'opposition : 25 pour le Fine Gael (libéral) de M. FitzGerald, et 5 pour le parti travailliste, dont le leader, M. Frank Cluskey, n'a pas été réélu.

Quant aux neuf députés extramuros du nord, qui avaient présenté leur candidature, deux d'entre eux ont été élus, dans des circonscriptions frontalières, MM. Paddy Agnew et Kieran Donohue. Ce dernier refuse toute nourriture depuis vingt-trois jours ; quant au premier, il devait commencer ce lundi une grève de la faim.

Ce résultat représente à tous égards un échec sensible pour le gouvernement, et un réel succès pour M. FitzGerald ; mais tout dépend, maintenant, de l'attitude adoptée par cinq députés non inscrits et un nou-

AMÉRIQUES

A LA CONFÉRENCE DE L'OIT A GENÈVE

Le vice-président Green dénonce les prétentions du Venezuela sur l'Essequibo

De notre correspondante

Genève. — Le 16 juin, le jour même où M. Luis Herrera Campesino, président du Venezuela, était officiellement l'hôte de la 67^e conférence internationale du travail, qui se tient actuellement à Genève, M. Green, vice-président de la République de Guyana (ex-Guyane britannique), a exprimé à la même tribune, à l'occasion de la « présidence » du Venezuela, son vif mécontentement sur la région de l'Essequibo — les trois cinquièmes du territoire guyanais.

Il s'agit d'une région, a-t-il indiqué, où le gouvernement du Venezuela a des prétentions de prospection de pétrole et d'exploitation de ressources hydro-électriques afin de moins dépendre des importations d'hydrocarbures et de fournir des emplois à des milliers de travailleurs. M. Green s'est étonné que les revendications du Venezuela aient été émises au moment où la Guyana vient d'obtenir l'aide de la Banque mondiale pour financer son développement.

Ce que la Guyana trouve « insupportable » dans cette affaire, c'est que cette prétention ait été émise sérieusement pour la première fois lorsque la Guyana a demandé son indépendance, a-t-il précisé.

Le débat du mois d'avril, le ministre vénézuélien de la justice a accusé les forces guyanaises d'avoir ouvert le feu, le 7 et le 8 avril, à la frontière avec le Venezuela, et a rappelé son ambassadeur à Georgetown. A la suite du rejet de sa note de protestation. Par ailleurs, le ministre des affaires étrangères de la Guyana, M. Desmond Jackson, a officiellement accusé le Venezuela, samedi 13 juin, d'avoir violé l'espace aérien de son pays, une semaine auparavant, et a indiqué que son gouvernement a adressé une protestation diplomatique aux autorités vénézuéliennes.

Cambodge

LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES PAYS INDOCHINOIS (Cambodge, Laos, Vietnam), à l'issue d'une réunion, samedi 13 juin, à Phnom-Penh, ont « catégoriquement » rejeté toute participation à la prochaine conférence sur le Cambodge, qui doit avoir lieu à la mi-juillet à New-York, dans le cadre des Nations unies. Ils ont, en revanche, invité les pays membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Singapour) à tenir une conférence régionale, à la même époque, à Phnom-Penh. — (A.F.P.)

AFRIQUE PROCHE-ORIENT

Djibouti

**M. HASSAN GOULED
EST RÉÉLU PRÉSIDENT
AVEC 84,58 %
DES SUFRAGES EXPRIMÉS**

Candidat unique à la présidence de la République de Djibouti (le 12 juin), M. Hassan Gouled a été réélu, vendredi 12 juin, avec 84,58 % des suffrages exprimés, le taux d'abstention atteignant 14,88 %. M. Gouled, chef de l'Etat depuis l'accession de l'ancien territoire français des Afars et des Issas à l'indépendance en 1976, a été élu pour un mandat de six ans au cours de la première élection présidentielle au suffrage universel.

Ce résultat est dû, pour une part, au secret de la politique étrangère de président somalien en Ogaden (1978). Djibouti a renforcé sa coopération avec l'Éthiopie.

Cependant, la Corne de l'Afrique semble le théâtre d'un regain de tension. M. Gouled vient d'accuser Addis-Abeba d'avoir lancé deux raids aériens contre deux villes somaliennes qui auraient fait au moins trente morts et cinquante-trois blessés.

● **Fin de la tournée de M. Clark en Afrique australe.** — Le sous-secrétaire d'Etat américain, M. William Clark, a quitté le continent africain, samedi 13 juin, à l'issue d'une tournée qui l'a conduit successivement à Pretoria, Windhoek et Salisbury (le Monde du 12 juin). En Namibie, M. Clark a rencontré les autorités locales, notamment M. Adriaan Venter, président de la D.T.A. (Alliance démocratique de la Turnhalle) et des représentants de la branche interne de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain). Au cours de son escale au Zimbabwe, il a eu un entretien, qu'il a qualifié de « très utile », avec M. Mugabe, premier ministre. M. Clark et sa délégation s'étaient rendus en Afrique australe pour tenter de relancer la négociation sur le conflit namibien. — (A.F.P.)

● **La préparation du sommet de l'O.U.A.** — Le conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'Unité africaine se réunit, ce lundi 15 juin à Nairobi, en session ordinaire, en vue de préparer le sommet annuel de l'organisation panafricaine prévu dans la capitale du Kenya, du 24 au 27 juin. — (A.F.P.)

Israël

**PRÈS DE DIX MILLE SURVIVANTS
DE L'HOLOCAUSTE
SE RÉUNISSENT
POUR LA PREMIÈRE FOIS
À JÉRUSALEM**

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — La réunion mondiale des survivants juifs de l'Holocauste a été inaugurée ce lundi 15 juin à Jérusalem. Près de 5 000 rescapés des camps de la mort, venant de vingt-sept pays différents, devaient rejoindre pendant quatre jours un nombre presque équivalent de survivants aujourd'hui installés en Israël. Une délégation française de 350 personnes conduite par Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, participe à ce rassemblement.

« C'est la première, et sans doute la dernière fois, que les survivants de la chasse aux juifs sous le nazisme ont l'occasion de se rencontrer », nous a déclaré M. Serge Klarsfeld, secrétaire général du comité français créé pour cette manifestation. Selon l'initiateur du projet, M. Ernest Michel, on ne compte plus aujourd'hui que 150 000 déportés encore vivants et leur moyenne d'âge se situe entre soixante et soixante-cinq ans de sorte que, dans quelques années, la réunion deviendra impossible. C'est pourquoi les participants ont voulu « témoigner » devant les nouvelles générations en remettant symboliquement leur « testament » à un groupe de cinq cents fils et filles de déportés au cours des cérémonies de clôture devant le Mur des lamentations.

Un ordinateur et un fichier permettant aux congressistes de retrouver la trace des parents au d'avis. D'autre part, au sommet d'une colline entre Jérusalem et Tel-Aviv sera inauguré le 18 juin par Mme Simone Veil, un monument portant les noms des 80 000 victimes juives du nazisme en France (76 000 déportés, 3 000 internés dans des camps situés en France et 1 000 fusillés). La liste a été composée selon la décision prise dans le « Memorial de la déportation des juifs de France » réalisée par M. Klarsfeld.

FRANCIS CORNU.

POUR JUSTIFIER L'ATTAQUE DE TAMUZ

**M. Begin a attribué à tort
une déclaration menaçante
au président Saddam Hussein**

Le Conseil de sécurité devait reprendre ses travaux ce lundi 15 juin. Samedi, Israël avait refusé de participer à une séance en invoquant le repos du sabbat.

M. Clovis Makoud, représentant de la Ligue arabe à l'O.N.U., a estimé qu'il pourrait y avoir deux résolutions : la première condamnerait Israël tandis que la seconde exposerait les sanctions demandées par les Arabes, notamment la suppression de toute aide économique, militaire et technique qu'Israël pourrait utiliser dans ses opérations militaires. De cette façon, les États-Unis pourraient soutenir le premier texte, même s'ils opposaient leur veto au second.

Le quotidien israélien *Maariv* a précisé dimanche que M. Ezer, secrétaire d'Etat américain avait promis à M. Begin de s'opposer au vote de sanctions mais lui avait demandé en échange des assurances dans le domaine militaire en confirmant la vive désapprobation du président Reagan après le bombardement de Tammuz. Selon *Maariv* : « Israël ne peut plus être considéré comme un ennemi stratégique dans la lutte entre les deux blocs, car il gêne désormais les États-Unis ou l'un des deux ».

L'isolement du premier ministre israélien sur le plan international est encore plus grand depuis qu'on a appris qu'il a commis une « délicate erreur ». En effet, il avait déjà informé personnellement le correspondant de l'agence Reuter qu'il avait parlé à tort d'« installations secrètes » (le Monde du 14-15 juin). Or, dans la même journée, le ministre israélien des affaires étrangères a ordonné à tous ses ambassadeurs de ne plus invoquer l'argument justifiant le raid par une déclaration hostile du président Saddam Hussein, celle-ci lui ayant été attribuée à tort.

M. Begin avait cité à plusieurs reprises une déclaration du chef de l'Etat irakien au journal *Al*

Thawra dans laquelle il rassemblait les Israéliens en leur disant que « le réacteur atomique ne vise que le seul ennemi du monde arabe, Israël ». En fait, M. Saddam Hussein n'a jamais tenu ce propos.

Pour sa part, le président Sadate a souligné dans une interview à l'hebdomadaire *Mayo* que « l'attaque israélienne a porté un grave coup au processus de paix mais ne l'a pas détruit ». Pour le moment, en tout cas, les négociations tripartites (Égypte, Israël, États-Unis) pour la constitution d'une force multinationale dans le Sinaï, qui devaient reprendre ce lundi au Caire, ont été ajournées au 22 juin à la demande d'Israël. De son côté, le Caire a demandé à Jérusalem d'ajourner sine die la visite d'une délégation économique, « en raison de la conjoncture ».

M. Sadate : un grave coup au processus de paix

Alors que M. Philip Habib, émissaire spécial du président Reagan, poursuivait sa mission en se rendant, dimanche, de Beyrouth à Ryad où il s'est entretenu avec le ministre des affaires étrangères, le prince Saoud el Fayçal, M. Begin a relancé le problème des missiles syriens au Liban. Il a affirmé que si l'envoyé américain ne parvenait pas à obtenir leur retrait, Israël serait « contraint d'intervenir ».

La veille, l'aviation syrienne avait abattu un engin de reconnaissance sans pilote : c'est le septième appareil dont Damas annonce la destruction et le quatrième dans la semaine après la perte. Dans le même temps, l'armée syrienne poursuivait ses manœuvres pour se « maintenir en état de combat ». Ce lundi devait ouvrir à Beyrouth la première conférence arabe sur l'énergie nucléaire et son utilisation pour la production d'électricité.

Enfin, M. Pierre Gemayel, chef des P.L.F., libanais, a annoncé dimanche qu'il était prêt à signer une déclaration commune avec les autres factions chrétiennes de Beyrouth sur les relations avec Israël. — (A.F.P., Reuter.)

● **La plupart des cent sept techniciens et ingénieurs français rapatriés d'Irak** à bord d'un avion spécial se sont rendus au bombardement du réacteur nucléaire de Tammuz sont arrivés, dimanche 14 juin, à Orly. Damien Chaussepey, tué lors du raid, devait être inhumé ce lundi à Pérignac, son village d'origine. Son corps avait été rapatrié samedi, et une cérémonie avait eu lieu à l'issue d'un hommage en présence de sa famille, du représentant du Quai d'Orsay et de l'ambassadeur d'Irak.

Iran

**La campagne pour la destitution du président Bani Sadr
semble marquer le pas**

Téhéran (A.F.P.). — La campagne pour la destitution du président Bani Sadr a paru marquer le pas, dimanche 14 juin, ses adversaires se divisant sur la tactique à suivre, alors que Téhéran et plusieurs grandes villes iraniennes étaient le théâtre d'incidents de plus en plus violents entre partisans et adversaires du chef de l'Etat.

Cent vingt députés ont signé une lettre demandant un débat parlementaire sur la « compétence politique » du président, débat qui ne pourrait déboucher que sur la condamnation de M. Bani Sadr et sur sa révocation par l'Assemblée nationale, compte tenu de la position dominante des adversaires du chef de l'Etat à la Chambre. Cependant, le président du Majlis (Parlement), M. Ali Akbar Khatami, a refusé de considérer comme un des principaux adversaires de M. Bani Sadr, à l'opposé, dimanche, à cette lettre une réponse diplomatique, déclarant qu'il devait consulter « les autres dirigeants du Parlement ».

Il s'était rendu la veille chez l'imam Khomeiny, qui avait déclaré : « M. Bani Sadr peut continuer à exercer ses fonctions ». M. Khatami avait même estimé qu'il serait « préférable » que M. Bani Sadr garde son poste, à condition qu'il « obéisse à la loi ».

Le président Bani Sadr, pour sa part, a choisi de garder le silence et d'attendre la suite des événements. Depuis trois jours, il vit quelque part à Téhéran, après

avoir affirmé dans un message au peuple iranien que ses adversaires étaient en train de réaliser un « coup d'Etat rampant » (le Monde du 14-15 juin) et cherchaient non seulement à lui « enlever la présidence », mais même à le tuer. Ses proches collaborateurs et amis semblent eux aussi craindre pour leur vie et leur liberté. Ils ont quitté leurs domiciles respectifs. Les quelques employés qui demeurent dans les locaux de la présidence refusent d'indiquer comment les journaux M. Mohammad Djalali, rédacteur en chef du journal du président, *Révolution islamique*, a été arrêté samedi à Kermanshah.

Dimanche, recevant à Téhéran les chefs des forces armées, l'imam Khomeiny leur a ordonné, selon Radio-Téhéran, de se tenir à l'écart de la politique.

A New-York, un représentant de la secte Beha'i a affirmé que sept de ses dirigeants avaient été exécutés dimanche dans la ville iranienne de Hamadan, portant à quarante le nombre des personnalités de cette confession passées par les armes depuis la chute du chah.

Enfin, le gouvernement koweïtien a protesté samedi contre la violation de son espace aérien par trois avions de chasse iraniens qui survolaient selon un porte-parole gouvernemental ouvert le feu contre un poste frontière, Téhéran a démenti. — (A.F.P., Reuter.)

**Le roi Khaled d'Arabie Saoudite
se déclare « très satisfait »
des entretiens avec M. Mitterrand**

« Le roi Khaled est très satisfait de toutes les explications données par le président Mitterrand, sur tous les problèmes, que ce soit l'Europe, le monde arabe ou le reste du monde, nous partageons le même point de vue. Sa majesté quitte la France pleinement satisfaite. » C'est ce qu'a déclaré le prince Sultan Abdel Aziz, frère du souverain et ministre de la défense et de l'aviation, après les entretiens qui se sont déroulés à l'Élysée samedi 13 juin (le Monde du 14-15 juin).

M. Claude Cheysson a précisé que le « vaste tour d'horizon de la situation internationale et de la politique française avait permis de constater de très larges principes qui inspirent l'Arabie Saoudite comme la France ». Le ministre des relations extérieures a insisté que le président de la République avait réaffirmé au souverain wahabite sa condamnation du raid israélien sur la centrale irakienne de Tammuz. Il a souligné la convergence de leurs rapports au plus haut niveau sur l'O.P.L. la situation au Liban et le statut des Lieux Saints de Jérusalem.

« Nous estimons, a-t-il dit, que le droit du peuple palestinien à s'exprimer au Proche-Orient, ».

Après avoir réaffirmé que les

accords de Camp David, en faveur desquels le président Mitterrand s'est prononcé, étaient une « réalité » qui devait inspirer la recherche d'une solution de paix au Proche-Orient, M. Cheysson a catégoriquement démenti que la question des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite ait été évoquée au cours de l'entretien.

Comme à l'occasion de ces différents points, l'émir Sultan a déclaré que le « président Mitterrand avait exprimé sa satisfaction quant aux efforts de l'Arabie Saoudite en vue de régler la crise libanaise d'une manière qui honore le Liban et le monde arabe ». Il s'est, par ailleurs, félicité de la coopération entre la France et l'Arabie Saoudite, notamment dans le domaine militaire, en soulignant que Ryad « n'arrêtera pas ses achats d'armes sophistiquées à ce pays ».

Il a enfin souligné que la volonté de la France et de l'Arabie Saoudite de poursuivre leurs consultations et renforcer leurs rapports au plus haut niveau a été concrétisée par l'acceptation, par M. Mitterrand, du principe d'une visite officielle en Arabie Saoudite à l'invitation du roi Khaled à une date qui sera fixée ultérieurement.

**si vous voulez
veiller au grain
de la planète
devenez marchand
chez Cargill**

Nous avons tous des ambitions personnelles ; chez certains, elles se doublent d'une conception très élevée de leur métier. Ils ont en eux le refus de la routine, des raisonnements équilibrés, une volonté d'observer à grande échelle l'impact de leurs décisions. C'est à eux que nous nous adressons, parce qu'ils savent, en plus, que leur rôle est de servir, et que leur tâche est de faire prospérer le monde et le challenge chez Cargill. Ils sauront choisir.

Leader du marché agro-alimentaire mondial, nous sommes implantés dans plus de 30 pays. Notre principale activité : acheter, vendre et distribuer les céréales et les oléagineux.

Mais notre rôle est aussi d'aider les autres : industriels de transformation alimentaire, transport, stockage, élevage, semenciers, recherche en agronomie... Car nous poursuivons depuis plus d'un siècle le même objectif : répondre aux besoins alimentaires dans toute leur diversité.

Pour ce faire, il nous faut observer tous les jours ce monde qui bouge.

Un réseau d'information planétaire. Météo, mardi matin, 11 h 30, télécopieur 14.

Front froid descendant du pôle sur le nord du continent américain. Porte du Canada gelée dès demain.

Circulation interne : le rapport des experts de la C.E.E. sur le réajustement des accords en matière de céréales.

Quelques du port de Rotterdam en grève pour une durée limitée ; aucun bateau ne sera déchargé.

Argentine : augmentation des subventions à l'agriculture. Baisse de la charge fiscale ; demande d'abaissement de plusieurs navires céréaliers sur destination Moyen-Orient.

Le prix du maïs a chuté de 4 points aujourd'hui à la bourse des céréales de Chicago.

Dans le domaine des céréales, les causes et les effets s'enchaînent sans fin. Les informations se succèdent au rythme de 10 000 par jour. Nous les redistribuons partout dans le monde, par satellite, aux bureaux du groupe.

C'est lui qui propose un prix, venté tout au long de la journée le cours du blé à la cote de Chicago avant de conclure avec le blé d'une transaction de 100 000 tonnes.

C'est lui qui décide d'être « long » en achetant aujourd'hui du maïs argentin pour le revendre plus tard, ou de se mettre « short » en vendant aujourd'hui du blé français qu'il achètera ultérieurement à un moment où l'estime à plus bas prix.

L'opération qu'il lance porte sur des péniches, des cargos, des trains chargés de céréales. L'offre ou la force qu'il donne au négociant est une signature.

Ce métier peut être le vôtre. Téléchargez-nous pour recevoir, chaque mercredi de 9 h à 19 h, tous les renseignements de nos méthodes de travail et nous discuterons ensemble des possibilités d'emploi.

Nous vous passons : Tél. : 973.55.11

Département recrutement

CARGILL

Leader du marché agro-alimentaire mondial.

9, rue Arago, 75100 St-Germain-en-Laye

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● **LIBÉRATION DE MILITAIRES CHILIENS.** — Le gouvernement de Buenos-Aires a gracié, le samedi 13 juin, quatre cartographes militaires chiliens arrêtés en janvier dernier et accusés d'avoir pénétré illégalement sur son territoire. Intervenant après d'autres échanges de prisonniers et la réouverture, vendredi 12, de la frontière commune, ce geste est généralement interprété comme un nouveau pas vers la normalisation des relations entre l'Argentine et le Chili, divisés par le conflit sur la souveraineté du canal de Beagle. — (Reuter.)

El Salvador

● **LA LOCALITÉ D'ARCATAO,** dans le nord du pays, à proximité de la frontière hondurienne, est assiégée depuis le mercredi 10 juin par la guérilla. Selon des militaires salvadoriens, les guérilleros proviennent d'une des « poches » démantelées à la frontière honduro-salvadorienne et placées sous le contrôle d'une force spéciale de l'O.R.A. — (A.F.P.)

Portugal

● **M. FRANCISCO PINTO BAL-SEMAO,** premier ministre, a été confirmé, le dimanche 14 juin, comme dirigeant du parti social-démocrate (P.S.D.), principal formation de la coalition gouvernementale. M. Pinto Balsemao affrontait depuis plusieurs semaines une sérieuse contestation animée par les proches de l'ex-président Sá Carneiro au sein du P.S.D. et du gouvernement. — (A.F.P.)

R.D.A.

● **LE SCRUTIN LEGISLATIF** pour le renouvellement de la Chambre des députés a été marqué par une participation de 99,21 %, dimanche 14 juin. Les listes uniques présentées par le parti national, qui déclarait le prince Sultan Abdel Aziz, frère du souverain et ministre de la défense et de l'aviation, après les entretiens qui se sont déroulés à l'Élysée samedi 13 juin (le Monde du 14-15 juin).

M. Claude Cheysson a précisé que le « vaste tour d'horizon de la situation internationale et de la politique française avait permis de constater de très larges principes qui inspirent l'Arabie Saoudite comme la France ». Le ministre des relations extérieures a insisté que le président de la République avait réaffirmé au souverain wahabite sa condamnation du raid israélien sur la centrale irakienne de Tammuz. Il a souligné la convergence de leurs rapports au plus haut niveau sur l'O.P.L. la situation au Liban et le statut des Lieux Saints de Jérusalem.

Sénégal

● **LE PREMIER MINISTRE A PARIS.** — M. Habib Thiam, premier ministre sénégalais, est arrivé à Paris, dimanche 14 juin, pour une visite de travail de cinq jours au cours de laquelle il doit remettre à M. Mitterrand un message du président Abdou Diouf. M. Thiam rencontrera également M. Mauroy et aura des

Zaïre

● **DEUX ENFANTS DE NATION-LIVRE BELGE,** âgés de dix et neuf ans, ont été découverts assassinés, dimanche 14 juin, au domicile de leurs parents à Kinshasa, a rapporté l'Agence de Presse (AZAP). Il s'agit de Wim et Kurt Van Hevel. Leurs parents sont portés disparus et les enquêteurs de la police saïroise pensent qu'ils ont été enlevés par les assassins. — (Reuter.)

Zimbabwe

● **APPLUX DE REFUGIÉS DU MOZAMBIQUE.** — Plus de mille deux cents Mozambicains se sont réfugiés en territoire zimbabwéen pour fuir une zone de leur pays, où de « violents combats » opposent les troupes gouvernementales au mouvement de résistance nationale (M.N.R.), a rapporté, samedi 13 juin le *Herald* de Salisbury. Selon le quotidien pro-gouvernemental, les combats se déroulent à l'est de la région frontalière Ophingap qui jouxte le « sanctuaire » du M.N.R., dans la zone montagneuse et isolée d'Espungabera au Mozambique. Un maximum de trois mille membres du mouvement seraient actuellement retranchés dans ce secteur, d'après des sources mozambicaines. Leur activité réduirait plus du banditisme que de la guérilla idéologique.

5523 من لاصم

M. Maurice Faure a trouvé un allié dans l'Union syndicale des magistrats

هكذا من الاول

MÉDECINE

La chirurgie, l'esthétique et l'information

Les chirurgiens plasticiens ont besoin des journalistes. Ils l'ont fait officiellement savoir, tout récemment, par la voix des membres du bureau national de leur syndicat. A cette fin, ils viennent de créer un « bureau de presse » pour être en mesure de fournir aux journalistes médicaux, « en réponse à l'événement », « un commentaire immédiat et documenté ». Ce bureau se propose aussi de donner « rapidement des informations solidement étayées ». Propos sibyllins pour qui ne connaît pas les tensions qui règnent dans le monde de la chirurgie esthétique. Dossier délicat pour qui sait que les rapports troubles se sont tissés entre la chirurgie esthétique et certains médias.

Le fait est qu'autour du Syndicat national des chirurgiens plasticiens, qui groupe environ cent cinquante praticiens, gravitent un certain nombre — impossible à évaluer — de médecins qui, exerçant isolément ou non, ont trouvé dans la chirurgie esthétique une source épisodique ou permanente de revenus importants. C'est pour informer le public que les chirurgiens plasticiens, qui disposent d'une compétence — délivrée par le Conseil national de l'ordre des médecins, viennent de faire appel aux journalistes en mettant en place leur « bureau de presse ». Loin de critiquer systématiquement la compétence technique de certains de leurs confrères, ils insistent sur l'optique particulière dans laquelle ils entendent travailler. « Dans la chirurgie esthétique », expliquent-ils, nous ne privilégions que le premier des deux termes : le soulagement. D'autre part, le danger qu'il y aurait à « démedicaliser » cette activité en créant une « sous-spécialité » particulière « à mi-chemin entre la médecine et la cosmétologie ».

A ce titre, nul doute que leur

initiative est utile et méritoire. Il y a fort à craindre pourtant qu'elle ne parvienne pas, à elle seule, à dissiper l'ambiguïté qui règne dans un domaine qui s'étend de la réparation des brûlures au « lifting », du « remodelage » du nez à « l'effacement des poches sous les yeux » à la correction des graves malformations de l'enfant.

On ne dispose dans ce domaine d'aucune donnée statistique. Qui pratique la chirurgie esthétique ? Où ? De quelle manière ? Avec quel pourcentage de sévérité ? L'ordre des médecins ne s'intéresse guère à tout cela, et la sécurité sociale, qui ne rembourse pas les interventions à visée esthétique, n'est, dans ce domaine, d'aucun secours.

Le seul titre de docteur en médecine, une certaine pratique et des qualifications fantaisistes ouvrent, « sur le terrain », toutes les possibilités. D'autre part, l'absence d'une reconnaissance officielle de cette activité — et de son enseignement — au sein des structures hospitalo-universitaires encourage la naissance de certaines « cliniques » qui n'hésitent jamais à monnayer le rêve. Discipline en pleine mutation, la chirurgie esthétique est pour beaucoup, qu'on le veuille ou non, la « chirurgie du bonheur ». Née de la chirurgie plastique et réparatrice, elle y puise sa technique et son crédit scientifique. Aussi, chercher à donner sur ce sujet des informations fiables, c'est retomber sur terre. C'est dire que ces interventions ne sont jamais anodines, qu'elles comportent des risques et que leur nécessité peut être souvent discutée. C'est aussi, de toute évidence, se couper de certains médias qui, par voie publicitaire ou rédactionnelle, ont tout intérêt, eux aussi, à ce que le rêve soit possible.

JEAN-YVES NAU.

RÉGIONS

DANS UNE CIRCULAIRE AUX PRÉFETS

M. Mauroy commence à desserrer la tutelle administrative des établissements publics régionaux

Avant même que le gouvernement ne dépose un projet de loi sur la décentralisation et la régionalisation, le journal officiel du 14 juin publie une circulaire de M. Pierre Mauroy adressée aux préfets de région et où il est indiqué dans quel esprit ceux-ci doivent, désormais, concevoir leurs rapports avec les assemblées régionales.

Cette circulaire est importante car elle abroge des dispositions qui, antérieurement, freinaient les actions et les initiatives économiques des régions.

M. Mauroy indique, notamment, aux préfets qu'ils ne devront plus s'opposer au vote, par les conseils régionaux, de dépenses de fonctionnement lorsque celles-ci peuvent concourir au développement régional.

D'autre part, les assemblées vont bénéficier davantage de liberté pour embaucher du personnel, qui sera placé, pour l'exercice de sa mission, sous l'autorité directe du président du conseil régional et du président du comité économique et social. Mais les préfets veilleront « à ce que le nombre des agents recrutés n'exécute pas les besoins réels de l'établissement public régional ».

Le gouvernement annonce, en outre, que dans la réforme que votera le Parlement, ce sera, désormais, le président du conseil régional et non plus le préfet qui convoquera l'assemblée et arrêtera l'ordre du jour des travaux des sessions.

Bien sûr, le préfet continuera à veiller à ce que les délibérations du conseil régional soient prises « dans une procédure régulière » et que les actions décidées par ces assemblées aient bien un caractère collectif et un intérêt régional direct.

M. Mauroy, enfin, fait savoir aux préfets que cette circulaire

annule toutes les instructions précédentes contraires, notamment la circulaire de M. Barre en date du 13 février 1981, sur le fonctionnement et les compétences des régions et celle du ministre de l'Intérieur, du 13 mars 1981, relative, celle-ci, aux moyens en personnel des régions. Le premier ministre conclut en annonçant aux préfets que de nouvelles instructions leur seront prochainement notifiées concernant le rôle des assemblées régionales dans la préparation et l'exécution du Plan ainsi que dans la régionalisation du budget de l'Etat.

L'AVENIR DES ASSOCIATIONS.

Donner le pouvoir qu'elles méritent aux associations et conserver l'esprit du bénévolat ont été les deux principales conclusions du premier congrès national de la vie associative — qui vient d'être organisé à Paris par les étudiants de l'Institut supérieur de gestion — et qui a réuni les représentants de plusieurs centaines d'associations.

Les discussions ont montré que trop souvent les associations cherchent en priorité à se faire « agréer » par les ministères afin de bénéficier de subventions et d'informations. « Il faut agir d'abord et demander les subventions ensuite », a déclaré un délégué. Le gouvernement envisage de donner à l'« élu social » un statut comparable à celui du délégué syndical. Les représentants des associations ont exprimé la crainte de voir ainsi disparaître les bénévoles au profit de « semi-professionnels » de la vie associative. Les délégués se sont accordés, en tout cas, pour cet « élu social » qui pourrait bénéficier de « crédits d'heures », n'accepte pas de rémunérations supplémentaires pour ses activités associatives.

ÉDUCATION

RÉUNIS A LISBONNE

Les ministres européens insistent sur la nécessité de renforcer l'éducation préscolaire

Lisbonne. — La deuxième conférence des ministres européens de l'éducation, récemment réunie à Lisbonne, a consacré ses travaux à « l'éducation des enfants de trois ans à huit ans » (« le Monde » daté 7-8 juin). Les ministres et hauts fonctionnaires, représentant les pays du Conseil de l'Europe se sont intéressés aux questions relevant de l'organisation de l'enseignement, en particulier préscolaire : âge des élèves et taux de fréquentation des écoles

De notre envoyée spéciale

L'éducation des enfants de trois à huit ans est un thème « essentiellement politique », a déclaré M. Franz Karasek, secrétaire général du Conseil de l'Europe, en ouvrant les débats. Dans les pays du sud de l'Europe, a-t-il expliqué, « les besoins d'éducation préscolaire constituent un problème social et politique urgent. Dans les pays du nord, plus industrialisés, où l'éducation préscolaire est une tradition ancienne (...), la situation a changé et exige maintenant un nouvel examen ».

En même temps qu'ils sont confrontés à des difficultés économiques qui leur imposent des choix contraignants, les gouvernements doivent faire face à une demande quantitative et à une exigence qualitative accrues de la part des parents au sujet de la période scolaire facultative. Les délégués présents à Lisbonne ont tous reconnu la « nécessité urgente de renforcer l'éducation préscolaire » qui répond, selon eux, à une multitude de besoins. L'activité professionnelle des femmes — et donc la demande sociale de garde des petits — la prise de conscience de l'importance de la prime enfance, la reconnaissance de la valeur éducative de l'école maternelle et son rôle en faveur de l'égalisation des chances sont autant de raisons de l'évolution de la préscolarisation.

Mais d'un pays à l'autre, cette évolution varie dans des proportions considérables. En dix ans (de 1970 à 1980), la scolarisation des enfants de trois à six ans est passée, par exemple, de 24 % à 88 % au Portugal, de 16 % à 25 % en Finlande. Tandis qu'à

l'autre bout de la courbe la Belgique, la France et les Pays-Bas dépassaient largement les 90 %. Il ne faudrait pas pour autant se laisser prendre au jeu des statistiques. Le rapport préparé à l'occasion de la conférence de Lisbonne par M. Willem Van der Eyken, chercheur à l'université de Bristol (Grande-Bretagne), souligne que « le niveau des dépenses consacrées aux jeunes enfants est assez faible, dans l'absolu, dans la plupart des Etats membres (...). Bien qu'une place dans une école maternelle ne coûte pas plus cher qu'une place dans l'enseignement primaire (...), les ressources consacrées à l'éducation des jeunes enfants sont tout à fait insuffisantes dans un système préscolaire bien développé, n'ont représenté qu'environ un tiers de celles consacrées à l'enseignement primaire ».

D'autre part, au-delà de la diversité de situation entre les Etats, le rapport constate que « c'est surtout à l'intérieur des pays que les différences sont les plus marquées ». Le résultat de l'absence d'une conception de base cohérente est que, dans de nombreux pays, les services préscolaires sont tout à fait inadéquats en ce sens qu'ils ne peuvent accueillir tous les enfants du groupe d'âge considéré, et non uniformément répartis, de sorte que, loin de constituer une aide pour les plus défavorisés, ils peuvent en fait contribuer au processus d'inégalité sociale ».

Ne serait-il pas souhaitable, dans ces conditions — où moins dans les pays à fort taux de pré-

maternelles, mode de financement, participation des parents, continuité entre école maternelle et élémentaire, formation des enseignants... L'âge de l'obligation scolaire, dont certains pays préconisent l'abaissement, a suscité une discussion animée ; mais la résolution adoptée à l'issue de la conférence a, bien entendu, abouti à un compromis tenant compte de la diversité des pays membres qui ne comptent pas moins de vingt millions d'enfants de trois ans à huit ans.

scolarisation — de généraliser l'enseignement précoce, en abaissant progressivement l'âge du début de l'obligation scolaire ? Cette proposition, avancée par des représentants de pays de l'Europe du Nord a suscité un débat animé. Le délégué de l'Allemagne fédérale, en particulier, a vivement combattu ce projet. Dans son pays — où 95 % des enfants de cinq ans sont scolarisés — la plupart des jardins d'enfants sont des institutions privées dont les subventions proviennent de divers horizons (églises, associations...). C'est une situation difficilement compatible avec la notion d'obligation. Le délégué allemand a, d'autre part, estimé qu'un collègue espagnol, insisté sur la primauté de l'éducation dans la famille, l'école maternelle ayant, entre autres, un rôle de « substitution » ou d'« assistance ».

Ce sont les représentants belges et hollandais qui ont plaidé avec le plus d'ardeur pour la prolongation « vers le bas » de la scolarité obligatoire. En Belgique, les enfants de cinq ans devraient être soumis à l'obligation scolaire en maternelle à partir de 1982. Aux Pays-Bas, une loi récente a mis en œuvre une « école de base » qui devrait, d'ici à 1983, accueillir tous les enfants de quatre à douze ans. Mais « il faudra », a précisé le représentant néerlandais, tout mettre en œuvre pour garantir le maintien des méthodes de travail de l'enseignement préscolaire. Le risque est que l'approche traditionnelle de l'enseignement primaire, axé sur l'assimilation de connaissances, prédomine ».

Éducation des parents

Cette question de la transition entre les deux types d'enseignement était incluse dans le thème des débats. Entre trois et huit ans, en effet, on passe progressivement de la condition d'enfant à celle d'élève. Or, ce passage est trop souvent vécu comme une rupture brutale qui peut être préjudiciable à la suite de la scolarité. L'avis des différents ministres est proche de la déclaration faite à ce propos par le représentant français qui insistait sur la « nécessaire continuité entre l'école maternelle et l'école élémentaire ». L'effort, a-t-il expliqué, « doit porter à la fois sur les deux types d'enseignement. La grande classe des maternelles doit être dotée de certaines contraintes, tandis que les premières années de l'école élémentaire doivent être structurées de façon à ce qu'elles puissent, sans jamais aboutir à restreindre la curiosité de l'enfant, son imagination, le goût de la création qui doivent être développés ».

Certains ont insisté sur le rôle — et donc la formation et le statut — des enseignants dans la continuité éducative tandis que d'autres ont déploré le dégroupage des apprentissages par tranches d'âge. La Norvège, pour sa part, expérimente une formule originale d'intégration du système d'éducation des enfants de quatre à neuf ans. Les connaissances se transmettent des plus âgés aux plus jeunes, les tendances à la compétition disparaissent, le groupe protège les plus petits, et ce projet, selon la représentante du gouvernement norvégien, « offre plus de possibilités pédagogiques ». Mais il suppose aussi que les parents y aient leur place.

La participation de ces derniers à l'école maternelle a d'ailleurs été soulignée — certes avec des nuances — par tous les délégués qui y voient un élément de la réussite scolaire. Certains préconisent pour y parvenir une éducation des parents (des expériences positives existent d'ailleurs en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas notamment). D'autres, une formation des enseignants à la coopération avec les familles. La résolution adoptée par les ministres souhaite une participation des parents « à tous les aspects du préscolaire, par exemple grâce à un assouplissement des horaires de travail et à l'ajustement des heures de classe et des heures locales de travail ».

C'est là un choix éducatif raisonnable. Mais il dépasse, et de loin, les prérogatives et les budgets des seuls ministres de l'éducation.

CATHERINE ARDITTI.

● M. Jacques Demarzi a été réélu président de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement public (F.N.A.P.E.P.) lors du congrès de la Fédération à La FNAPEP, surtout implantée dans l'enseignement technique, s'oppose à tout nouveau projet de réforme, « qui ne pourrait que nuire à l'équilibre des enfants ». Mais elle demande l'application progressive de la réforme de 1976, présentée par M. René Haby.

L'ANGLAIS PREMIÈRE LANGUE ÉTEND SA DOMINATION

L'allemand et le russe en baisse, l'anglais et l'espagnol en hausse : tel est, sommairement résumé, l'état de l'enseignement des langues vivantes en France. Pour reprendre les clichés habituellement colportés dans les établissements scolaires, on semble délaisser l'étude des langues réputées « difficiles » (allemand, russe) au profit des langues considérées comme « faciles » (anglais, espagnol) et en même temps « utiles », puisque l'Italien se maintient tout juste. C'est, en tout cas, ce qui ressort des dernières statistiques publiées par le ministère de l'éducation.

Les chiffres sont accablants : 83,4 % des collégiens français choisissent l'anglais comme première langue (81,1 % en 1979). La politique de diversification semble chaque jour plus inopérante, puisque, toutes séries et classes confondues, le nombre d'élèves étudiant l'anglais dans l'enseignement secondaire continue d'augmenter (de 64 % en 1969-1970 à plus de 67 % en 1980-1981).

Parallèlement, le nombre d'élèves étudiant l'allemand décline régulièrement (de 21 % en 1969-1970 à moins de 2 % cette année).

L'espagnol, étudié par 11,4 % des élèves en 1969-1970, atteint cette année 12 %, soit une progression lente mais régulière. L'Italien se maintient, mais à un niveau très bas (moins de 2 % des élèves) et le russe se tasse encore (21 790 élèves cette année contre 21 995 l'an dernier). Le pourcentage de cette dernière langue, très faible (0,4 %), ne varie pas, mais la tendance est tout de même à la baisse. L'espagnol s'impose de plus en plus comme deuxième langue. Il passe de 38,8 % en 1979 à 42,8 % cette année.

Les statistiques du ministère font apparaître aussi les chiffres concernant l'étude des langues régionales — obligatoire ou facultative — pratiquée dans le cadre scolaire. Au total, le nombre d'élèves étudiant une langue régionale dans leur programme scolaire s'élève à 17 104 (16 247). Le tassement enregistré affecte surtout le breton (de 3 348 à 2 931), le catalan (de 1 527 à 1 300) et, l'occitan (de 10 363 à 9 776). En revanche, le basque et le corse sont en progression, avec respectivement 1 415 élèves (contre 1 225 l'an dernier) et 825 élèves (contre 601). Ces chiffres n'incluent pas les élèves qui étudient une langue régionale hors programme, même au sein de leur établissement scolaire de second degré.

ROGER CANS.

● Un collectif pour la défense de la préformation et de la formation professionnelle des jeunes, regroupant plusieurs organisations (Carrefour — Information, l'Ecole des parents et des éducateurs, Retraivaller, l'Union française civique et sociale, et l'université Paris VII, département éducation permanente), vient de se constituer à Paris. Le collectif a fait le point sur la formation des jeunes en présence des représentants des ministères concernés. Il demande l'augmentation des moyens techniques et financiers pour la formation et la préformation professionnelle des femmes.

(*) Renseignements auprès de l'U.F.C.S., 4, rue Béranger, 75003 Paris. Tél. : 32-10-18.

ENVIRONNEMENT

Les représentants des militants antinudéaires demandent au gouvernement de préciser sa politique

Les antinudéaires sont inquiets. Ils se demandent si les promesses faites par le chef de l'Etat seront tenues, et de quelle manière. Les comités de sept sites nucléaires — Cattenom (Moselle), Nogent-sur-Seine (Aube), Chooz (Ardennes), Belleville-sur-Loire (Cher), Le Pellerin (Loire-Atlantique), Penly (Seine-Maritime) et Golfech (Tarn-et-Garonne) ont effectué une démarche auprès du secrétaire d'Etat à l'énergie.

Ils ont demandé des assurances « sur l'abrogation des décrets d'utilité publique et sur les mesures immédiates envisagées pour l'arrêt des travaux déjà engagés ». Une réponse devrait leur être fournie avant la fin de la semaine.

Faits et projets

LES COMMUNES ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE.

La librairie générale de droit et de jurisprudence vient d'écrire une thèse de doctorat d'Etat soutenue il y a deux ans mais qui prend, dans la perspective des réformes envisagées par le nouveau gouvernement, une grande actualité.

M. Jean-Claude Némery, maître-assistant à la faculté de droit et de sciences économiques à l'université de Reims, a étudié l'évolution de « la liberté des communes dans l'aménagement du territoire ». Titre quelque peu abstrait qui recouvre en fait les résultats d'une série d'enquêtes, de reportages, d'entretiens menés sur le terrain auprès des responsables locaux et dont les conclusions méritent d'être reprises et développées.

La thèse de M. Némery peut être résumée ainsi : la politique d'aménagement du territoire a conduit l'Etat à renforcer son contrôle sur les communes mais, en même temps, a poussé celles-ci à s'intéresser à des questions de développement économique qu'elles ignoraient jusqu'à présent. Or, on s'aperçoit que

les communes rurales en particulier, ont montré dans un tel climat une remarquable capacité « à expérimenter et à innover ». C'est ce fonds qu'il s'agit d'exploiter en relançant une large politique de décentralisation.

400 pages. Environ 350 F. L.G.D.J., 24, rue Soufflot, 75005 Paris.

CONTRE LES BATEAUX-VENTOUSES.

M. Alain Bombard, secrétaire d'Etat à l'environnement, a déclaré, le 13 juin, à Antibes, que « la taxation des bateaux de plaisance devrait viser beaucoup plus les « bateaux-ventouses » que ceux qui dépassent un certain tonnage ».

M. Bombard participait à l'assemblée générale de l'Union régionale du Sud-Est pour la sauvegarde de l'environnement. « Il est humain de vouloir profiter de la mer en y naviguant. Les bateaux qui sortent sont des bateaux dont les propriétaires éprouvent un amour et un désir de liberté », a-t-il déclaré. « et il ne faut pas freiner ce désir de liberté. Il faut, au contraire, taxer au maximum les bateaux-ventouses, ceux qui forcent à construire de nouveaux ports ».

Tous les vendredis
« Fonctions
Commerciales »
La rubrique d'offres
d'emploi pour les
nouveaux vendeurs.

5521 من ١٤٨٥

DUR-DUR
Gillette GII

L'enthousiasme bastiais étouffe (2-1) l'organisation stéphanoise

GAGNY CHAMPION DE FRANCE

Cinquième victoire au Mans de Jacky Ickx

Boire au Mans de Jacky Ickx

Les résultats

Cyclisme

Jeu à XIII

Rugby

lection du
à 15, di-
1.10.1978

Demi-finales
McEnroe (E-U.) bat Teacher
Sadri (E-U.), 7-5, 6-3,
(E-U.), 6-3, 6-4; Gottfried (E-U.) b
Finales
McEnroe bat Gottfried, 7-6, 7-5
TOURNOI DE BRUXELLES
(\$9 000 dollars).
Ostaja (Youg.), bat Ycaza (Eq.),
4-6, 6-4, 7-5.

Le Finlandais Kosti Laasonen est devenu champion du monde le 13 juin à Punta Ala (Toscane) avec 2 541 points, devant les Américains Darrel Pace (2 540) et Richard McKinstry (2 538). Le titre féminin est revenu à la Soviétique Natalia Boutousova (2 514 points) devant la Polonaise Alicja Ciskowska (2 498) et l'Autrichienne Marilyn Rumley (2 488).

le grand livre du football

Jacques Thibert et Gérard Ernault ont publié récemment chez CALMANN - LEVY, le grand tirage du football. Ce superbe album, magistralement illustré, est une somme unique de faits et de palmarès. Il apportera au lecteur une connaissance profonde, vivante et vraiment originale du football. Cet ouvrage, par son approche thématique des problèmes, éclaire le sport roi d'une lumière inédite et passionnante.

UN CADEAU IDÉAL
POUR LA FÊTE DES PÈRES

McGraw-Hill

1. 2.

La première lame coupe le poil et le tire.

La deuxième lame peut le recouper avant qu'il ne se rétracte.

DUR-DUR AVEC LES POILS.

Doux doux avec la peau!

Gillette® GII

2 lames c'est mieux qu'une.

هكذا من الاحل

Le Monde

culture

MUSIQUE

Le concours Jacques-Thibaud

(Suite de la première page.)

On en oubliait sa sonorité parfois un peu ingrate, quelques notes pas très nettes et, à l'épreuve de l'écrit, une Sonate de Debussy bien fade. Mais cette fille d'émigrés ukrainiens, élève entre autres de Zino Francescatti, semble avoir un bel avenir.

Domage tout de même pour Olivier Charlier, élève de Jean Fournier, Pierre Douchan et Jean Hubeau (en musique de chambre), un gaillard fin et solide, de belle allure sous une abondante toison sombre, qui méritait bien, lui aussi, la récompense européenne pour sa brillante technique, sa sonorité pleine de richesses frémisantes et sa jeune intelligence des textes. Seul peut-être il a su dénouer les secrets du Capriccio, d'Ivar Goltsovsky (page écrite pour le concours, qui met habilement en valeur les qualités d'un violoniste), et son interprétation de la Sonate de Debussy a paru bien plus subtile et raffinée : il flamboyait vraiment dans la Symphonie espagnole de Lalo, même si une fois ou l'autre la sympathique véhémence de ses attaques a créé quelque distorsion dans son jeu plein d'élégance et de charme.

D'un imposant bataillon de Japonais ont émergé deux finalistes (Jesus du Conservatoire de Paris), Yuriko Naganuma (vingt-quatre ans), excellente styliste mais sans grande originalité, et Yumino Toyoda (dix-huit

ans), à la technique solide, mais dont le Concerto de Brahms et la Première Sonate de Faure dépassaient de toute évidence la maturité : est-ce à la présence de son père (de toute manière inexorable) dans le jury qu'il doit son rang flatteur ? On le regrette pour Cristina Anghelescu (vingt ans), une fine Roumaine au visage de pastel, d'un lyrisme un peu fragile mais assez scintillant, et pour le Français Charles-André Linaïe (vingt-trois ans), dont la très pure sonorité, le style juste et le phrasé profond méritaient mieux, même si ce garçon sage n'a pas tout à fait l'étoffe et le tempérament d'un grand soliste.

Malgré l'absence des Russes, des Allemands, des Anglais, des Tchèques et des Hongrois, ce concours est apparu bien plus brillant que celui d'il y a deux ans, tant par le nombre (quarante-trois contre dix) que par la qualité des candidats, fort bien accompagnés cette fois par l'orchestre Pasdeloup, que dirigeait Gérard Devos.

JACQUES LONCHAMPT.

PALEMBANG. — Grand Prix : Nina Bodnar-Horten (Etats-Unis) ; 2^e prix : Olivier Charlier (France) ; 3^e prix : Yuriko Naganuma (Japon) ; 4^e prix : Yumino Toyoda (Japon) ; 5^e prix : Cristina Anghelescu (Roumanie) ; 6^e prix : Charles-André Linaïe (France). Prix d'interprétation de la musique contemporaine : O. Charlier.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE DE PARIS

DANSE (femmes). — Premier prix : Géraldine Testut, Corinne Landowski, Nathalie Bay, Pascale Paye. Deuxième prix : Anna Clachet, Roxana Uchio, Mathilde Balm. **DANSE (hommes).** — Premier prix : Yannick Esquieu, Guillaume Gratier, Jean Laban. Deuxième prix : Thierry Allard. **DIRECTEURS.** — Premier prix : Philippe Cambréling. Deuxième prix : Emmanuel Joli. **TRICOMPOS.** — Premier prix : Gilbert Gonnais, Dominique Seron. Deuxième prix : Bernard Pedy. **TUBA.** — Premier prix : Hervé Toudi. Deuxième prix : Bernard Liemard, Gilles Lutzmann. **SAKHOBN.** — Premier prix : André Gilbert.

Pour la première fois

DUCHASSIE - LODEON

BRAMMS - CHOPIN - FAURE

THÉÂTRE CASINO D'ENGHIEN

Vend. 19 JUIN 1981, 20 h 30

Location ROYAL TOURISME, 10, r. Royale, Paris - Tél. 260-31-84.

QUINTETTE PATHE

IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI

Un film de GUY DEBORD

MERCREDI

LE GUEPIOT



un film de JOSKA FILIPSY

d'après le roman de VIVIANE VILLAMONT

JULIETTE MILLS ANNE BERTIN

Production Delphic Cinéma

Éditions S. 1981

CINÉMA

« Viva la muerte » un film poème

Dix ans après sa sortie, Viva la muerte, le premier film d'Arrabal, reparsit-il avait été interdit (motif invoqué, la violence des images), puis autorisé par M. Jacques Dubamel, et avait ouvert la Semaine de la critique au Festival de Cannes.

Ce qui a gêné, ce n'est pas la violence des images — la violence montrée, — mais celle — souterraine — d'un amour éperdu. Viva la muerte est le parallèle cinématographique du premier roman d'Arrabal, Basil Babyfano, autobiographie iréaliste. Arrabal n'a jamais dit, jamais crié autre chose que la souffrance blasphematoire, que la candeur cruelle de l'enfance ? Arrabal a mal à son enfance, confondue avec une Espagne dont il a été arraché, en partie inventée. Il a mal à la disparition de son père — arrêté par les franquistes, — mal au visage trop aimé de sa mère (splendide Nuria Espert), mal à la guerre, aux poètes cassés, aux libertés interdites... Il traduit en images flamboyantes les brûlures de la tendresse sans frein, bédouille et mauvaise, la vie tout entière, or et boue.

Les images de poète et une chanson lointaine ont couru et courront encore les mémoires, flûtes de bois et voix cristallines. Ce sont des voix d'enfants nordiques, une compagne aux paroles étrangères, qui chante la magie sans frontière de l'innocence.

COLETTE GODARD.

NOTES

Photo

Deux Japonais

Kinco Kuvahara (exposé chez Cécilia aux côtés des photos fascinantes et presque mortes de Wilhelm Mörz et Robert Szelesky) est un photographe vivant, qui ne tourne pas le dos à l'histoire, et qui prend sa matière dans la vie courante, l'interaction, la scène de rue, avec un sens indéfectible du mouvement, de l'espace, de la dynamique des groupes humains.

L'objet et le cadre des photos de Jun Shirakawa, exposées chez les Texbraun, sont ceux de la photographie traditionnelle, mais filtrés par une vue déclinante, qui voit le noir partout, ou par une vue trop vierge, qui ne peut emmagasiner que de très faibles et très rares impressions à la fois. Quand on entre dans cette galerie, on croit d'abord ne voir que des rectangles noirs, densés, ou des étendues blanches, très pures. Mais si on les scrute au près, des paysages apparaissent, des fenêtres, des camions, des monuments, on joue le jeu de ces exercices maniérés.

— B. G.
* Cécilia, 44, rue Quincampoix, Paris-4.
* Texbraun, 12, rue Mazarine, Paris-6.

« Espaces » à la B.N.

Encore une exposition de groupe. Six jeunes talents (Boudinet, Johnson, Joyce, Kitzberg, Salven, Weiswacht) font, encore, une bonne exposition. — B. G.
* 4, rue Louvois, Paris-2^e.

M. Pierre Vandermersch, président du Syndicat national des antiquaires depuis 1965, vient de présenter sa démission. Le nouveau président élu est M. Philippe Brune, secrétaire général du syndicat depuis 1976. M. Pierre Vandermersch est désormais président d'honneur.

Théâtre

« Incendie au sous-sol » au Festival du Marais

Deux jeunes maris sont interrompus en pleines galipettes par une secousse de pompier pour le moins bizarre. Sous prétexte d'éteindre un incendie imaginaire, ils se conduisent en cavaliers, dressent l'inventaire d'objets inexistants en vue d'acquiescer l'assurance, interrogent, menacent, proposent des arrangements douteux.

La femme résiste, le mari accepte de collaborer. Les pompiers s'en vont, mais, à leur départ, on entend bien qu'ils rôdent. Sous-ils des voleurs, ou représentent-ils l'autorité légale ? Quelle différence puisque c'est la même brutalité, la même hypocrisie bonhomme, la même manière de dominer par la peur et l'humiliation.

C'est sous forme de pochade satirique que Pavel Kohut a écrit cette fable très claire, pas vraiment conventionnelle. Partant d'un postulat improbable, elle exerce des séductions d'autant plus artificielles que la mise en scène de José Valverde insiste sur le sens politique, en souligne le côté manichéen. On attendait plus de subtilité, d'ambiguïté. Si on ne savait pas que Pavel Kohut est un écrivain tchèque déchu de sa

nationalité, on ne verrait là que deux guignols tabassés par des matamores. — C. G.
* Festival du Marais, Marais, 20 h 30.

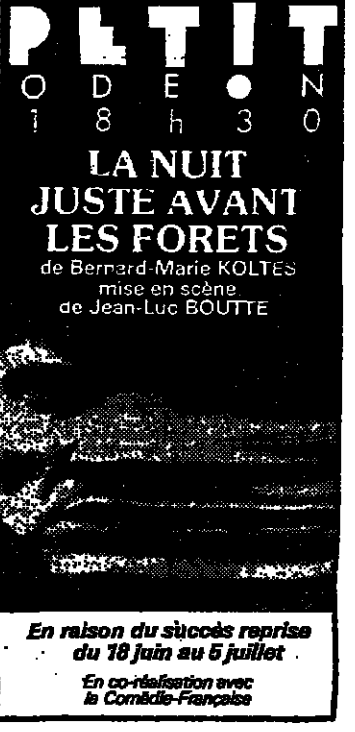
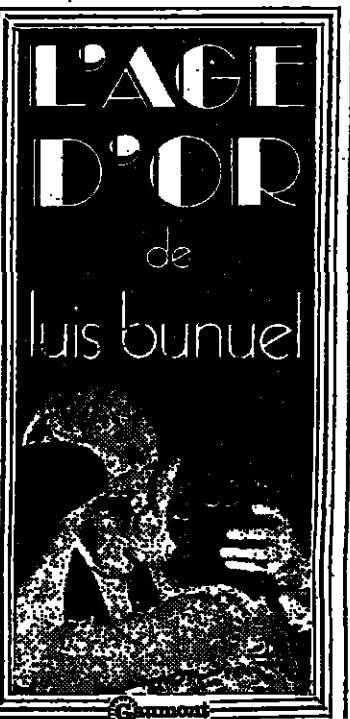
Ventes

Plus de 8 millions de francs pour un manuscrit allemand

Le très rare manuscrit sacramentaire d'Octobren, du douzième siècle provenant de la bibliothèque universitaire américaine John Carter Brown, de Providence, à Rhode-Island, a été vendu aux enchères, lundi 18 mai, chez Sotheby's, à Londres, pour la somme de 700 000 livres, soit plus de 8 millions de francs, à un marchand de New-York. C'est le prix le plus élevé jamais payé pour un ouvrage enluminé européen.

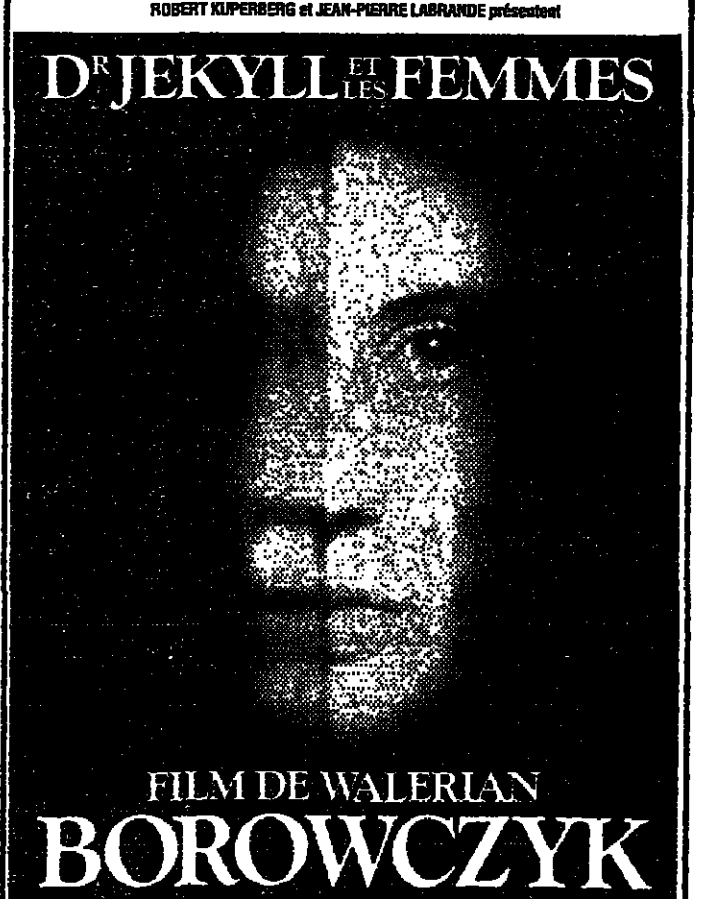
Ce manuscrit, qui fut écrit et enluminé à la grande abbaye bénédictine d'Octobren, près d'Augsbourg, était l'un des dix-neuf livres du Moyen Âge et de la Renaissance provenant de la bibliothèque Carter-Brown dont la vente a réalisé un total de plus de 13 millions de francs.

MERCREDI

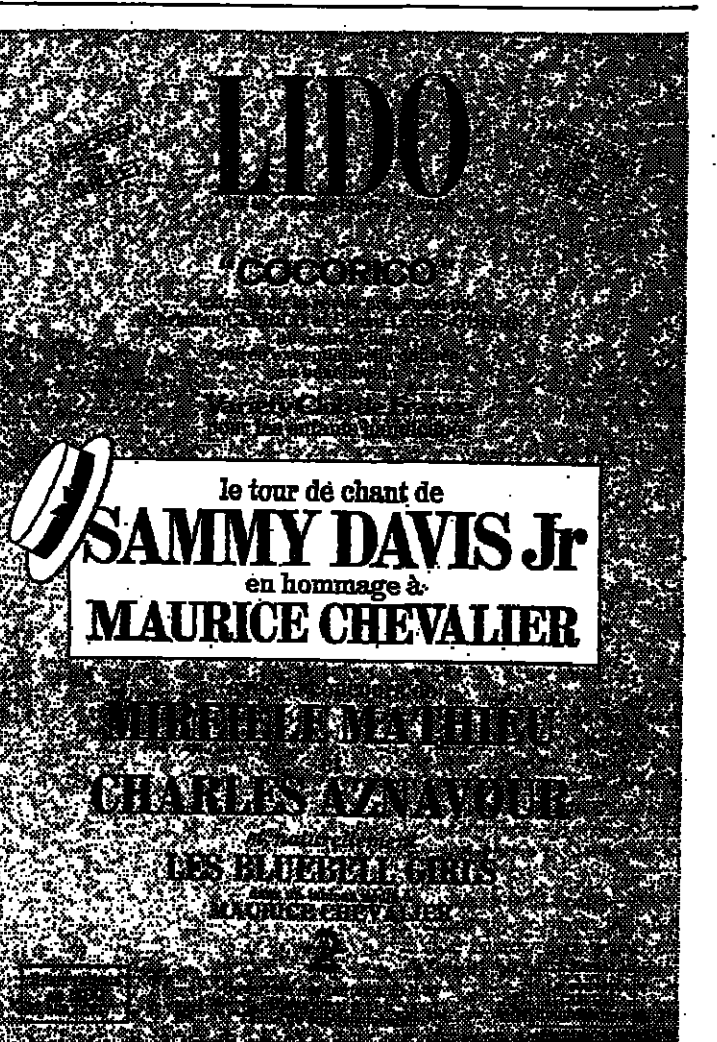


« VOUS AVEZ DIT REFUGIÉS... OU LA DÉRIVE DES CONTINENTS » Texte dit par MARINA VLADY
SELECTION OFFICIELLE DU
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME
Deux projections exceptionnelles
les LUNDI 15 et MARDI 16 JUIN 1981, à 18 heures
au STUDIO SAINT-SÉVERIN
12, RUE SAINT-SÉVERIN, PARIS 5^e - Métro : SAINT-MICHEL
Le film sera suivi d'une animation musicale avec
LOS GUARANIS
et d'un débat avec les Réfugiés et le Réalisateur.

MERCREDI



FILM DE WALERIAN BOROWCZYK
dans Dr JEKYLL et les FEMMES (The Strange case of Dr JEKYLL and Mrs OSBOURNE)
un film de WALERIAN BOROWCZYK
avec PATRICK MAGEE • GÉRARD ZALINSKY • HUBERT VERNON • CLÉMENT HARRARI
INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS



le tour de chant de
SAMMY DAVIS Jr
en hommage à
MAURICE CHEVALIER
CHARLES AZNAVOUR
LES MAJESTÉS REINES
MONIQUE CHIFFOLEAU

مركز من لاصح

	la ligne	la ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	85,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	37,00	43,52
OFFRES D'EMPLOI	10,00	11,76
DEMANDES D'EMPLOI	28,00	32,93
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



Directeur des Ventes Bureautique DOUALA

STRAFOR CAMEROUN, filiale du Groupe des Forges de Strasbourg, réalise avec environ 80 personnes un C. A. de près de 2 milliards de francs C.F.A.

Nous cherchons un département bureautique et représentons la vente et la maintenance des machines à écrire IBM ainsi que la représentation exclusive d'autres Sociétés de notoriété mondiale.

Vous avez :
- 35 ans environ, une formation générale axée sur le commercial, une expérience concluante de la vente et de l'encadrement, de préférence dans le domaine des machines de bureaux, des connaissances en informatique ou électronique.

Nous offrons :
- le statut expatrié avec voiture et logement de fonction,
- une rémunération importante qui tiendra compte des résultats obtenus,
- 2 mois de vacances chaque année avec retour en France payé.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 81540 M. Elle sera étudiée confidentiellement par Michel BARREY qui vous contactera rapidement.

centor

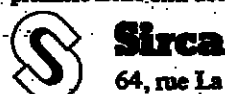
13 bis, rue Henri Mounier
75008 PARIS
Tél : 286.15.53

Finances au grand soleil du Brésil

Vous n'allez plus chaque matin penser à vos prochains impôts au milieu des embouteillages du périphérique ! Vous rêvez du Brésil, de soleil, de liberté, d'initiatives, de grands espaces ! Alors, allez à Sao Paulo. Au bout d'un mois, vous, votre femme et vos enfants parlerez la langue.

Adjoint du Directeur Financier d'une des plus grosses sociétés du Brésil, vous aurez en charge les problèmes de financement, de trésorerie, de change, d'acquisition, de ventes, de fusion de sociétés. Oui, tout cela. A vous la décision, le risque, la rapidité, les cours officiels et les autres, l'appréciation des partenaires. Au diable les lentes procédures de votre banque d'affaires française ou du service financier de votre grand groupe international. Vous avez acquis les techniques fondamentales et l'expérience de votre job. Vous parlez l'anglais, si utile avec les banquiers internationaux. Vos supérieurs sont intelligents, en pleine forme, mais vous n'allez pas attendre leur départ en retraite ?

Evidemment, votre saine ambition ne suffit pas et nous essaierons d'apprécier votre potentiel de dirigeant. Faut-il ajouter que vous bénéficierez de tous les avantages et garanties de l'expatrié français et qu'au terme de quatre à six ans de Brésil, vous pourrez accéder à un poste de direction dans le groupe français dont dépend cette filiale Brésilienne. Quel salaire ? Pas moins de problèmes familiaux. Parmi vos cinquante collègues français, votre épouse trouvera bien quelques relations intéressantes qui l'introduiront à la vie de Sao Paulo. Conclusion : une première lettre bien documentée aux conseils en recrutement de Sircas sous la référence 813 583M.



Sircas
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC



emplois régionaux

Dans le cadre du développement de son service informatique, une importante Société régionale recherche

2 ANALYSTES ORGANIQUES de formation IUT, FPA ou équivalent

Ils auront acquis une première expérience de la programmation (au moins 3 ans). Animateurs de leur équipe, ils conduiront des projets de développement ou de maintenance d'applications bancaires.

Ces postes en création peuvent également convenir à des débutants de formation MIAGE ou INGENIEUR INFORMATICIEN. (Réf. 1061 M)

2 PROGRAMMEURS IUT, FPA ou équivalent

Débutants ou possédant un début d'expérience, ils interviendront sur des applications bancaires et comptables réparties sur du matériel IBM 370/4341. Une bonne adaptabilité à des travaux variés et le goût du travail en équipe seront les principaux atouts de leur réussite. (Réf. 1062 M)

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + photo en précisant la référence du poste choisi à Olivier PLESSE.

CEIP 35 Conseil d'entreprises
20, rue de Brest 35000 RENNES
qui vous garantira discrétion et réponse.



à RENNES

**GROUPE A VOCATION INTERNATIONALE
SPECIALISE DANS LA REALISATION
de GRANDES OPERATIONS D'AMENAGEMENT**

recherche
pour ses activités de développement
en Allemagne Fédérale et en Espagne

2 responsables de projets

Missions :
- Assurer la responsabilité totale ou la coordination générale d'une opération immobilière sous tous ses aspects : architectural, technique, commercial, publicitaire, juridique, financier;
- Participer à la création de la filiale étrangère (Allemagne);
- Recherche, initiation, négociation, montage d'affaires nouvelles.

Profil :
- Parfaitement bilingue français-allemand ou français-espagnol;
- Formation supérieure (IEP, ETP, HEC, Sc. Po - Ing. Grad. ou équivalent espagnol);
- 35 ans minimum;
- Expérience confirmée des contacts et de la négociation;
- Réelle capacité d'organisation et de synthèse;
- Grande disponibilité (ce poste implique d'habiter 2 ou 3 ans dans les pays concernés et de fréquents déplacements en France).

Ces postes qui offrent de réelles perspectives d'avenir dans le Groupe, conviennent à des candidats très ambitieux et désireux de faire une carrière importante.

Adressez CV détaillé, lettre manuscrite, photo et présentations sous réf. MD à A. SNEVALIN, 9, rue de Crussol 75011 Paris, chargé du recrutement. Discrétion absolue garantie.

directeur filiale de production U.S.A.



NEW MAN, leader du sportswear en Europe, poursuit son développement international, en particulier aux U.S.A. A une filiale de commercialisation, va désormais s'ajouter une filiale de production. Nous recherchons le patron de cette nouvelle entité pour lui confier la gestion technique (implantation - organisation - méthodes, etc...) commerciale (contacts avec des industriels américains pour l'obtention de marchés à l'export), et financière (rentabilité de l'outil). Nous recherchons un ingénieur ayant l'expérience si possible de la production d'articles de vêtements, et ayant géré de façon autonome une unité. Après une formation à nos techniques, ce collaborateur s'installera aux U.S.A. (état du Sud). Il trouvera sur place un encadrement technique américain. Il est bien sûr indispensable de parler l'anglais.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 58981 M à notre conseil 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTIC

Directeur Abidjan

Importante société secteur tertiaire, recherche pour sa filiale COTE D'IVOIRE, son DIRECTEUR.

40 ans minimum, ayant expérience tropicales dans Société de Services et habitude des relations aux niveaux les plus élevés de l'Administration et des Affaires.

Contrat expatrié avec tous avantages attachés.

Ecrire manuscrit (+ photo) en indiquant rémunération souhaitée. Les entretiens auront lieu en Juillet et Août.

L. Justet psychologue
15, rue des Grottes 84000 AVIGNON

OFFRE D'EMPLOIS EN TUNISIE

La société tuniso-soudanaise d'investissement et de développement est une nouvelle banque de développement au capital de 100 millions de dinars tunisiens détenus moitié par la partie tunisienne et moitié par la partie soudanaise.

Elle cherche à recruter pour les besoins de ses services à Tunis des

INGENIEURS et des ECONOMISTES DE HAUT NIVEAU

de préférence de nationalité tunisienne ou soudanaise. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer une demande d'emploi accompagnée d'un curriculum vitae au nom de Monsieur le Président-Directeur Général de la S.T.S.I.D. à l'adresse suivante :

9, rue du Royaume d'Abidjan (jusqu'au 15 juillet) et 23, rue d'André (à partir de la mi-juillet), TUNIS.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Responsable Entrepôt 80 000 F

recherché par
Importante entreprise alimentaire
Entreposage et livraison Région Ouest
(15 000 tonnes/an - 60 personnes).

Ce poste conviendrait à un cadre de bonne formation ayant au minimum 10 années d'expérience dans la gestion des produits de grande consommation.

Animant plusieurs agents de maîtrise et une trentaine de magasiniers, il sera responsable :
- de la réception et du stockage;
- de la préparation des commandes;
- des expéditions.

Il utilisera des documents et des moyens informatiques. Sa formation sera assurée pendant un mois.

Poste à pourvoir dans la banlieue de Nantes. Situation d'avenir dans groupe en expansion.

Adressez lettre manuscrite + C.V. sous réf. 615, à CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX.



NANTES - PARIS - LYON - MARSEILLE - BREST

IMPORTANT ETABLISSEMENT DE CONSTRUCTION MECANIQUE de la région RHONE-ALPES

recherche

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

(ou formation universitaire équivalente)

pour prendre la responsabilité de son équipe système.

Matériel utilisé : IBM 3031

Télétraitement - Bases de données - Interactif

Possibilité de formation complémentaire si nécessaire.

Perspective d'évolution de carrière dans l'entreprise.

Les candidats enverront leur C.V. et leurs prétentions à

Monsieur le Directeur

de l'Atelier de Construction de ROANNE

B.P. 594 - 42328 ROANNE

jeune analyste financier banque régionale mutuelle

Le cadre que nous recherchons sera responsable de contacts commerciaux avec une clientèle d'entreprises agro-alimentaires et de collectivités.

Après analyse financière des sociétés, il devra monter les dossiers de prêts et assurer le suivi des risques.

Cette mission sera confiée à un jeune diplômé de Sciences Po-Eco Fi, Sup de Co, Sciences Economiques... possédant, en outre, une solide formation comptable (niveau DECS). Une courte expérience d'analyse acquise en entreprise serait appréciée.

Le poste est à pourvoir dans une ville universitaire proche de Paris.

Merci d'adresser votre CV + photo récente + rémunération actuelle sous référence 858 M à :

THORACE conseil

97 rue de Richelieu 75002 PARIS

CHAMBRE COMMERCIALE NATIONALE DES COTISATIONS EN FRANCE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Un petit groupe français implanté en Normandie mais proche de Paris dont l'originalité et le succès résident dans la conception et la réalisation de maisons individuelles à ossature en bois, crée, dans le cadre de son développement, un poste de :

Directeur technique

200 000 F +
pour prendre en charge le bureau d'études, la fabrication et le service travaux (200 personnes).

Il lui sera demandé de développer l'industrialisation, d'améliorer et de concevoir des produits et de participer ainsi à l'expansion en France et à l'étranger.

Ce poste, impliquant rigueur de gestion, créativité et esthétique, ne peut convenir qu'à un jeune ingénieur grande école, type ECP, en mesure de justifier de plusieurs années d'expérience dans la conception et la mise au point de produits, l'organisation de bureaux d'études, le suivi en fabrication et même de la transposition dans la conception de maisons individuelles.



Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous réf. 6151/M à
François ROUSSEAU, SÉLÉ-CEGOS, TOUR CHENONCEAUX
204 Rond point du Pont-de-Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

C.C.I. de BELFORT
pour compléter son service Formation
recherche

**ADJOINT (E)
au responsable de formation**

- pour organisation, animation et suivi de stages, en particulier de langues.
- Formation de base : angliciste avec allemand souhaité, expérience de l'enseignement aux adultes exigée.
- Age minimum : 28 ans.
- Grande disponibilité demandée.
- Résidence sur Belfort.

Envoyer C.V., PHOTO ET PRÉTENTIONS A
C.C.I. B.P. 142, 90004 BELFORT CEDEX.



NEGrita

Notre société élabore et commercialise plusieurs gammes de produits leaders de leurs marchés : Rhum Négrita, Rhum Old Nick (blanc et très vieux), Punches Old Nick, Cocktails St Esprit, sirops indiens... Présents dans tous les circuits de distribution, nous y bénéficierons d'une implantation et d'une notoriété exceptionnelles.

Chef de produits

Sous l'autorité et en étroite collaboration avec le directeur commercial, vous gerez certains des produits existants et mettez en œuvre les budgets correspondants. Vous participerez à l'élaboration des nouveaux produits en liaison avec le directeur technique et le directeur de la publicité et en assurant le lancement avec la force de ventes.

Homme (ou femme) d'action et de réflexion, vous êtes diplômé(e) d'une école supérieure de commerce. La responsabilité d'une ligne de produits vous a déjà été confiée, après une expérience terrain d'animation de force de ventes.

Ce poste est à pourvoir auprès du directeur commercial à Bordeaux.

Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence 3294M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Audit Interne

REGION VALENCE - 4 sociétés, filiales d'un holding financier (1500 personnes, 500 M.F. de CA), occupant une place de premier plan sur le marché de l'équipement destiné aux loisirs, recherchent leur Audit Interne. Rattaché au groupe (siège à Paris), il aura en plus des missions classiques de l'Audit, le contrôle de l'application des procédures et de la fiabilité des comptes. Ce poste intéresse un professionnel de l'audit comptable ayant acquis une expérience de 3 à 5 années en cabinet ou en entreprise. La fonction exige de fréquents déplacements et une grande mobilité. Merci d'adresser votre candidature sous référence 868 N en précisant votre rémunération actuelle à R. OSTROWSKI.



centor RHONE ALPES
Le Viking 17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE - Tél : 16 (7) 889.37.16

SOCIÉTÉ D'IMPORTANCE NATIONALE
à vocation d'aménagement et d'urbanisme
recherche pour plusieurs postes en province

**directeur administratif
et financier**

Rattaché au Directeur Régional, ce cadre de haut niveau devra prendre en charge :

- la responsabilité des tâches et opérations propres au Service Administratif et Financier ;
- l'assistance et le conseil dans ce même domaine auprès des Directions de plusieurs sociétés filiales.

Ce poste de haute responsabilité convient à un cadre de formation supérieure connaissant parfaitement, par plusieurs années d'expérience approfondie, les problèmes de finance, trésorerie, comptabilité ; ayant, en outre, une certaine pratique des problèmes de personnel et possédant diplomatie et esprit d'équipe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. VUTI (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Verneil, 75008 PARIS



Le CREDIT AGRICOLE de REIMS
recherche pour assurer le support technique
des logiciels D.L.I., C.I.C.S. et
dictionnaires de données.

UN SPECIALISTE SYSTEME

- Diplômé d'Etudes Supérieures (DUT, MIAGE), vous avez une expérience de plusieurs années dans cette fonction.
- La sens des relations humaines et l'esprit de service vous amèneront à prendre des responsabilités dans un service en pleine évolution technologique (3031 AP, 370 148 en cours de conversion DOS - MVS).
- La connaissance du système d'exploitation OS - MVS serait un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer C.V. et photo, à :
CREDIT AGRICOLE - B.P. 2710 - 51100 REIMS

E.F.C.I.S.

CIRCUITS INTEGRES MOS
recrute

INGENIEURS DE TESTS

pour écriture et mise au point de programmes sur machines de tests automatiques.

Profil souhaité : Ingénieur électronicien ayant si possible une expérience préalable sur Systèmes Fairchild.

Notions d'anglais technique indispensables.

Postes à pourvoir à : GRENOBLE.

Veillez nous adresser un C.V. + lettre manuscrite en écrivant à :

E.F.C.I.S. - Service Recrutement
B.P. 217 - 38019 GRENOBLE Cedex.

**Marketing Bancaire
Opérationnel**

140.000 FR\$ +

BANQUE REGIONALE MUTUELLE, nous détenons 48 % du marché bancaire de notre région avec 850 personnes et 38 agences et nous sommes toujours décidés à accroître notre compétitivité.

Pour notre siège, situé à 120 Kms au sud de Paris, nous recherchons un jeune cadre de formation supérieure Marketing (Bacc. Sup de Co, etc.) justifiant d'une première expérience acquise dans le secteur bancaire, les services ou un domaine industriel.

Dans un premier temps, nous lui confierons la direction du Service des Etudes Economiques (3 personnes pour l'instant dont 2 cadres) ainsi que l'élaboration et la coordination des actions marketing, définition des objectifs après études de marchés, établissement et suivi de plans à moyen terme, harmonisation de l'information interne et externe en vue d'améliorer les services rendus à nos clients. Puis, très rapidement, son action sera optimisée par la prise en charge du contrôle budgétaire des centres de responsabilité (service de 3 personnes).

Rattaché au Directeur Général adjoint, ce poste susceptible d'évoluer encore, vous intégrera dans une banque dynamique dont la moyenne d'âge est de 31 ans.

Si vous désirez vous joindre à nous, veuillez adresser votre CV + photo récente + rémunération actuelle sous référence 837 M à :

TIORACE conseil

97, rue de Richelieu 75002 PARIS

Des conseils de recrutement

RENAULT

Automatismes

Société AUTOMATES PROGRAMMABLES - S.M.C.

recherche pour CASTRES

CHEF DU GROUPE ACHATS

HF

(réf. CA/06.81)

ayant une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire - possédant des connaissances techniques de base (électronique - électrotechnique) - formation en gestion type (école d'approvisionnement - I.A.E.) appréciée - Anglais parlé indispensable.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions à Madame LE GUET
Directeur du Personnel - AUTOMATES PROGRAMMABLES - S.M.C.
Z.I. de Melou - B.P. 237 - 81104 CASTRES

Responsable S.A.V.

100.000/an +

Les Etablissements DUBAND (effectif 85) spécialisés dans le négoce du meuble, du matériel et de la Hi - Fi, cherchent un responsable de service après-vente (25 personnes). Ce cadre dirigera les équipes de dépannage, d'installations et organisera les tournées de livraisons. Animateur et conseil auprès des chefs d'atelier, il devra également vérifier la satisfaction de la clientèle.

Pour réussir dans le poste, il faut une formation technique de base : BT, BTS ..., des connaissances techniques acquises, de préférence, dans le secteur « meuble » ; l'expérience de direction d'un S.A.V.

Le poste est à pourvoir à VILLERSEHEL (30 kms Vesoul - Haute Saône).



MEMBRE DE SYNTec



Le CREDIT AGRICOLE de REIMS
recherche

PREPARATEUR TECHNIQUE

sur matériel IBM (3031 AP)
sous MVS

- Titulaire d'un Baccalauréat ou DUT, vous possédez 3 années minimum d'expérience en OS ou MVS comme préparateur.
- Des connaissances en TSO/SPF ou ROSCOE ainsi que l'Anglais technique lui sont nécessaires.

Vous assurerez l'étude et la mise en place des procédures d'exploitation des chaînes d'application dans une cellule de préparation, planning.

Merci d'adresser C.V. et photo à :
CREDIT AGRICOLE - B.P. 2710 - 51100 REIMS

FILIALE EN EXPANSION D'UN TRÈS
IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
RECHERCHE

POUR SON USINE SITUÉE DANS L'EST
à 250 km de Paris (600 personnes)

**RESPONSABLE
DES AFFAIRES SOCIALES
ATTACHÉ DIRECTEMENT
AU DIRECTEUR DE L'USINE**

Son rôle consistera à prendre une part active à une meilleure utilisation des ressources humaines, à la politique de rémunérations, aux relations avec les partenaires sociaux, à la sécurité, au bon fonctionnement de cercles de qualité, etc.

- Il devra avoir :
- plusieurs années d'expérience acquises, si possible, en milieu industriel ;
- une formation universitaire en droit et une bonne pratique de la législation sociale ;
- un sens développé des relations humaines.

Age souhaité 35 ans environ.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae, photo et prétentions (r/r 8622 le Monde Pub, 3, rue des Italiens, 75009 Paris).

**créer une comptabilité
industrielle
performante...**

Banque ROUEN 160.000 F
ENVIRON

Responsable de la conception et de la mise en place d'un système de comptabilité industrielle intégré, le candidat assurera au sein d'un département et bénéficiera de l'aide d'une équipe informatique. Il travaillera en étroite liaison avec le Directeur Financier et le Directeur de la Production. La Société est une filiale d'un des premiers groupes français dans le secteur du commerce ; avec un CA de 250 millions de francs, elle emploie 500 personnes. Les candidats devront posséder une très solide expérience de comptabilité analytique.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 4228-M à I.C.A. en transmettant.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75001 PARIS

SOCIÉTÉ EUROLYSINE
recherche pour son usine d'AMIENS

**INGENIEUR CHIMISTE
OU
GENIE CHIMIQUE**

Agé de 30 ans minimum avec 8 à 10 ans d'expérience dans l'industrie chimique ou agro-alimentaire. Il possèdera une bonne expérience de la technologie (machines tournantes, séchage, échange de chaleur, instrumentation, informatique en tant qu'outil).

Ambitieux, il possèdera une forte personnalité, une autorité naturelle, un esprit curieux et d'innovation.

Son organisation, il aura une bonne expérience du travail d'équipe et de la conduite des hommes qu'il saura faire se responsabiliser.

Anglais courant indispensable. Il se verra confier la responsabilité d'une section de production tournant à feu continu. En accord avec les objectifs de ses supérieurs hiérarchiques, il aura à définir les tâches et à en assurer, avec son équipe, la pleine réalisation en tant que « Patron » dans son Unité.

En face des responsabilités importantes qui lui seront confiées, il lui sera demandé un total engagement vis-à-vis de ses supérieurs et vis-à-vis de la maîtrise et des ouvriers dont il aura la charge.

Envoyez C.V., photo et prétentions à :
EUROLYSINE
B.P. 1110 - 80011 AMIENS CEDEX

INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE

filiale d'un important groupe de distribution
recherche son

DIRECTEUR

- Profil du candidat :
- formation supérieure, Sup de Co, ENSIA ou équivalent,
- solides connaissances en gestion, administration et si possible agro-alimentaire,
- habitude de la gestion du personnel.

Qualités requises :

- esprit pratique et d'initiative,
- personne de rigueur et d'autorité.

Expérience souhaitée dans un poste similaire.

Poste à pourvoir près de CHATEAUNEUF-sur-LOIRE.

Envoyer C.V., photo, prétentions à André BERNELIN, ITM ENTREPRISES, 24, rue Auguste-Charbrier, PARIS-15

مكتبة لادبل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LE DEPARTEMENT MARKETING DE
BONGRAIN GERARD

chef de produits

- 26 ans minimum, ayant une expérience déjà appréciable de la fonction Chef de Produit dans l'essentiel de ses composantes: acquies dans un marketing opérationnel de biens de grande consommation, alimentaires de préférence.
- la fonction comprend à la fois le développement des produits existants et l'ouverture sur les produits nouveaux.

chargé d'études

- ce poste nécessite un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur des études quantitatives et qualitatives et d'évaluer ensuite tous les facteurs marketing plus complexes. Il peut disposer déjà d'une première expérience professionnelle.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à **GUILLOM SELECTION** sous réf. ou précisions à **CLAUDE DEBRAY CONSEIL** (Division du Personnel) (adresse à demander à toute par) Clôture des inscriptions le 31 Juillet

guillon selection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

SYSTEMA, correspondant de l'un des plus importants groupes internationaux de conseils et de services (18000 personnes - 80 pays), renforce ses structures et recherche:

INFORMATICIEN EXPERIMENTE

Susceptible de mener tant en France qu'à l'étranger toute action de conseil (études préalables: cahier des charges, schéma directeur) et d'encadrer des projets de réalisation, il aura une formation Grandes Ecoles et/ou maîtrise option Informatique ainsi qu'une solide expérience en SSI ou en entreprise.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMES

Ils développeront de nouvelles applications à prédominance temps réel et base de données.

CHEF COMPTABLE

Fille d'un des grands du transit international aérien, nous recherchons notre Chef Comptable. Animateur d'une équipe de 3 chefs de service, il aura à organiser et contrôler la comptabilité, participer au reporting mensuel et effectuer des études de rentabilité. Ce poste conviendrait à un candidat d'environ 28 ans, niveau D.E.C.S. et ayant une expérience des pratiques comptables anglo-saxonnes. Anglisme obligatoire. Poste basé à Roissy.

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

La filiale française (80 personnes) d'un groupe américain en pleine expansion, leader sur le marché de l'électronique, recherche son Adjoint Chef Comptable. Intégré au service comptable, comprenant 3 personnes, il sera formé aux techniques de gestion de la société et participera progressivement aux différentes tâches: sortie du bilan, reporting américain, déclarations fiscales, etc... Profil recherché: DECOS ou équivalent, anglais courant, expérience de 2-3 ans dans une société de type anglo-saxon. Perspectives de carrière intéressantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à **Rudolf von Raesfeldt, TEG, Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine 75755 Paris, Cédex 15. Discretion assurée.** Correspondant de SYSTEMA



SNCF

OFFRE

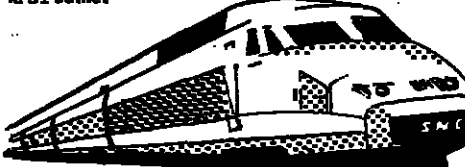
67 emplois de chef de district stagiaire et 62 emplois de chef de circonscription stagiaire

Possibilité de postuler pour les deux emplois recrutement par concours des 2 et 3 septembre

OUVERT AUX JEUNES GENS:
- Français ou naturalisés Français
- Nés entre le 1-1-1952 et le 1-1-1964
- Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F1 à F4, F9, F10 ou d'un B.T.S. des groupes III et V.

Rémunération brute annuelle: 66.000 F environ
Carrière intéressante, emploi stable
Avantages sociaux.

Ecrire à Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel) (adresse à demander à toute par) Clôture des inscriptions le 31 Juillet



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

direction générale

Région Nord 250 000 F +

Un groupe français de taille moyenne (CA = 170 MF), spécialisé dans la conception, la fabrication et la vente de fournitures pour véhicules, recherche son DIRECTEUR INDUSTRIEL.

En qualité de membre de l'équipe de direction du groupe et véritable partenaire, il exercera une fonction de conseiller et directeur technique (évolution technologique, investissements industriels, recherche, formation). Chargé également de diriger l'unité de production principale (300 personnes), il sera responsable de la compétitivité, rentabilité et qualité des produits, ainsi que de l'animation de ses services.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de premier plan, diplômé d'une grande école (Centrale, Arts et Métiers, ou équivalent) et âgé d'au moins 40 ans. Il doit justifier d'une expérience confirmée dans une entreprise métallurgique de taille identique. Il doit maîtriser les techniques de traitement thermique et d'usinage, et posséder une parfaite connaissance de la gestion industrielle. Des renseignements complémentaires seront fournis au cours d'un entretien confidentiel.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite et photo en précisant la réf. 5112/M à **Claude Debray Conseil - Sama-Selection**: 43, rue Delory 93600 LILLY.

sema selection

secrétaire général

AGRO-ALIMENTAIRE

REGION ANGERS

160 000 +

Vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou Commerciale, Vous avez une formation et une expérience concrète de gestionnaire au sein d'une grande entreprise.

Vous souhaitez à terme accéder à la Direction d'un important GROUPE ALIMENTAIRE dans les domaines suivants: - administration générale et organisation interne, - gestion des affaires sociales, - relations extérieures, - suivi de l'activité industrielle.

Vos compétences réelles, votre capacité d'adaptation vous permettront d'évoluer vers une responsabilité plus importante à moyen terme.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 4992 en indiquant vos prétentions à **Danielle DENVEY** Le Tarte au Jau - Route de Canteau Epineux ouest recrutement 49000 Angers, qui le traitera confidentiellement.

Financial accounting management

En 20 ans, nous sommes devenus l'une des toutes premières Sociétés de Services à l'Industrie Pétrolière.

Pour renforcer notre équipe de Direction dans notre nouveau centre de ST ETIENNE, où nous étudions et fabriquons des équipements complexes, nous recherchons:

Un chef de service financier

Rattaché directement au Contrôleur, il doit:

- être de formation supérieure
- parler anglais couramment pour travailler avec les Etats - Unis et l'Europe
- avoir quelques années d'expérience dans la mise en place et la gestion de projets de recherche... budgets ainsi que dans l'utilisation des outils informatiques.

Nous offrons un salaire intéressant, de bonnes conditions de travail, de nombreuses possibilités d'avancement dans le cadre de l'organisation internationale de DOWELL SCHLUMBERGER.

Envoyez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à **DOWELL SCHLUMBERGER** Service du Personnel Z.I. Molina La Chazotte 42003 SAINT ETIENNE CEDEX.



pharmacologue EXPERIMENTE

Nous sommes un Laboratoire Pharmacologique important, développant chaque année un grand nombre de produits.

Pour notre service Recherche, nous souhaitons la collaboration d'un Pharmacologue, homme ou femme, ayant acquis une très bonne expérience dans des laboratoires de recherche pharmaceutiques ou universitaires. Ce poste implique l'animation d'une petite équipe de techniciens.

Lieu de travail: proche banlieue Nord de Paris. Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 4225/PE/387 à **ADEQUATION 62/64 Av. Emile Zola - 75015 Paris.**



conversez avec nos minis

Vous êtes un jeune Analyste-Programmeur avec une bonne formation technique (DUT Informatique ou école d'ingénieur). Vous avez déjà travaillé pendant 2 ou 3 ans sur des applications de gestion (paie, comptabilité, facturation, langage: COBOL) et pratiqué les mini-ordinateurs.

Nous, nous sommes un organisme informatique basé à Paris, et nous assurons la gestion de 350 établissements répartis sur toute la France. De la gestion en batch sur IBM 370, nous passons progressivement sur mini-ordinateurs (9 installations, 21 commandes). Nous avons besoin de vous pour assurer le développement de nos applications de gestion.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 69.08/AP/386 à **ADEQUATION 62/64 avenue Emile Zola - 75015 Paris.**



Nous avons à gérer plusieurs filiales groupant plus de 6.000 personnes en France et à l'étranger dans le secteur Bâtiment Génie Civil.

La Direction du Personnel a besoin de la collaboration d'un responsable

gestion de carrières formation

Il participera à la définition d'une politique dynamique du personnel s'appliquant plus particulièrement aux cadres /ETAM. Il sera responsable pour ce qui le concerne de sa mise en oeuvre et de son suivi.

Nous souhaitons confier cette fonction à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (DESS Personnel, Droit, Economie... justifiant d'une première expérience acquise dans une entreprise Bâtiment T.P. ou industrielle comportant un important effectif cadres/ETAM.

Lieu de travail PARIS-SUD. Adresser votre dossier de candidature sous référence 365 J, à **clauda debray conseil** 78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS 15

Nous sommes une Société Internationale d'Information.

Nous répondons, par téléphone, aux préoccupations quotidiennes des responsables d'entreprise dans l'exercice de leur profession.

Notre Département Droit du Travail recherche un

informateur

pour conseiller nos Abonnés - en plus des chefs d'entreprise, des responsables de personnel, des avocats, des cabinets fiduciaires - dans le domaine très complexe des relations du travail.

Vous avez acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans la Fonction Personnel ou la Fonction Juridique d'une société importante, et vous êtes un homme de conseil.

Envoyez votre candidature détaillée à SVP Direction du Personnel 54, rue de Monceau 75384 PARIS CEDEX 08



AGENCE CONSEIL EN RELATIONS PUBLIQUES

recherche pour clients internationaux

UN TRADUCTEUR-REDACTEUR

Bilingue anglais, connaissances techniques et financières souhaitées, allemand utile.

UN(E) ASSISTANT(E) DE RELATIONS PUBLIQUES

Bilingue anglais.

UNE SECRETAIRE BILINGUE ANGLAIS

Envoyez C.V. photo et rémunération souhaitée à **PIERRE HERVO - CBA FRANCE** 7 rue Emile Cossou - 93360 Neuilly Plaisance

SOCIÉTÉ FABRICATION ET DISTRIBUTION PRODUITS ALIMENTAIRES REGION OUEST

DIRECTEUR COMMERCIAL

Agé au minimum de 42 ans avec expérience dans la fonction de 4 à 5 ans, de formation ESSEC - ESC.

Membre du comité de direction, rattaché au PDG, il aura à prendre en main la direction et les structures de ventes existantes et à les repenser dans un premier temps.

Homme de marketing, il devra définir et appliquer la stratégie commerciale de l'entreprise en fonction de son développement.

Il sera imaginatif, homme d'analyse et de réflexion, possédant un sens aigu de la prospective.

Ayant le goût de la responsabilité personnelle, il sera à gérer avec rigueur les actions de son département et les budgets correspondants.

Adresser C.V. très détaillé avec réalisation, photo et prétentions à **Cabinet Champagnat, 16, rue Sautou-Ducourt, 69008 LYON** qui est chargé du recrutement.

La Société TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES et TÉLÉPHONIQUES

RECHERCHE

Pour son usine de LUNEVILLE

INGÉNIEUR OPTICIEN ou MICROMÉCANICIEN

Connaissances en électronique, pour fabrications optiques et électroniques. Liberté des obligations militaires. Quelques années d'expérience ou débutant.

Adresser C.V. avec photo et niveau de rémunération souhaité à: **I.R.T. Service du Personnel B.P. 136 - 54383 LUNEVILLE**

USINE HAUTE-SAVOIE PRODUITS MÉCANIQUES

Proche ANNECY

recherche

Ingénieur Mécanicien

pour poste

CHEF DES MÉTHODES

- On exige 5 ANS d'expérience, qui, outre de solides connaissances MÉCANIQUES, assure un apport d'expérience AUTOMATISMES, pneumatiques et hydrauliques, et possible électronique.

- Anglais parlé.

Adresser C.V. + photo et prétentions sous référence 1456 **CONTESSÉ PUBLICITE, 74, rue Béchervin, 69363 LYON Cedex 2** qui transmettra.



ETBS

recherche pour son Comité Technique Armes et Munitions

un Ingénieur ou Universitaire

pour animer des études théoriques d'évaluation de l'efficacité de systèmes d'armes (traitement de données, modèles de simulations). Connaissances demandées en physique générale, statistiques, informatique. Expérience éventuelle appréciée.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, photo et prétentions sous référence 81/16 à: **Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges Carrefour de Zéro-Nord / Route de Guerry B.P. 712 - 18015 BOURGES CEDEX**

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Partenaire Complet

Cabinet d'Audit

Jeune Cabinet d'Audit, en très forte progression, ayant une grande diversité de missions à partir de son bureau central de Paris, veut s'associer un **PARTENAIRE COMPLET**.

- Vous êtes diplômé HEC,
- Vous avez 8 ans d'expérience chez un des «Big Eight».
- Vous êtes bilingue anglais.

Adressez lettre manuscrite et C.V. en indiquant votre rémunération actuelle sous réf. 81 610 LM à **CONEXHOM - 92080 PARIS LA DEFENSE 2 CEDEX 5**.

 **Conexhom**



THOMSON-CSF

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS GRANDES ÉCOLES

Débuteurs ou avec une première expérience

Ils seront intégrés à des équipes en expansion pour y mener des études sur des secteurs de pointe en

TÉLÉCOMMUNICATIONS

- LIAISONS EN VUE DIRECTE.
- LIAISONS TROPOSPHÉRIQUES.
- LIAISONS SPATIALES.

Anglais nécessaire en raison des relations techniques internationales à développer.

Adressez curriculum vitae, photo, prétentions à **THOMSON-CSF, Division Façonnage Fretzheim Liaisons Spatiales, Service Recrutement, 53, rue Greffulhe, 92300 LEVALLOIS.**

LE DIRECTEUR D'UN GROUPE DE PRESSE recrute

Son jeune adjoint

Chargé de l'assister dans la gestion de l'entreprise et le développement des nouveaux produits.

- Le poste conviendrait à un Sup. de Co débutant ou ayant une première expérience dans la presse, l'édition ou la publicité.
- Connaissances en informatique indispensables.

Adressez curriculum vitae, photo et prétentions à : **Thierry Souccar - Editions du Square, 10, rue des Trois-Portes, 75005 PARIS.**

PME 200 PERSONNES DANS LE SECTEUR DE LA PRESTATION DE SERVICES AUPRÈS DE SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES

recherche

POUR SIÈGE SOCIAL A PARIS

SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

RÉMUNÉRATION 200.000 F/AN +

- 1) Profil :
 - Age minimum 35 ans.
 - 10 ans minimum d'expérience professionnelle.
 - HEC, ESSEC, expertise comptable ou équivalent.
 - Excellentes connaissances comptables, fiscales, informatiques et des problèmes d'exportation.
- 2) Poste :
 - Prise en main des problèmes financiers de la société.
 - Mise en place des procédures comptables du groupe.
 - Supervision du service comptable du siège et des filiales étrangères.
 - Contrôle de gestion.

Anglais indispensable.

Adressez C.V. et lettre manuscrite au Cabinet France, 23, rue Du-Clos-d'Orléans, 94120 Fontenay-sous-Bois.

Collaborateur Expérimenté

Expertise Comptable

Une société d'expertise comptable, en expansion, recherche pour **PARIS et la banlieue NORD**, un **COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ**.

L'homme que nous recherchons a au moins 3 ans d'expérience, de préférence, au sein d'un Cabinet. Sa forte personnalité lui permettra à moyen terme de diriger une équipe.

La rémunération offerte est fonction de l'expérience, mais elle évoluera en fonction des responsabilités prises.

Adressez lettre manuscrite et C.V. sous référence **81 609 LM à CONEXHOM - 92080 PARIS - LA DEFENSE 2 - cedex 5**.

 **Conexhom**

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

Pour IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE DE NIVEAU INTERNATIONAL.

Service utilités-énergie

5 à 7 ans d'expérience en calcul et installation de réseaux et générateurs de vapeur.

Service équipements

5 à 7 ans d'expérience en équipements thermiques tels que fours, échangeurs, aéroréfrigérants. Une expérience en pétrole ou pétrochimie serait appréciée.

Service chaudronnerie

5 à 7 ans d'expérience en chaudronnerie lourde chez un Constructeur ou une Société d'Ingénierie pétrole.

Service études-tuyauterie

débuteur ou 2 à 3 ans d'expérience pour études et calculs de structures et réseaux complexes de tuyauterie ; évolution de carrière vers études et conception d'installations, gestion de contrats secteurs pétrole et chimie.

Ces ingénieurs seront chargés de définir, spécifier et commander les équipements correspondants et d'en assurer le suivi d'études et de réalisation. Basés à Paris, ils devront prévoir quelques déplacements à l'étranger. L'anglais est indispensable.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence **3195 à rscg carrières 48 rue St Ferdinand 75017 PARIS.**

INGÉNIEURS DEBUTANTS

OU 1ère EXPERIENCE
PONTS, CENTRALE, AM, ETP...

Importante société de bâtiment, génie civil, ouvrages d'art (1100 personnes) située dans le Nord - Ouest de la France, filiale d'un grand groupe français à vocation internationale, recherche :

INGÉNIEURS TRAVAUX

Réf. 4110

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Réf. 4111

Après une période de formation, vous aurez la responsabilité totale d'un chantier Bâtiment TCE ou Génie Civil.

Vous serez chargé du suivi technique, de la gestion économique et de l'animation des équipes d'un chantier.

Nous vous assurons une période de formation au sein de notre Direction Commerciale Bâtiment. Vous vous y familiariserez progressivement aux techniques de la prospection, des études de prix et de la négociation.

Vous avez l'esprit d'entrepreneur. Êtes dynamique et ambitieux.

Nous offrons, pour ces deux types de postes, des possibilités d'évolution. Au sein de la société ou à l'échelon du groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant bien la référence du poste choisi, à **rscg carrières - 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS.**

Ingénieur de Projet

Premier fabricant français de plaques de plâtre (700 millions de C.A. avec une progression de 17% en 1980, 1100 personnes, 3 usines), nous créons au sein de notre Direction Technique un poste d'INGÉNIEUR DE PROJET.

Il sera responsable de nos projets d'investissements, de leur conception à leur mise en place. Ingénieur Grande Ecole, il possède une expérience de 3 à 5 ans en Ingénierie. Son expérience, sa forte personnalité et ses talents de négociateur lui permettent :

- de coordonner l'activité des différents services internes dans lesquels il puise les compétences nécessaires à l'aboutissement des projets.
- de traiter avec les fournisseurs et les sous-traitants.

Pour ce poste basé en Région Parisienne, la pratique courante de l'Anglais est indispensable.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à

 **Placoplatre**

J.J. CRAMPE
BP 316
92506 RUEIL CEDEX.

RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE

220 000 - 250 000 F

PROCHE BANLIEUE EST PARIS

Une société française I.C.A. 1,2 milliard - effectif 3.700 personnes filiale d'un groupe industriel international aux activités très diversifiées, recherche UN RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE. Sous l'autorité du Directeur Financier, il sera, dans un premier temps chargé d'améliorer et d'harmoniser l'organisation comptable de la société avec définition, mise en application et suivi du respect des nouvelles procédures comptables tant au siège que dans les unités décentralisées. Il devra ensuite concevoir et implémenter un système de contrôle de gestion intégrant comptabilité générale et analytique. Il assurera la régularité des opérations administratives des différents services et il établira des recommandations afin d'en améliorer l'efficacité, de même qu'il veillera à la cohérence des circuits d'information. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation exclusivement supérieure, HEC, ESSEC, ESCP ou Sciences Eco., possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle similaire acquise soit en cabinet d'audit ou d'expertise comptable soit dans une société industrielle et commerciale. La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée. Ecrire sous réf. 415/MI.

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discretion assurée.

Johnson & Johnson S.A.

No 1 mondial des Produits d'hygiène et de santé. Dans le cadre de notre développement sur le marché français, nous recherchons pour notre division « Grande Distribution » le

Chef des ventes R.P.

La connaissance de la vente de produits de grande consommation en Grande Distribution et une expérience prouvée de l'encadrement d'une équipe de vente sont indispensables.

Une formation supérieure et une parfaite connaissance de la clientèle régionale parisienne seront des atouts.

En prise directe avec le Directeur National des Ventes, le candidat retenu, âgé d'environ 30 ans, disposera d'une large autonomie pour l'atteinte des objectifs ambitieux de la société.

La rémunération, stimulante, sera fonction de l'expérience.

Bernard Brunel vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 9510M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Pour devenir les formateurs de futurs analystes programmeurs orientés vers les systèmes conversationnels

L'AFPA recherche pour CRETEIL, CAEN, LVRV, NEUILLY/MARNI.

INFORMATIENS

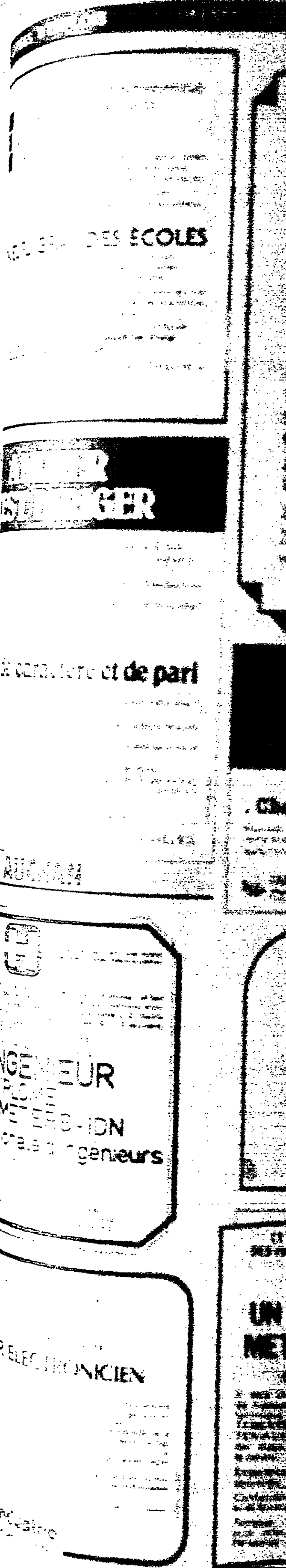
Ingénieur ou maître en l'informatique) possédant une expérience d'au moins 5 ans dans :

- l'analyse et la programmation des systèmes conversationnels et/ou traditionnels, dans les domaines d'applications classiques de gestion.

Un plan de formation rémunéré de plusieurs mois est prévu pour les candidats retenus.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre CV détaillé, photo et prétentions à :

AFPA - DRCCO 88, rue Robespierre - 93100 MONTREUIL.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE



**INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
CENTRAL INFORMATIQUE
MINISYS
BUROTIC**

Spécialistes des problèmes d'informatique de gestion, les sociétés du groupe I.E. prennent en charge des projets diversifiés pour de grandes entreprises industrielles, commerciales ou financières. La rapide expansion des activités du groupe et les projets avancés auxquels ses responsables travaillent aujourd'hui créent de très intéressantes opportunités pour de jeunes

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Suivant leur formation, leurs centres d'intérêt et leurs projets professionnels, des affectations pourront leur être proposées au sein du groupe ou chez nos clients les plus importants.

Les postes qui leur seront présentés, permettront dans tous les cas d'acquiescer très rapidement une solide expérience et de prétendre à des niveaux de rémunération et de carrière élevés.

Les candidats sont de préférence déjà formés à l'informatique. Des ingénieurs non informaticiens pourront bénéficier d'une formation aux différentes fonctions proposées.

Un dossier de candidature est à adresser sous la réf. 71903 LM, à

ETHNOS

Groupe I.E. Membre de Syntec Informatique
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

**ANIMER
C'EST DIRIGER**

Nous sommes un des leaders de la distribution, le nombre de nos hypermarchés a triplé en 5 ans, et nous avons aujourd'hui 31 magasins. Plus de 50 sont prévus à l'horizon 1985.

Le groupe emploie 10500 personnes et réalise un C.A. de 11,5 milliards de francs.

Un de nos secteurs les plus importants est le secteur caisses, qui regroupe plus de 100 personnes par magasin.

Pour notre hypermarché de Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, nous recherchons :

deux **CHEFS DE CAISSES****hommes de caractère et de pari**

diplômés de l'enseignement supérieur ou avec une expérience dans une activité similaire.

- qui veulent être entièrement responsables de leurs objectifs économiques et humains, de leur gestion,
- qui sont capables d'embaucher, de former, d'animer une équipe et de la faire s'épanouir.

NOUS VOUS OFFRONS, en plus d'une rémunération motivante :

- une formation aux métiers de l'hypermarché et à la gestion du personnel,
- la possibilité d'évoluer comme Chef de Secteur (caisse ou commercial, ou du Personnel), filière que tous nos Directeurs ont suivie.

SI CE PARI VOUS INTERESSE... RENCONTRONS-NOUS !

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo, sous réf. 5141, à Daniel WALLIEZ, AUCHAN, CD 110, BUCHELAY 78200 Mantes-la-Jolie.

AUCHAN**HARRIS**COMMUNICATION AND
INFORMATION PROCESSING

MARINONI S.A. Fabricant français de machines rotatives offset destinées à l'imprimerie de journaux et de journaux (C.A. 300 millions dont 70% à l'exportation, effectif 700 personnes), filiale du groupe U.S. Harris Corporation (Electronique et Arts Graphiques, C.A. en \$ 1,3 milliard, 27000 personnes) recherche pour son

BUREAU D'ETUDES MECANIKES

MONTATAIRE - près de CHANTILLY (60)

**UN INGENIEUR
DIPLOME
ARTS et METIERS - IDN
ou école nationale d'ingénieurs**

- ayant 1 à 2 ans d'expérience (débutant accepté)
- dégage des obligations militaires

Anglais souhaité.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser
C.V. et lettre de candidature au Service du Personnel
MARINONI S.A. - B.P. 22 - 60160 MONTATAIRE.

Roche Bioélectronique
Kontron

Documentation technique ultra-sons

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Nous sommes un des leaders mondiaux dans le domaine de l'équipement électronique scientifique et médical. Nous proposons à un jeune ingénieur de débuter sa carrière par la gestion complète d'un service technique.

Dans le cadre d'un budget qu'il propose, il assume l'entière responsabilité de la mise en œuvre, de la diffusion et de l'entretien des notices d'utilisation et des manuels de maintenance qu'il rédige. Il anime l'ensemble des relations avec la sous-traitance dans son domaine (Éditeurs, traducteurs...) et organise des stages de formation technique.

Cette fonction clé peut ouvrir d'importantes perspectives de carrière à un électronicien de formation supérieure, possédant d'excellentes qualités rédactionnelles et un très bon niveau d'Anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 4209 N à

egor industrie

8 rue de Berri 75008 Paris

**RÉALISATION SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES
POUR LA RECHERCHE PÉTROLIÈRE**

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

conçoit et réalise en petites séries des systèmes complexes de mesures pour recueillir et interpréter de nombreuses données géophysiques.

Utilisés sur les sites d'exploitation pétrolière par les ingénieurs d'opérations Schlumberger, ces «outils» permettent d'identifier et d'exploiter les nappes d'hydrocarbures.

L'intensification générale de la recherche pétrolière dans le monde nous conduit à développer la production de ces outils, et nous recrutons pour cela des jeunes

**INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
GRANDES ÉCOLES**

(Supelec - Télécom...)

pour les départements suivants :

**«OUTILS»
ÉLECTRONIQUES**

Nos ingénieurs auront à introduire la Fabrication Assistée par Ordinateur dans ce département, ou à l'utiliser pour le lancement de projets. Réf. : 8112

**SYSTÈMES
ORDINATEURS**

Notre ingénieur assurera le lancement à EPS, comme chez les sous-traitants de notre nouveau système ordinateur permettant l'interprétation des données géophysiques recueillies par les outils. Réf. : 8113

**ANALYSE
QUALITÉ**

Notre ingénieur qualité aura pour mission d'optimiser les procédures techniques de respect et d'amélioration de la qualité de nos outils. Réf. : 8114

Ces ingénieurs travailleront dans de petites équipes et seront en relation directe avec les ingénieurs d'Études, leurs homologues de Houston (USA), nos fournisseurs et sous-traitants.

Nous leur offrons une rémunération intéressante ainsi qu'une évolution de carrière rapide au sein d'un groupe international en expansion.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence correspondante à

ETUDES ET PRODUCTIONS
SCHLUMBERGER

Schlumberger

26, rue de la Cavée
92142 CLAMART.**Pour le lancement d'un analyseur automatique
en biologie, la filiale française
d'un important groupe international recherche
les meilleurs professionnels du marché.**

pour leur confier les postes suivants :

. Chef de Produit . Chef de Vente - Paris . Technico-commerciaux

Pour avoir les meilleures chances d'être sélectionné, il vous faut justifier d'un diplôme d'Étude Supérieure de Biochimie ou de Chimie et d'une expérience d'au moins 3 ans d'une fonction similaire.

Après l'envoi d'un C.V. détaillé, accompagné d'une photo récente sous la référence 8150 LF au

CABINET H.A. BOTH S.C.P.
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

Les candidats retenus seront reçus individuellement sur R.D.V. par les consultants du Cabinet H.A. BOTH chargé de cette recherche. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et les rendez-vous pris rapidement.

**Le Directeur Financier des filiales
françaises recherche son Adjoint.**

De formation supérieure, il a acquis une expérience de 5 à 10 ans dans le Bâtiment ou les T.P. ; il justifie d'une connaissance approfondie dans les domaines financier, comptable, gestion, informatique, juridique et fiscal.

Il est chargé, auprès du Directeur Financier, du contrôle de gestion de 14 sociétés (1 milliard de C.A. sur 1981), dans le souci d'harmonisation des procédures et d'animation des responsables régionaux, auprès desquels il se rend fréquemment. Il est destiné, d'ici 2 ans, à remplacer le Directeur Financier.

François JACQUEL se propose de vous rencontrer.
Ecrivez-lui sous réf. 4406 F3 - BOUYGUES - Direction du Personnel -
B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX.

Un homme de valeur a sa place chez Bouygues.

BOUYGUESLE CENTRE TECHNIQUE
DES INDUSTRIES MECANIKES
SENILIS (Oise)
recherche**UN INGENIEUR
METALLURGISTE**

GRANDE ECOLE

Il sera chargé, au sein d'une équipe, de travaux de recherche et d'assistance technique dans le domaine DES TRAITEMENTS THERMIQUES DES MATERIAUX et participera à l'animation des stages de formation organisés par le centre.

Expérience en recherche (DEA, thèse) appréciée.

Connaissance de l'anglais et de l'allemand lu et écrit souhaitée.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. TT à CETIM Service du Personnel - BP 67 - 60304 SENLIS.

GROUPE THOMSON

Une filiale de ce grand groupe qui conçoit et réalise des systèmes et des matériels complexes, dans lesquels l'électronique et l'informatique jouent un grand rôle, propose un poste de

**Responsable de la
Formation Technique**

Au sein de la direction Logistique, il dirige la section Formation, composée de 7 techniciens chargés de cours.

Cette unité assure la formation des techniciens de maintenance de la société et des entreprises clientes aux matériels de la société. Ces enseignements, qui sont diffusés à des jeunes techniciens (BTS électronique ou BAC F3) sont axés essentiellement sur l'informatique (micro-processeurs, mini-calculateurs) et sur l'électronique (logique, analogique et optoélectronique).

Le titulaire du poste doit être de préférence un ingénieur diplômé (ISEP, ISEN ou équivalent) de 30 ans minimum, qui, après une première expérience technique en entreprise industrielle, souhaite avoir une expérience de formation. Des connaissances en anglais sont souhaitées mais pas indispensables.

Compte tenu de son développement, la société peut offrir des perspectives d'évolution variées.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, un C.V., une photo et le salaire souhaité sous N° 7989 à

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Lescanne 75008 Paris
qui transmettra

حسب ما في الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CHOISISSEZ AUCHAN ET TENTEZ UNE PREMIERE EXPERIENCE

Paradoxal pour une société qui recrute ? Non, pas du tout : c'est tout simplement une preuve de réalisme. Quand vous débutez dans la vie active, vous n'avez pas d'idées très arrêtées. Vous voulez faire des expériences, juger, choisir en toute connaissance de cause. Quant à la grande distribution, vous en avez souvent une image assez négative. Nous le savons aussi. Est-elle injustifiée ? Nous ne le croyons pas. Il y a des a-priori qu'il serait bon de remettre en cause, objectivement. Aujourd'hui la grande distribution a les dimensions d'une nouvelle industrie. Elle en a les méthodes et les outils, les exigences et les perspectives. Mais elle en a aussi les besoins, parmi lesquels il en est un, essentiel, sans lequel on ne progresse pas : des hommes de talent. Chez Auchan, peut-être plus qu'ailleurs depuis toujours, nous attirons les talents. C'est une des explications de notre développement exceptionnel et de la place que nous occupons aujourd'hui dans ce secteur.

Beaucoup de nos cadres sont issus des grandes écoles et des universités. Leur bagage et leur talent personnel, nous avons eu en tirer parti, comme ils ont su le valoriser avec Auchan, car c'est là qu'ils ont trouvé un climat favorable à leur épanouissement professionnel : liberté d'initiative et facilité de dialogue. Chez Auchan on sait faire confiance très tôt à ceux qui seront un jour les managers de l'entreprise. Alors, si l'idée d'une solide formation sur le terrain vous intéresse, si vous voulez vous initier à toutes les techniques de la vente moderne (gestion des stocks, informatique, merchandising), si vous espérez manager rapidement et efficacement, n'hésitez pas : prenez contact avec nous. Vous pouvez écrire, pour la région parisienne, à P. Dutoise sous réf. 4933 A, à AUCHAN, avenue du Maréchal Joffre, 94120 Fontenay-sous-Bois. Pour le Nord de la France à Jean-François Duprez, sous réf. 4933 B, à AUCHAN, 200, rue de la Recherche, 59650 Villeneuve d'Ascq.

AUCHAN

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE recherche pour une de ses filiales en développement son

directeur administratif et financier

Agé d'une trentaine d'années au moins, le candidat retenu aura de préférence une expérience réussie dans une multinationale ou un cabinet d'audit anglo-saxon.

Ce sera un H.E.C., E.S.C.P., I.E.P., option Finances, D.E.C.S., s'exprimant couramment en Anglais.

Le poste, à pourvoir immédiatement, est en proche BANLIEUE SUD de PARIS - voiture de fonction fournie.

Ecrire : Laboratoire LACHARTRE - BP 139 - 41006 BLOIS Cedex A l'attention de la Direction du Personnel

ingénieurs grande école

Vous êtes de formation Ingénieur Grande École, débutant ou justifiant d'une première expérience de 1 à 2 ans en entreprise. L'organisation et l'informatique sont des domaines qui vous attirent particulièrement. Notre société, filiale informatique d'un groupe important, peut vous offrir un poste à la mesure de vos compétences. Fortes possibilités d'évolution de carrière.

Adresser C.V. photo et salaire actuel sous réf. 12.03/AP/204 à ADEQUATION 62/84 Av. Emile Zola - 75015 Paris.

Adequation

Importante Société Aérospatiale

banlieue Sud de Paris recherche pour son service études et mise au point de systèmes embarqués :

1 ingénieur

Diplômé grandes écoles (quelques années d'expérience) ayant une solide formation en électronique et des connaissances en informatique.

Sa mission consistera à diriger une équipe de techniciens, chargés de conduire, au sol, les essais d'intégration et la mise au point d'équipements de bord.

Il travaillera en collaboration avec les bureaux d'études, les fabricants d'équipements et les équipes d'essais en vol.

Ce poste implique le goût des responsabilités, des contacts et du travail en équipe.

Envoyer curriculum vitae à no 99133 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

1200 personnes Proche Banlieue Nord de PARIS

Leader dans sa profession, recherche

ingénieur haut niveau

en MICRO-INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Il sera chargé de définir :
- les technologies
- les méthodes de développement
- les moyens de mise en œuvre pour contrôle de machines multi-axes.

- Il animera une équipe d'ingénieurs et de techniciens
- Plusieurs années d'expérience sont demandées
- Pour ce poste qui ouvre de réelles perspectives d'avenir la rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

Adresser C.V. photo et prêt à no 01141 ConTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

RESPONSABLE PREVISIONS DES VENTES

180.000 +

C'est un poste clé au sein de GENERAL FOODS (C.A. 1,3 milliards/an, effectif 1850 personnes) dont la mission sera de :

- centraliser l'ensemble des informations en provenance des ventes, du marketing et du service logistique,
- les interpréter à la lumière de données historiques,
- tirer les prévisions mensuelles/produits.

Une formation supérieure commerciale avec, si possible, une spécialisation en Sciences Éco. devra être complétée par une expérience polyvalente : marketing ou administration des ventes + expérience similaire d'au moins 5 ans ou sein d'une société de grande distribution ou de grande consommation acquise au marketing et exploitant des produits à forte rotation. Anglais indispensable.

Envoyez C.V. - salaire actuel et photo sous référence 001 M à : PUBLICOPE JUNIOR, 11 rue Royale 75008 PARIS.



Ingénieurs Mini & Micro-Informatique

Expérience 0 à 2 ans

Vous venez d'obtenir votre diplôme (ENSEEHT, INSA, ENSIMAG, DEA Informatique...) ou avez déjà une première expérience mini ou micro-informatique.

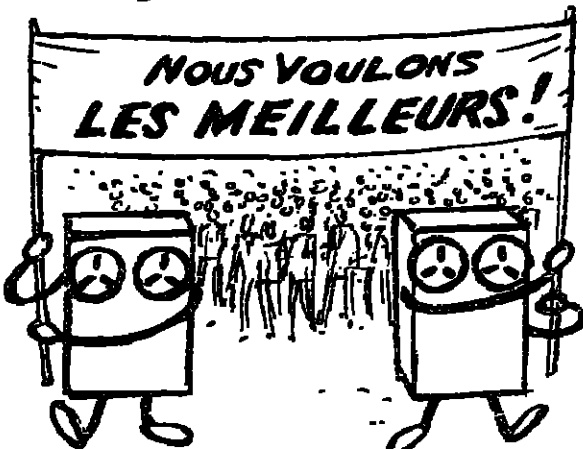
Une des routes premières S S C I vous propose de travailler sur des applications de type temps réel et/ou transactionnel, d'acquies ainsi une compétence élevée et reconnue dans les techniques de pointe, en profitant de l'expérience d'équipes d'ingénieurs chevronnés.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 81811 M à Madame Claude FAVEREAU.

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

Jeunes Ingénieurs...



Pour inventer avec nous l'informatique de demain, nous avons besoin des têtes les mieux faites...

Nous pensons que ces têtes-là ont plutôt 25 ans environ, qu'elles sortent de l'X, Centrale, Supélec, Télécom, les Mines... plus que leurs connaissances en informatique, c'est leur structure intellectuelle qui nous importe.

Si vous appartenez à cette élite, nous aimerions vous présenter les postes que nous avons à pourvoir. Écrivez-nous sous réf. 600, L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02 nous transmettra votre courrier.

Entreprise employant 350 personnes spécialisée dans la réalisation d'INFRASTRUCTURES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS recherche

INGÉNIEUR CHEF DE SERVICE

susceptible d'accéder rapidement à un poste de DIRECTEUR

- Diplômé d'une grande École telle que E.C.P. ou équivalent.
- Avoir :
 - 3 ou 4 ans d'expérience;
 - Une bonne connaissance des calculs de structure de construction métallique, des calculs dynamiques et des méthodes informatiques correspondantes.
 - Une bonne connaissance de l'Anglais.

- Le candidat retenu aura la responsabilité du service CALCULS DE STRUCTURE de l'entreprise.
- Il sera, en outre, progressivement chargé de missions à caractère TECHNIQUE-COMMERCE, et devra avoir du goût pour les contacts commerciaux.
- Il devra rapidement être intégré à l'ÉQUIPE DE DIRECTION de l'entreprise.

Lieu de travail : siège social situé dans la banlieue Ouest de Paris.

Envoyer curriculum vitae à n° 99161 ConTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.



Leader Français de la Distribution Pharmaceutique (+65 établissements en métropole) nous recherchons

UN CADRE CHARGE D'ETUDES

de FORMATION TECHNICIEN SUPERIEUR UN INGÉNIEUR expérimenté, en possession des domaines de l'ORGANISATION, les METHODES, le STOCKAGE MANUTENTION.

Il aura en charge : l'analyse des méthodes et procédures de travail, la mise au point de nouveaux projets d'implantation et de maintenance, le suivi des installations réalisées et de leur bilan économique, la correspondance avec l'informatique et les services et les établissements concernés.

Adresser lettre manuscrite + C.V. à : O.C.P. REPARTITION Direction des Affaires Sociales - Sec Recrutement 24 rue des Ardennes - 75019 PARIS

Responsable gestion du personnel

100.000 F

La filiale française d'un important groupe américain, spécialisée dans la vente directe de produits cosmétiques, crée le poste de Responsable Gestion du Personnel. Basé à Châteaufort (94), et placé sous l'autorité directe du Secrétaire Général, ce cadre bénéficiera d'une infrastructure informatique (IBM 34) et aura pour mission de traiter tous les problèmes relatifs à la paye (environ 200 salariés). Il sera également chargé de diverses tâches administratives (établissement des états permettant les déclarations sociales et fiscales, suivi des dossiers du personnel, statistiques...) et sera progressivement associé à des missions ponctuelles dans le domaine des relations humaines. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 25 ans minimum, doté d'une bonne formation de base, ayant acquis une maîtrise réelle de la paye informatique, et possédant une solide expérience dans le secteur considéré. Préférence sera donnée à un candidat à fort potentiel, désireux d'étendre ses responsabilités au sein de la fonction. Personnel. Écrire à J.P. ROUGIER - PS CONSEIL - 8 rue Belin - 75002 PARIS Cedex 18 - Réf. AZ39M

PS Conseil

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

Filiale d'un puissant Groupe Financier du secteur public, recherche un

jeune cadre administratif et financier

(FORMATION E.S.C. - SCIENCES PO. - SCIENCES ECO)

Placé au sein d'un groupe opérationnel, il sera chargé :
- d'assurer le suivi administratif et financier des opérations,
- de participer à l'établissement des bilans opérationnels,
- de préparer les dossiers de demande de financement, ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires au déroulement des opérations,
- de suivre l'exécution des marchés et contrats.

Notre société offre des possibilités d'évolution de carrière intéressantes pour un candidat de valeur.

Nous vous invitons à envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la référence 4393 à :

Q.P. organisation et publicité
2 RUE BARBES 75011 PARIS 11E TRAM.



Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur mondial de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées, recherche

ingénieurs logiciels

débutants et 2 à 3 ans expérience

Formation Grande École

Ils interviendront suivant leurs affinités ou leur expérience dans des projets faisant appel aux techniques de :

- commutation de message,
- réseaux de transmission de données par paquet,
- applications temps réel,
- gestion transactionnelle,
- bases de données et logiciels de base.

Le développement actuel de l'entreprise offre de réelles opportunités de carrière

Envoyer C.V. sous référence 040 LM

SESA - Direction du Personnel, 30, quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX.



Nos produits de grande consommation bénéficient dans le monde entier d'une image de marque exceptionnelle.

VOUS avez la capacité et le goût de proposer des solutions concrètes à un groupe national de distributeurs sur les plans :

COMPTABLE - JURIDIQUE - INFORMATIQUE - ADMINISTRATIF

VOUS êtes âgé d'environ 30 ans et de formation commerciale (H.E.C., ESSEC, SUP. de CO., etc.) et comptable (D.E.C.S. ou équivalent).

VOUS pouvez justifier d'une expérience réussie de cinq années au moins en entreprise ou dans un Cabinet d'Audit.

VOUS POUVEZ DONC ÊTRE

CONSEILLER DE GESTION

150.000 F +

En France, notre volume d'activité (C.A. 1980 : 500.000.000 de francs) est lié au dynamisme commercial de ses distributeurs, qui attendent de vous une assistance encore plus grande.

Basé en banlieue OUEST, votre activité s'étendra dans toute la France.

Courts déplacements fréquents à prévoir.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature sous la référence T027680 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

525 من لادام

UNE BANQUE FRANÇAISE DE TAILLE INTERNATIONALE
recherche

DES PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

PARIS

Au sein d'équipes d'applications, ils se verront confier les différentes tâches de programmation et d'analyse mettant en œuvre la méthode WARNIER LCP.

Les candidats retenus, de préférence titulaires d'un DUT Informatique, justifieront d'une expérience de deux ans au moins comme Programmeur de gestion dans un environnement gros système IBM sous OS en COBOL.

Ils auront déjà pratiqué soit la méthode WARNIER, soit une autre méthode de programmation. La pratique d'un système interactif serait appréciée.

Ecrire sous référence 213 M à A.L. CONSEIL,
24, rue Murillo, 75008 PARIS,
qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Ingénieur Etudes de Prix V.R.D.

Notre Direction Bâtiment Etranger recherche un Ingénieur diplômé Grande Ecole pour des études techniques V.R.D. et de prix sur différents pays étrangers, et pour la coordination des bureaux extérieurs de conception.

Une expérience Travaux ou Etudes, si possible dans une entreprise V.R.D. est vivement souhaitée, ainsi que de bonnes connaissances d'Anglais.

Des missions de courte durée sont à prévoir à l'Etranger.

Marie-Noëlle MARCZAK se propose de vous rencontrer.
Ecrivez-lui sous référence 4379 MNM - BOUYGUES - B.P. 204
92142 CLAMART CEDEX.

Un homme de valeur a sa place chez Bouygues.

BOUYGUES



Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur mondial de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées, recherche

chefs de projets

Formation informatique

Vous êtes un ingénieur issu d'une grande école, ayant plusieurs années d'expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques.

Nous vous offrons la possibilité de prendre en charge la responsabilité totale d'un projet dans ses aspects techniques (tant matériel que logiciel), humains et financiers.

Suivant vos affinités, votre expérience, vous interviendrez dans des projets faisant appel aux techniques de :

- commutation de message,
- réseaux de transmission de données par paquets,
- applications temps réel,
- gestion transactionnelle,
- bases de données et logiciels de base.

Le développement actuel de l'entreprise offre de réelles opportunités de carrière en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. sous référence 026 LM.

SESA - Direction du Personnel, 30, quai de Dion-Bouton,
92806 PUTEAUX.

PARIS 8ème
ORGANISME DE PREVOYANCE
recherche

CHEF DE PROJET

de formation supérieure, le candidat que nous souhaitons devra posséder une expérience de 2 ans environ de cette fonction dans un environnement Temps Réel. La connaissance du secteur «Assurances» constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé sous réf. 1324 M à
Jean PORRACCHIA



BUREAU MARCEL VAN DIJK

INGÉNIEURS CONSEILS

EN METHODE DE DIRECTION

ou

INGÉNIEUR

- 4 à 5 ans expérience en organisation administrative ;
- bonne connaissance pratique de l'informatique : conception, analyse, suivi de projets de bases de données ;
- créatif, réagissant facilement, capable d'animer des actions de formation ;
- pratique courante effective de l'anglais indispensable ;
- une expérience en systèmes d'information documentaire constituerait un atout.

Envoyer C.V. sous réf. 106 bis, rue de Rennes, 75006 PARIS.

Message à un

CHEF DE PUBLICITE ANNONCEUR

Vous souhaitez entrer dans une société dynamique et représentant l'un des plus gros budgets de la profession de la

V.P.C.

Nous souhaitons intégrer à notre équipe parisienne un chef de publicité capable de coordonner les 300 opérations que nous lançons chaque année (presse et direct mail).

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez un minimum de 35 ans, une très bonne formation et une solide expérience de gestion de budgets acquise chez un annonceur (si possible VPC) et éventuellement complétée en agence. Vous maîtrisez entre autre, très bien les techniques d'impression.

Merci d'adresser photo, CV, salaire actuel sous référence M/231/A à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous convoquer.

Discrétion d'usage assurée.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

GENERAL FOODS FRANCE

2000 personnes - C.A. 1 milliard, recherche un

CHEF COMPTABLE

- pour développer un nouvel outil informatique gestion financière.
- Comptable confirmé ayant pratiqué la comptabilité anglo-saxonne confortée par certificats supérieurs de comptabilité et, si possible d'informatique.
- Evolution ultérieure prévue pour élément dynamique et de valeur.
- Salaire de départ environ 140.000 F.

Ecrire à Ph. VAZ - G.F.F. - BP 309 - 92504 RUEIL MALMAISON

RESPONSABLE DE LA CLIENTELE BANCAIRE INTERNATIONALE

Important cabinet d'audit
recherche pour Paris

son futur responsable de la clientèle bancaire internationale

Il sera plus particulièrement chargé, en plus des missions d'audit auxquelles il apportera ses compétences techniques, de toutes les relations du cabinet avec la clientèle bancaire et des institutions financières.

Le candidat, de nationalité française, devra avoir une expérience bancaire de plusieurs années, acquise dans les services de contrôle de gestion, d'audit interne, d'inspection générale ou d'organisation et d'informatique.

Ce poste s'adresse à des candidats de formation commerciale supérieure, parlant couramment l'anglais, de préférence experts-comptables diplômés ou stagiaires, fortement motivés, et désireux de travailler dans un environnement international avec un potentiel de carrière.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae en indiquant la rémunération désirée à : M. V.W.H. Greenway-Partner, 523, av. Louise, R-P. 30-B 1050, Bruxelles (Belgique).

Les entretiens auront à Paris.
Discrétion totale assurée.

UNE PUBLICATION INDUSTRIELLE
LEADER SUR SON MARCHÉ
RENFORCE SON EQUIPE DE VENTE
et recherche

un Chef de Publicité

HF

Il devra s'intégrer dans une équipe dédiée à conquérir de nouveaux budgets. Fondamentalement combatif, il exploitera en permanence ses qualités de ténacité conjuguées à une grande aisance dans le contact.

Une expérience voisine de 2 ans est nécessaire.

Adresser d'urgence, sous référence JLV-SPPS 06-81, vos lettres manuscrites, C.V. et rémunération souhaitée à GROUPE TESTS - Direction Générale
41, rue de la Grange aux Belles 75483 Paris Cedex 10

IMPORTANTE SOCIETE, SECTEUR TERTIAIRE
recherche

technicien d'exploitation

pour participer à la migration d'une production informatique de DOS/VS à MV5 dans le cadre d'une nouvelle implantation à ST-QUENTIN EN YVELINES - 78 (matériels 3032 - 3033).

Les candidats devront justifier d'une très bonne connaissance du JCL et des utilitaires OS, ainsi que d'une réelle expérience des problèmes d'exploitation sous MV5.

Position Cadre.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous No 1256 à
CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ENTREPRISE DE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
à vocation internationale
recherche pour son Siège (proche banlieue Ouest PARIS)

JURISTE d'ENTREPRISE

FORMATION : Licence en Droit + Diplôme de Gestion
Anglais indispensable.

FONCTION : sera chargé de la rédaction et de l'application des contrats de sous-traitance et de fournitures pour marchés à l'étranger.

Une première expérience dans la fonction sera très appréciée.
Missions en France et à l'étranger.

Adresser lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions sous no 1074 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE
ALIMENTAIRE
recherche pour ses
Départements France et International
siège à PARIS

JEUNES ATTACHES MARKETING

DIPLOMES H.E.C., Ecole de Commerce
ou similaire

pour prise en charge rapide
d'une ligne de produits

Il est demandé une première expérience en produits de grande consommation et la connaissance théorique et pratique des domaines : études - suivi et développement produits - promotion et publicité.

Anglais et espagnol impératifs.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous no 01145 à
CONTESSÉ PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01,
qui transmettra.

INGENIEUR SUPPORT TECHNIQUE

130 - 145.000 F

MINI INFORMATIQUE
BANLIEUE OUEST PARIS

SYSTEMS

INGENIEURS LABORATOIRES S.A.

La société SYSTEMS (40 personnes en 1978, 100 en 1981, C.A. 75 millions), filiale d'un groupe international GOULD Inc., spécialisée dans la commercialisation de mini-ordinateurs 32 bits à vocation industrielle et scientifique, poursuit son développement et recherche un INGENIEUR pour son support technique (Installation et Maintenance). Ce poste pourra évoluer vers une responsabilité d'Ingénieur d'Affaires, où il sera chargé du suivi des projets, avec définition des besoins des clients, proposition de solutions et suivi de la réalisation, dans le respect des objectifs techniques, des délais et des coûts. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation ESE, ENSIMAG, ENSEEIHT, INSA, possédant une première expérience (1 à 3 ans) en informatique « Temps Réel » chez un constructeur ou un assembleur. Ecrire sous référence 433/M.

G.R.H. Conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Peut-on alléger l'obligation alimentaire ?

J'ai dû placer ma mère, devenue invalide, dans un service de long séjour. Compte tenu de ses ressources, environ 4 000 francs par trimestre, nous devons, ma femme et moi, verser un peu plus de 12 300 francs tous les trois mois pour payer les frais d'hébergement. En effet, nous travaillons tous les deux et n'ayant qu'un fils nous ne bénéficions d'aucune prise en charge de l'aide sociale. S'il me paraît normal que des enfants viennent en aide à leurs parents, il me semble que là il y a tout de même une participation qui paraît excessive.

La mésaventure racontée par ce lecteur, des milliers d'autres familles peuvent la connaître. Si les frais concernant les soins sont pris en charge par la Sécurité sociale, toute la partie « hébergement » incombe à la personne âgée elle-même, avec, éventuellement, la participation de ses enfants et petits-enfants, au titre de l'obligation alimentaire. Seuls les gendres et belles-filles sont dérogés de cette contrainte en cas de veuvage ou de divorce.

Dans la plupart des cas, les pensions touchées par le retraité ne suffisent pas pour couvrir une telle dépense. Il demande donc son admission à l'aide sociale. Cette demande, établie par le bureau d'aide sociale du lieu de résidence de l'intéressé, est examinée par une commission cantonale. Celle-ci décide la part que l'aide sociale prendra à sa charge, en fonction des ressources de la personne âgée et du soutien qu'elle est en droit d'attendre de ses proches. Indirectement, la commission fixe donc la somme due par la famille. Si les « obligés alimentaires » refusent le chiffre proposé, ils peuvent faire appel auprès de la commission départementale dans le délai d'un mois qui suit la notification de la décision. Et, en deuxième et dernier recours, ils peuvent solliciter la commission centrale d'aide sociale (1).

La famille risque peu à utiliser cette suite d'appels gratuits car, même si la commission centrale estime que ses précédentes se sont montrées peu bienveillantes, elle ne peut majorer le montant de l'obligation alimentaire. Sauf, cas tout à fait exceptionnel, si le recours émane du préfet, qui souhaite une augmentation de

la participation des enfants, et même dans cette situation, la commission centrale reste libre de suivre ou non l'avis préfectoral.

En règle générale, la commission doit admettre la demande de diminution de participation, soit la rejette, en condamnant éventuellement la famille à une amende de « loi appel », tout à fait symbolique puisqu'elle est de 100 francs.

La commission centrale exerce, en quelque sorte, un rôle de régulateur face aux excès qui, éventuellement, pourraient être commis par les deux précédentes commissions. Car il n'existe pas de barème ou de « tarif » nationaux. Seule une circulaire datée du 1^{er} août 1973 et reprenant des dispositions d'un précédent texte de 1963 propose à la commission cantonale d'admission que soient dispensées de l'obligation alimentaire les familles dont les ressources mensuelles ne dépassent pas un seuil établi à partir du « minimum garanti ». Ce seuil serait égal à deux cents fois le minimum garanti multiplié par 1,5 pour une personne seule — 2,5 pour un couple — et 0,5 en plus par enfant à charge. Ce qui, depuis le 1^{er} juin 1981, donne respectivement 2 862 F, 4 470 F et 564 F.

En revanche, aucune instruction ne fournit d'indications sur le pourcentage... de participation à appliquer en fonction des ressources. La commission centrale, disent certains de ses membres, essaie d'être sociale. C'est-à-dire qu'elle imposera une participation plus légère à de petits budgets pour se montrer moins conciliante avec de hauts revenus.

Difficultés pour les revenus moyens

En analysant les décisions de la commission centrale, il apparaît qu'à partir d'un certain niveau de ressources, environ 8 000 ou 7 000 F mensuels, l'aide sociale estime que « le demandeur n'est plus un de ses clients ». Ainsi, un jeune couple gagnant en tout 8 800 F par mois a été astreint à payer 1 500 F pour le placement d'une vieille dame. Astreinte très lourde en l'occurrence. En fait, ce sont les couches moyennes qui posent le plus de difficultés et paraissent « pénalisées ». À moins de 5 000 F, on peut échapper à une participation, à plus de 10 000 F, il faut s'attendre à contribuer pour 10 % à 15 % de ses revenus.

Bien évidemment, les prestations familiales ne sont pas comprises dans ce calcul et toutes les décisions sont étudiées cas par cas, en fonction de l'âge des intéressés, de leurs charges, du nombre d'enfants, etc. Ainsi, un jeune dentiste, qui venait de s'installer, a pu être dispensé de tout paiement pendant deux ans, le temps pour lui de se faire une clientèle.

Autre exemple, pour trois fa-

milles dont les ressources étaient de 3 700 F par mois (pour un couple), de 5 400 F (pour un couple avec un enfant) et de 5 600 F (pour un ménage), la commission a ramené la somme exigée de 800 F par mois à 600 F. À l'opposé, un couple sans enfants qui gagnait 12 000 F par mois devra payer 250 F mensuels. Deux autres familles, en raison de la faiblesse de leurs revenus ont vu l'annulation de leur participation.

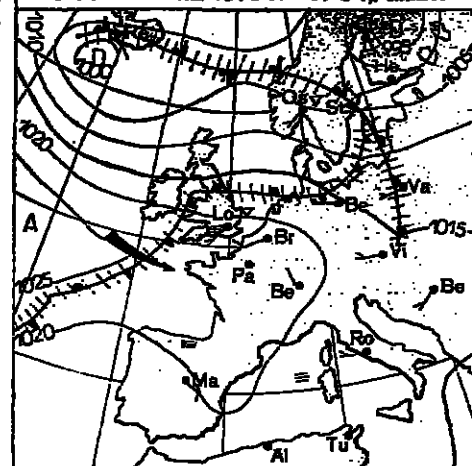
Mais, que faire lorsque, comme pour notre lecteur, les délais d'appel sont écoulés. Il reste la solution de demander une révision du dossier. Révision justifiée par un changement de situation, une mise à la retraite, un enfant supplémentaire, un chômage ou encore une charge qui se révèle trop importante à l'expérience. La procédure est identique à la première. Les détails d'appel sont récapitulés d'office.

CHRISTIANE GROLIER.

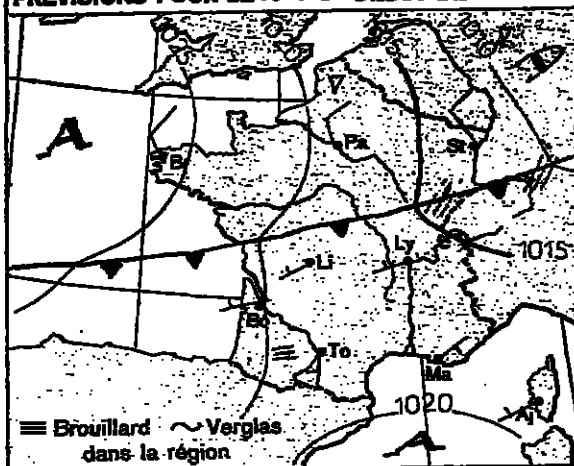
(1) La commission centrale d'aide sociale siège au ministère de la Solidarité nationale, 1, place de Fontenay, 75007 Paris.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15.6.81 A 0 h G.M.T.

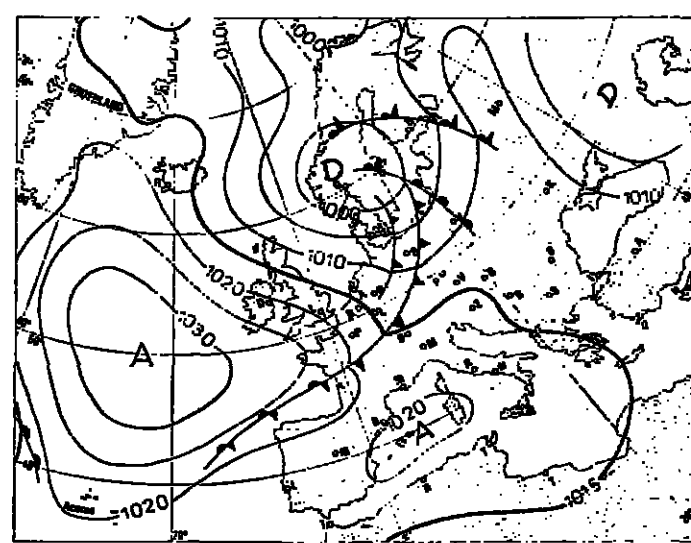


PRÉVISIONS POUR LE 16.6.81 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2,5 mm)
Zone de pluie ou neige / Averses / Orages / Brouillard / Verges
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent / Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
Sens de la marche des fronts / Front chaud / Front froid / Front occlus

PRÉVISIONS POUR LE 16 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 15 juin à 0 heure et le mardi 16 juin à 24 heures : Dans la journée, des pressions s'affaibliront sur l'Europe et un front froid des îles Britanniques évoluera sur notre pays.

Mardi, une zone nuageuse affectera le matin nos régions des Charentes aux Ardennes. De la Bretagne au Pas-de-Calais, le temps sera plus frais avec quelques averses près des côtes. Ailleurs, le temps sera ensoleillé après dissipation de bancs de brouillards locaux.

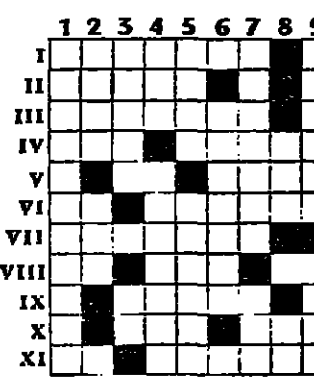
Dans la journée, le temps plus frais avec passages nuageux accompagnés d'averses plus fréquentes au nord-est de la Seine mais suivies d'claircies s'étendra à la moitié nord de notre pays. Une tendance à l'aggravation des nuages sera observée au sud-est de la France, où l'on pourra assister à de fortes pluies. Les vents seront au secteur nord-ouest sur la moitié nord de notre pays. Les températures baisseront sensiblement, à l'exception du pourtour méditerranéen.

Le lundi 15 juin 1981 à 3 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 021,4 millibars, soit 106,1 millibars de mercure.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2851



HORIZONTALEMENT

1. Ses farces ne sont pas plus appréciées que ses bouillottes. — II. « Médecin », pour l'auteur d'un « Malade imaginaire ». — III. C'est parfois l'affaire d'une minute. — IV. Base de lancement. — V. Fossés. — VI. Beau prince. — VII. D'un sous-entendu tendre. — VIII. Maitresse pour produire du courant. — IX. Un vrai chéri. — X. Poutre de bruits. Région sans charme ni charme. — XI. Formation conjuguée de l'air et de la flotte. — XII. Poète, pour le législateur du Parlement. — XIII. Tiro-à-l'arc à pression. — XIV. Conjonction. — XV. Soutien de la couronne de la reine-marguerite.

VERTICALEMENT

1. Une affaire qui se juge au palais. — 2. Grande ou petite, selon qu'elle est bonne ou mauvaise. Absorbé par un âne, il est rendu par une girafe. — 3. Précisément sans importance quand il s'agit des utilités. Souffre une revendication générale. — 4. Passage à niveau. Hommes travaillent aux pièces. — 5. Ilustre. — 6. Explication

tirée par les cheveux. — 7. De tels hommes sont plus aptes au rapt qu'aux rendez-vous. Ses membres se frottent sans doute pas de mal à une mouche ! — 8. Qui n'a plus qu'à faire preuve de savoir-vivre. Personnel. — 9. Rencontre, cache avec le taureau. On peut y cueillir aussi bien des fraises que des noix.

Solution du problème n° 2850

Horizontalement
I. Bouquetière. — II. Or. — III. Yvon. — IV. Steen. Isolier. — V. Usée. Italie. Clé. — VI. Agnès. — VII. N.A.S.A. — VIII. Le. — IX. Mas. Rut. Or. — X. Titen. Galériens. — XI. Sgarde. Té. Urie. — XII. Noir (allusion au lac Edouard). Père. — XIII. Éna. Beau. — XIV. Ne. Général. — XV. Lehar. Sève. Si.

Verticalement
1. Bouquinière. — 2. Ors. — 3. Tse-tse. Taon. — 4. Quête. Mariage. — 5. Urne. — 6. Enselignes. E.N.A. — 7. Ténite. — 8. Aspire. — 9. Freil. Louer. — 10. Rossmarie. Éblé. — 11. Km. Oeur. — 12. Il. Boiteuse. — 13. Stéode. Refre. — 14. Li. Hele. — 15. Rux. — 16. Guy. Enseveli.

AUF BROUÏT.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel

le 14 juin 1981 :

UN ARRÊTÉ

Portant autorisation à la Société de gestion de participations aéronautiques de participer à l'augmentation du capital de la Société nationale industrielle aérospatiale.

UNE CIRCULAIRE

Relative aux conditions d'application de la loi du 8 juillet 1972 portant création et organisation des régions.

BREF

DOCUMENTATION

AMENAGER LES RIVIÈRES. — Comment aménager sans les dégrader les 250 000 kilomètres de rivières non domaniales c'est-à-dire les cours d'eau dont les berges et le lit appartiennent à des particuliers ? Ceux-ci n'en assurent plus l'entretien, d'où l'intervention nécessaire mais souvent trop brutale de l'administration. L'Union Midi-Pyrénées pour la nature et l'environnement (UNINATE) vient d'établir une brochure illustrée qui indique comment le recadrage de ces cours d'eau peut et doit être pratiqué de manière écologique. Elle se fonde pour cela sur des exemples recueillis dans le Sud-Ouest. Un bel exemple de contribution des associations à la gestion intelligente de notre capital naturel.

* « Aménagement et sauvegarde des rivières non domaniales », 50 pages. UNIMAT, 28, avenue Camille-Flammarion, 31500, Toulouse.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vie s/ale. Pal. Just. Pontaise (95) pl. N.-Flammarion, 25 juin 1981, 14 h.

APPARTEMENT A DOMONT (95)

1, allée des Troènes, Bât. 7 type 4, av. G.W. Lott 125 et 233 m² cc-pp, et parties communes y attachées. MISE A PRIX : 15 000 FRANCS. Consigne, pr. ench. 25 000 F (ch. port.). Pour renseignements : M^{re} BUSSON, avoc. 032-31-62 à Pontaise (95), 28, rue P.-Butin

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de ROBIGNY, le MARDI 30 JUIN 1981, à 13 h. 30 EN UN SEUL LOT : Un

APPARTEMENT

au 1^{er} étage du bâtiment B ayant accès par escalier personnel comprenant : une entrée, cuisine, salle à manger et chambre, débarras et w.c. Jolie vue sur terrain arboré et à perpétuité d'un terrain en nature de cours, dans un immeuble sis à

AULNAY-SOUS-BOIS

(Seine-Saint-Denis) 1 bis et 1 ter, avenue d'Alsace MISE A PRIX : 28 000 FRANCS S'adresser à M^{re} Bernard STIENNE, membre de la S.C.P.A. STIENNE, DORE, WARET-STIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROBIGNY-SOUS-BOIS. T. 854-90-97

Vente au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, le Jeudi 25 juin 1981, à 14 h 30

UN APPARTEMENT - CAVE - GARAGE à NOGENT-SUR-MARNE (Val-de-Marne)

21-23, rue du Général-Paidherbe MISE A PRIX 300 000 FRANCS

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

Vente sur saisie au Palais de Justice de ROBIGNY, le MARDI 30 JUIN 1981 à 13 h 30 EN UN SEUL LOT

UNE PROPRIÉTÉ

comp. un pavillon d'habitation sur, partie sur cave et partie sur terre-plein, d'un rez-de-chaussée, divisé en salle de séjour, cuisine, salle d'eau, W.C. D'un 1^{er} étage composé de 2 chambres et débarras, cuisine d'été et garage indépendant, le tout cadastré section AN n° 146 pour 1 a 27 ca

à NEUILLY-SUR-MARNE (93)

24, avenue Racine - MISE A PRIX : 100 000 F S'adresser à M^{re} Bernard STIENNE, membre de la S.C.P.A. STIENNE, DORE, WARET-STIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROBIGNY-SOUS-BOIS. Tél. : 854-90-97

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de NANTERRE (92) le Mercredi 24 juin 1981 à 14 heures

PROPRIÉTÉ A MONTROUGE (92)

1, rue Louis Rolland, numéro 21

MISE A PRIX : 395 000 FRANCS

S'adresser à M^{re} DESMOTTES, 297, rue Saint-François, 92100 NEAUFLE-LE-CHATEAU, ou à M^{re} REGNARD, 102, rue Saint-Jacques, 92100 NEAUFLE-LE-CHATEAU, ou à M^{re} BERTHOUD, 14, rue d'Anjou, A tous avocats d'office, 20, bd Malesherbes, 75008 PARIS. Droit aux W.C. comm. CAVS n° 19 au s/col même bât. dans l'ann. à PARIS-14

Vente s/licitation, Palais de Justice de NANTERRE (92) le 29 juin 1981, 14 h - 2 LOTS

1) APPART. P. pal. droite, de 2 p. cuis. Droit aux W.C. comm. CAVS n° 19 au s/col même bât. dans l'ann. à PARIS-14

2) PROPRIÉTÉ A LOYE-SUR-ARNON (Cher) comp. une maison d'habitation de 3 p. granier, dépend d'une cont. de 3 a 37 ca

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

10, RUE DELAMBRE

MISE A PRIX : 50 000 F - 30 000 F

S'adr. pour tous renseignements à : M^{re} Guy TESTEVILLE, Avocat, 2, rue Circulaire, 92230 VILLEMONAISE - Tél. : 854-12-27 - 3^e au Tribunal de Grande Instance de ORFÈVRE, rue Pasteur-Valéry-Radot - 3^e et sur place pour visiter au s'adressant auparavant à M^{re} GUY TESTEVILLE, 3, bd Jacques-Amyot, à VAUJOURS (Seine-Saint-Denis) - Tél. : 850-20-74

PARIS EN VISITES

MERCREDI 17 JUIN

« Notre-Dame », 15 heures, façade. Mme Bouquet des Chaux. — « Saint-Germain-en-Laye », 15 heures, 2, rue Maurice-Denis, Mme Chapuis. — « Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Albert. — « Paris 2000 », la Défense, 15 heures, hall du R.E.P., enseigne de pharmacie, Mme Legrégois

(Caisse nationale des monuments historiques). — « La Mosquée », 15 heures, place du Fout-de-l'Ermitage (Approche de l'art). — « Cité des Abolies », 15 heures, 4, avenue de St-Germain à Charenton (Art pour tous). — « L'île Saint-Louis », 15 h. 30, métro Pont-Marie (Mme Fleury). — « Le Sénat », 15 heures, 20, rue de Tournon (F.-Y. Juel). — « L'église Saint-Gervais et les hôtels de la rue François-Miron », 15 h. 30, façade de l'édifice (Paris pittoresque et insolite). — « Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Restauration du passé). — « La basilique de Saint-Denis », 14 h. 45, entrée (Tourisme culturel). — « Le café Procope », 14 h. 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

MERCREDI 17 JUIN

17 h., Palais du Louvre, Mme E. Demougeot, « Le Colosse de Barletta » (R.N.A.P.).
20 h. 30, salle du FIAP, 30, rue Cabanis, M^{re} A.-M. Douvion-Bolles, « Le couple » (Union rationaliste).
30 h. 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Yves Dénal : « Exposé et séance de psychanalyse, Entourage du malade mental. Problèmes de l'enfant » (Psycho-Santé).

Mach. écrire électronique. 3780^e Duriez

DURIEZ PRESENTE la 1^{ère} électronique portable : légère, 9,5 k avec valise. Spécialité secrétariat 3 à 4 h./jour. Mémoire 8 caractères par caractère. Invis. 6 caractères (marguerites). Allongement impéc. Ruban cassé. Stock 1200 mach. écrite dep. 330 F. main, électriques, portables... Grdes. Marques. Satisfait ss 8 jrs ou remboursé. Duriez, 112, Bd St Germain, Odéon.

مذا من راصم

SOCIAL

Le relèvement du SMIC et sa compensation

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

De toute façon, le SMIC devait être augmenté d'environ 5 %. Le nouveau gouvernement s'est prononcé pour une augmentation de 10 %, soit un coup de pouce de 5 % : chacun s'est félicité de cette prudence, et de la modération dont on a fait preuve, au lendemain même de la victoire, les grandes organisations syndicales.

Nous aurions peut-être préféré dans un premier temps une autre démarche, presque inverse : la réduction des cotisations sociales par-sonnellement assumées par le salarié et précomptées sur sa rémunération. Pourquoi, par exemple, ne pas l'avoir exonéré de sa cotisation assurance maladie, soit 4,5 % ? Ce qui est important en effet, plus que les coups de pouce, ce sont les réformes en profondeur. Or, il n'est évidemment pas normal, s'agissant de la politique de la santé, que l'on demande une contribution identique aux salariés au plancher et au super-président-directeur général (1). Posant un principe de gratuité pour les plus modestes, on aurait pu transformer le simple coup de pouce conjoncturel en une véritable réforme, avec des effets strictement identiques sur le pouvoir d'achat des catégories viciées. Mais surtout, une augmentation de ce pouvoir d'achat par la réduction des coti-

sons salariales, compensées bien sûr par un important effort fiscal, est sans incidence sur les salaires : elle ne présente donc pas les effets légitimes d'un relèvement direct de ce-ci. Il faut voir les choses en face. Dans deux mois, plusieurs centaines de milliers de jeunes sortant de leur scolarité vont se présenter sur le marché du travail : par hypothèse, toute mesure tendant à leur embauche plus aisée est fautive. Or, une augmentation im- posée des salaires, même légère, peut avoir un effet dissuasif, indé- pendamment de cette simple évi- dence : elle est susceptible d'ac- croître les difficultés dans lesquelles la crise en général, le prix du crédit en particulier, plongent. nombre d'entreprises, notamment dans les branches particulièrement concer- nées par les relèvements du SMIC. De cette évidence, le gouvernement est, bien sûr, parfaitement conscient : au moment même où il dé- clare de relever le SMIC de 10 %, il annonce que le supplément de coût salarial qui en résulterait pour les entreprises ferait l'objet d'une « compensation » assurée par l'Etat à hauteur de 50 %. D'où la compensation correspondant en somme au coup de pouce de 5 %.

Un virage d'abord, car la compen- sation, totale ou partielle, d'un sur- coût dénoterait la réduction, gé- néralisée des cotisations du régime général pour tous les salariés in- téressés à un chiffre donné, s'inspirant de philosophies différentes, aboutis- sent à des résultats concrets non moins différents dans la mesure où la seconde formule se borne à pré- senter l'existence d'un surcoût, sans se préoccuper, au fond, ni de son importance exacte ni même de sa réalité.

Supposons qu'une entreprise pro- ducée à des relèvements de salaire symboliques : de 8 000 à 3 100 F par exemple. Au lieu de calculer le sur- coût salarial réel entraîné par ce relèvement minimal et d'en compen- ser le coût, on appliquera à la totalité de ce salaire une exoné- ration de cotisations patronales dont le montant sera supérieur au surcoût. A fortiori, les discordances entre les deux systèmes s'accroissent au cas de relèvements, ou au cas d'embauche future. Dis- cordances également lorsque l'en- treprise concernée a un taux de coti- sation accident du travail différent du taux moyen de 4 % retenu dans le chiffre théorique de 40 %, etc.

Du fait même de sa généralité, la formule du « taux de réduction » ne- rait donc moins nuancée, plus géné- ralisable que la solution primitivement envisagée. Sans être réellement plus simple, car si certaines difficultés sont écartées, à l'inverse, d'autres surgissent, relatives aux heures sup- plémentaires, au temps partiel, aux primes : relatives aussi à l'effet de seuil « produit par la ligne de démar- cation à partir de laquelle les coti- sations retrouvent leur taux plein. Cependant, le virage nous paraît incontestablement heureux. Nous avons, dans ces colonnes (3), com- paré le SMIC à un guérillon trop frêle pour l'énorme poids d'assistan- ce — les charges sociales — que l'on a entassées sur lui. On va enfin por- ter à un allègement de la pile ? On ne peut que s'en féliciter. Pourquoi ? Parce que cet allège-

ment marque une nouvelle formule de compensation qui vient d'être ren- due officielle et dont l'Etat sera pro- posé, au prochain Parlement, les URSSAF n'ont sans attendre tou- tes instructions pour sa mise appli- cation, dès le mois de juillet, aux salaires de juin. Par rapport à la précédente, c'est un certain virage : mais un virage qui peut être heureux, même s'il soulève diverses diffi- cultés.

Un virage heureux

ment marque une nouvelle formule de compensation qui vient d'être ren- due officielle et dont l'Etat sera pro- posé, au prochain Parlement, les URSSAF n'ont sans attendre tou- tes instructions pour sa mise appli- cation, dès le mois de juillet, aux salaires de juin. Par rapport à la précédente, c'est un certain virage : mais un virage qui peut être heureux, même s'il soulève diverses diffi- cultés.

Bref, autant l'idée de subventions de cotisations distribuées aux en- treprises dans le cadre d'une poli- tique des salaires est peu exaltante, autant le principe même d'une ré- duction des cotisations sur les sa- laires les plus faibles peut trouver une cohérence et cette réduction s'inscrit dans une stratégie de reme- diage des modes de financement de la sécurité sociale.

(1) Cette identité, alors que l'im- pôt sur le revenu est, lui, progressif, est d'autant plus contestable que, lorsque deux salariés entrent dans le foyer, chacun d'eux apporte cette cotisation. Or cette dualité de salai- res, d'un côté, et de cotisations, de l'autre, est la source de la plus mo- destes que dans les plus aisés.

(2) La décision prise de coti- sation accident du travail à 4 %. Rappelons que cette cotisation varie.

(3) « Le guérillon et la pile d'assistan- ce », Le Monde du 16 décem- bre 1979.

(4) En 1979, l'impôt sur le revenu représentait en France quelque 12 % des prélèvements obligatoires, près de 30 % en Allemagne et (en moyenne) pour l'ensemble des pays de la C.E.E., plus de 35 % (en moyenne). Données tirées des pays de l'O.C.D.E. Données tirées des pays de l'O.C.D.E.

M. ANDRÉ BERGERON
(Forces ouvrières)
SE DÉCLARE FAVORABLE
A UNE MAJORATION
DES COTISATIONS ASSÉDÉ

M. André Bergeron, secrétaire général de Forces ouvrières, déclare le 12 juin, à Lyon, qu'il « présente » une majoration des cotisations aux caisses d'as- surances-chômage (ASSECH) en juillet, pour combler le dé- ficit. La décision prise devrait faire appel, selon M. Bergeron, « pour une moitié aux employeurs et aux salariés, et pour l'autre moitié à l'Etat, de telle manière que les premiers restent maîtres de ce qu'ils ont créé il y a vingt- trois ans ».

Rappelons que le taux de coti- sation aux ASSECH est de 2,50 % des salaires, soit 2,76 % à la charge des employeurs et 0,84 % à celle des salariés.

Les mécanismes de recouvrement

Informatisés, se prêtent assez mal au type d'opération auquel, envisagé. Au- tant bien s'en est-on presque aussitôt orien- té dans une autre direction, consistant à substituer à cette multitude infinie de soustractions, différentes dans chaque cas particulier, l'application d'un « taux de réduction » des coti- sations du régime général.

L'idée générale est la suivante : au lieu de calculer le supplément de coût salarial et d'en imputer la moitié sur les cotisations dues par les entreprises concernées au régime général, il est plus simple pour les URSSAF, et pour tout le monde, de transformer la compensation en une réduction du taux de ces coti- sations. Dans quelle mesure ? Lors- que le SMIC passe de 2 855 F à 2 900 F, le coût salarial global passe, nous l'avons vu, de 3 768 F à 4 147 F. Si l'Etat assure, pour l'en- treprise, à hauteur de 50 %, la com- pensation à hauteur de 2 050 F, le coût salarial global passe lui-même à 4 147 F. Charge supplémentaire pour l'entreprise : 4 147 F - 3 768 F = 379 F. Compensation à 50 % - 190 F ar- ronds. Et comme l'augmentation du SMIC ne peut être contenue aux seuls salaires des plus modestes, il a été précisé que cette demi- compensation jouerait tant que les relèvements de salaires ne les feraient pas dépasser 1,2 SMIC (nouveau SMIC), soit 3 480 F.

Comment, concrètement, réaliser cette demi-compensation ? Des « à-valor » fiscaux auraient été sans effet immédiat. On leur a donc pré- féré des « à-valor » sociaux : les entreprises imputant le montant de cette aide à leur dette de cotisations à l'endos du régime général. Tel est le scénario annoncé le 3 juin, et qu'une loi devrait comen- cer aussitôt que possible.

Il faut avouer que, dans son prin- cipe même, cette subvention gé- néralisée, si astucieuse soit-elle, sus- cite quelques malaises. Cette prise en charge par l'Etat d'une fraction des salaires risque de choquer : et les entreprises concernées peuvent sup- porter le relèvement du SMIC, pour- quoi les aider, pensera-t-on, Car- dade ? Et, en cas contraire, il se demandera s'il était opportun de le leur imposer.

D'autre part, et surtout, trop sophistiquée et trop lourde tout à la fois, la mécanique de recouvre- ment du régime général, largement

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES

« Familles et pouvoirs »

De notre correspondant

Moulins. — C'est dans un climat serein que s'est tenu à Vichy (Al- lier), les 13 et 14 juin, l'assemblée générale de l'Union nationale des associations familiales françaises, présidée par M. Roger Bernal.

A cette assemblée réunie sur le thème « Familles et pouvoirs » ont participé environ quarante cin- quante délégués départementaux, aux opinions les plus diverses —

qu'il s'agisse par exemple de re- présentants de la Confédération syn- dicale des familles (tendance socialis- te) à l'Association catholique des familles inquiètes de l'avenir de l'école privée. M. Pierre Laroque, président honoraire de section du conseil d'Etat, Williams, membre du comité économique et social de la C.E.E., et le docteur Encandé, ont assisté à cette assemblée.

La famille y a été redéfinie comme le siège de certains pouvoirs. Ainsi sur le plan éducatif a-t-on fait le constat des responsabilités, et M. La- roque a souligné la nécessité de créer une formation permanente fami- liale, à l'instar de la formation pro- fessionnelle existante. La famille exerce également un pouvoir éco- nomique sur la consommation ou bien d'autres aspects.

Constat plus original, l'existence du pouvoir familial en matière de santé : face au pouvoir médical dont l'UNAF souhaiterait une représen- tation unique ad hoc, le pouvoir des usagers que sont les familles devrait se donner les moyens de sa poli- tique... à travers l'UNAF.

A Vichy, on a aussi réaffirmé le principe de la liberté de choix des familles en matière d'école et de logement, ce qui a pu prendre un écho particulier en cette période électorale. Enfin, l'assemblée a réitéré son vœu de voir accorder un « congé-représentation » aux mul- tiples salariés militants bénévoles de l'organisation.

Le changement de majorité prési- dentielle et parlementaire doit fa- voriser le développement de la vie associative, comme le souhaite l'UNAF depuis longtemps. La pro- chaine assemblée générale aura lieu en novembre. — D. L.

Tous les vendredis
« Fonctions »
Commerciales
La rubrique d'offres
d'emploi pour les
nouveaux vendeurs.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée
à ses lecteurs
résidents à l'étranger
Exempter spécimen sur demande

PLACEMENTS. AU LIEU DE VOUS
ALARMER VENEZ-VOUS ARMER.



RENSEIGNEZ-VOUS.
Dans toutes les circonstances, y compris les plus difficiles, il y a toujours quelque chose à faire en matière de placements. Encore faut-il l'avoir bien compris.
Pour savoir "juste" et vous assurer, venez rencontrer un Agent de Change, 4, Place de la Bourse, Paris 2; Bureau d'Accueil des Agents de Change, ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 26/25.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (93) 59.70.32 / Nancy (33) 336.54.97 / Nantes (40) 48.41.94.

BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE
4, Place de la Bourse, Paris 2.

FIN D'UNE GRÈVE DE PLUS D'UN AN

Le gisement d'antracite de Ladrecht sera exploité

Les Charbonnages de France et la fédération C.G.T. du sous-sol de- valent signer, le lundi 15 juin, un accord sur l'exploitation du gisement d'antracite de Ladrecht, dans le Gard. Depuis le 5 mai 1980, les mi- neurs du puits voisin de Destival avaient entrepris grève et occupation de leur lieu de travail pour empê- cher la fermeture de ce puits, ce qui aurait annihilé toute possibilité d'exploitation de Ladrecht.

Sur le plan économique, l'accord prévoit l'entreprise immédiate de travaux préparatoires et de reconnai- sance. Deux « trappes » (percage de galerie) seront effectués dans les dix-huit mois. Vingt ouvriers seront embauchés en septembre, en atten- dant un plan d'engagement qui sera défini après les travaux de reconnaissance.

Sur le plan social et juridique, les plaintes déposées contre cer- tains mineurs seront retirées. Les grévistes recevront dix jours de congés payés et six jours d'absence justifiés ainsi que 8 000 F à la reprise du travail et 3 000 F remboursables en dix-huit mois à partir de 1982.

Les mineurs, qui avaient obtenu le 12 juin de M. Pierre Joxe la cer- titude que le gisement serait bien exploité, ont organisé une grande fête dans la soirée de vendredi. Avoir sauvé la mine et ouvert la voie à la renaissance du charbon national, « c'est la victoire de la vie sur la mort, de l'avenir sur le passé », a affirmé M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T.

Geste politique et symbolique — comme l'annulation de la construc- tion d'une centrale nucléaire à Flo- goff, la décision d'exploiter le gisement d'antracite de Ladrecht met fin heureusement à un très long conflit (voir « Les rebelles du charbon », de M. Jean-Pierre Chabrol dans Le Monde du 22-23 février et « Symbole et réalité », de M. Petit- menh, directeur général des Char- bonnages dans Le Monde du 10 mars).

Mais elle ne lève pas d'un seul coup — comme par enchantement — les hypothèques économiques qui grèvent le projet. Depuis le 23 jan- vier 1979, les Charbonnages de France sont liés à l'Etat par un

BRUNO DETHOMAS.

MONNAIES

LES AVOIRS OFFICIELS DE CHANGE ONT DIMINUÉ DE 28 MILLIARDS DE FRANCS EN MAI 1981

Un communiqué du ministère de l'économie et des finances indique, qu'à la fin de mai, les avoirs officiels de change de la France s'élevaient à 55,536 mil- liards de francs, en diminution de 28 milliards de francs. Ces avoirs se répartissent de la façon suivante : avoirs en or, 25,536 milliards de francs ; avoirs en devises, 30,000 milliards de francs ; position au Fonds euro- péen de coopération monétaire (FECOM), 25,442 milliards de francs ; avoirs de la Viesse, 41,610 milliards de francs ; créance sur le Fonds monétaire international (F.M.I.), 11,515 mil- liards de francs.

Les principaux mouvements en- registrés, en mai ont été les sui- vants, les avoirs en or demeurant inchangés : La position de la France auprès du FECOM est devenue débitrice à hauteur de 25,442 milliards de francs, du fait de l'utilisation par la France des procédures de soutien à très court terme pré- vues dans le cadre du F.M.I.

Les avoirs en devises ont dimi- nué de 2,559 milliards de francs à la suite des opérations effec- tuées par le Fonds de stabilisation des changes au cours du mois. L'essentiel des pertes en devises est dû aux emprunts (SWAPS) faits à nos partenaires du système moné- taire européen, essentiellement les banques centrales d'Allemagne fédé- rale, pour compenser les sorties en- registrées au cours du mois de mai.]

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + sans	Exp. + ou dép. —	Exp. + ou dép. —	Exp. + ou dép. —
\$ E.-U.	5,8548 5,8580	+ 20 + 50	+ 170 + 220	+ 450 + 620
\$ can.	4,8258 4,8280	+ 40 + 80	+ 20 + 80	+ 60 + 240
Yen (100)	2,5558 2,5558	+ 240 + 280	+ 800 + 530	+ 1.300 + 1.650
D.M.	2,3288 2,3290	+ 180 + 120	+ 250 + 220	+ 630 + 700
£ (100)	2,1650 2,1650	+ 130 + 150	+ 280 + 250	+ 620 + 700
F.S. (100)	14,6200 14,6480	+ 370 + 350	+ 830 + 1.130	+ 1.750 + 2.300
F.S. (100)	2,7250 2,7400	+ 220 + 250	+ 440 + 430	+ 1.150 + 1.220
£ (100)	4,7000 4,6910	+ 300 + 220	+ 350 + 320	+ 1.000 + 1.000
£ (100)	11,1780 11,1550	+ 670 + 780	+ 1.200 + 1.440	+ 2.780 + 3.830

TAUX DES EURO-MONNAIES

DN	11 1/4	11 5/8	12 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/8	13 1/4	13 1/2	13 3/4	14 1/8	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15 1/8	15 1/4	15 1/2	15 3/4	16 1/8	16 1/4	16 1/2	16 3/4	17 1/8	17 1/4	17 1/2	17 3/4	18 1/8	18 1/4	18 1/2	18 3/4	19 1/8	19 1/4	19 1/2	19 3/4	20 1/8	20 1/4	20 1/2	20 3/4	21 1/8	21 1/4	21 1/2	21 3/4	22 1/8	22 1/4	22 1/2	22 3/4	23 1/8	23 1/4	23 1/2	23 3/4	24 1/8	24 1/4	24 1/2	24 3/4	25 1/8	25 1/4	25 1/2	25 3/4	26 1/8	26 1/4	26 1/2	26 3/4	27 1/8	27 1/4	27 1/2	27 3/4	28 1/8	28 1/4	28 1/2	28 3/4	29 1/8	29 1/4	29 1/2	29 3/4	30 1/8	30 1/4	30 1/2	30 3/4	31 1/8	31 1/4	31 1/2	31 3/4	32 1/8	32 1/4	32 1/2	32 3/4	33 1/8	33 1/4	33 1/2	33 3/4	34 1/8	34 1/4	34 1/2	34 3/4	35 1/8	35 1/4	35 1/2	35 3/4	36 1/8	36 1/4	36 1/2	36 3/4	37 1/8	37 1/4	37 1/2	37 3/4	38 1/8	38 1/4	38 1/2	38 3/4	39 1/8	39 1/4	39 1/2	39 3/4	40 1/8	40 1/4	40 1/2	40 3/4	41 1/8	41 1/4	41 1/2	41 3/4	42 1/8	42 1/4	42 1/2	42 3/4	43 1/8	43 1/4	43 1/2	43 3/4	44 1/8	44 1/4	44 1/2	44 3/4	45 1/8	45 1/4	45 1/2	45 3/4	46 1/8	46 1/4	46 1/2	46 3/4	47 1/8	47 1/4	47 1/2	47 3/4	48 1/8	48 1/4	48 1/2	48 3/4	49 1/8	49 1/4	49 1/2	49 3/4	50 1/8	50 1/4	50 1/2	50 3/4	51 1/8	51 1/4	51 1/2	51 3/4	52 1/8	52 1/4	52 1/2	52 3/4	53 1/8	53 1/4	53 1/2	53 3/4	54 1/8	54 1/4	54 1/2	54 3/4	55 1/8	55 1/4	55 1/2	55 3/4	56 1/8	56 1/4	56 1/2	56 3/4	57 1/8	57 1/4	57 1/2	57 3/4	58 1/8	58 1/4	58 1/2	58 3/4	59 1/8	59 1/4	59 1/2	59 3/4	60 1/8	60 1/4	60 1/2	60 3/4	61 1/8	61 1/4	61 1/2	61 3/4	62 1/8	62 1/4	62 1/2	62 3/4	63 1/8	63 1/4	63 1/2	63 3/4	64 1/8	64 1/4	64 1/2	64 3/4	65 1/8	65 1/4	65 1/2	65 3/4	66 1/8	66 1/4	66 1/2	66 3/4	67 1/8	67 1/4	67 1/2	67 3/4	68 1/8	68 1/4	68 1/2	68 3/4	69 1/8	69 1/4	69 1/2	69 3/4	70 1/8	70 1/4	70 1/2	70 3/4	71 1/8	71 1/4	71 1/2	71 3/4	72 1/8	72 1/4	72 1/2	72 3/4	73 1/8	73 1/4	73 1/2	73 3/4	74 1/8	74 1/4	74 1/2	74 3/4	75 1/8	75 1/4	75 1/2	75 3/4	76 1/8	76 1/4	76 1/2	76 3/4	77 1/8	77 1/4	77 1/2	77 3/4	78 1/8	78 1/4	78 1/2	78 3/4	79 1/8	79 1/4	79 1/2	79 3/4	80 1/8	80 1/4	80 1/2	80 3/4	81 1/8	81 1/4	81 1/2	81 3/4	82 1/8	82 1/4	82 1/2	82 3/4	83 1/8	83 1/4	83 1/2	83 3/4	84 1/8	84 1/4	84 1/2	84 3/4	85 1/8	85 1/4	85 1/2	85 3/4	86 1/8	86 1/4	86 1/2	86 3/4	87 1/8	87 1/4	87 1/2	87 3/4	88 1/8	88 1/4	88 1/2	88 3/4	89 1/8	89 1/4	89 1/2	89 3/4	90 1/8	90 1/4	90 1/2	90 3/4	91 1/8	91 1/4	91 1/2	91 3/4	92 1/8	92 1/4	92 1/2	92 3/4	93 1/8	93 1/4	93 1/2	93 3/4	94 1/8	94 1/4	94 1/2	94 3/4	95 1/8	95 1/4	95 1/2	95 3/4	96 1/8	96 1/4	96 1/2	96 3/4	97 1/8	97 1/4	97 1/2	97 3/4	98 1/8	98 1/4	98 1/2	98 3/4	99 1/8	99 1/4	99 1/2	99 3/4	100 1/8	100 1/4	100 1/2	100 3/4	101 1/8	101 1/4	101 1/2	101 3/4	102 1/8	102 1/4	102 1/2	102 3/4	103 1/8	103 1/4	103 1/2	103 3/4	104 1/8	104 1/4	104 1/2	104 3/4	105 1/8	105 1/4	105 1/2	105 3/4	106 1/8	106 1/4	106 1/2	106 3/4	107 1/8	107 1/4	107 1/2	107 3/4	108 1/8	108 1/4	108 1/2	108 3/4	109 1/8	109 1/4	109 1/2	109 3/4	110 1/8	110 1/4	110 1/2	110 3/4	111 1/8	111 1/4	111 1/2	111 3/4	112 1/8	112 1/4	112 1/2	112 3/4	113 1/8	113 1/4	113 1/2	113 3/4	114 1/8	114 1/4	114 1/2	114 3/4	115 1/8	115 1/4	115 1/2	115 3/4	116 1/8	116 1/4	116 1/2	116 3/4	117 1/8	117 1/4	117 1/2	117 3/4	118 1/8	118 1/4	118 1/2	118 3/4	119 1/8	119 1/4	119 1/2	119 3/4	120 1/8	120 1/4	120 1/2	120 3/4	121 1/8	121 1/4	121 1/2	121 3/4	122 1/8	122 1/4	122 1/2	122 3/4	123 1/8	123 1/4	123 1/2	123 3/4	124 1/8	124 1/4	124 1/2	124 3/4	125 1/8	125 1/4	125 1/2	125 3/4	126 1/8	126 1/4	126 1/2	126 3/4	127 1/8	127 1/4	127 1/2	127 3/4	128 1/8	128 1/4	128 1/2	128 3/4	129 1/8	129 1/4	129 1/2	129 3/4	130 1/8	130 1/4	130 1/2	130 3/4	131 1/8	131 1/4	131 1/2	131 3/4	132 1/8	132 1/4	132 1/2	132 3/4	133 1/8	133 1/4	133 1/2	133 3/4	134 1/8	134 1/4	134 1/2	134 3/4	135 1/8	135 1/4	135 1/2	135 3/4	136 1/8	136 1/4	136 1/2	136 3/4	137 1/8	137 1/4	137 1/2	137 3/4	138 1/8	138 1/4	138 1/2	138 3/4	139 1/8	139 1/4	139 1/2	139 3/4	140 1/8	140 1/4	140 1/2	140 3/4	141 1/8	141 1/4	141 1/2	141 3/4	142 1/8	142 1/4	142 1/2	142 3/4	143 1/8	143 1/4	143 1/2	143 3/4	144 1/8	144 1/4	144 1/2	144 3/4	145 1/8	145 1/4	145 1/2	145 3/4	146 1/8	146 1/4	146 1/2	146 3/4	147 1/8	147 1/4	147 1/2	147 3/4	148 1/8	148 1/4	148 1/2	148 3/4	149 1/8	149 1/4	149 1/2	149 3/4	150 1/8	150 1/4	150 1/2	150 3/4	151 1/8	151 1/4	151 1/2	151 3/4	152 1/8	152 1/4	152 1/2	152 3/4	153 1/8	153 1/4	153 1/2	153 3/4	154 1/8	154 1/4	154 1/2	154 3/4	155 1/8	155 1/4	155 1/2	155 3/4	156 1/8	156 1/4	156 1/2	156 3/4	157 1/8	157 1/4	157 1/2	157 3/4	158 1/8	158 1/4	158 1/2	158 3/4	159 1/8	159 1/4	159 1/2	159 3/4	160 1/8	160 1/4	160 1/2	160 3/4	161 1/8	161 1/4	161 1/2	161 3/4	162 1/8	162 1/4	162 1/2	162 3/4	163 1/8	163 1/4	163 1/2	163 3/4	164 1/8	164 1/4	164 1/2	164 3/4	165 1/8	165 1/4	165 1/2	165 3/4	166 1/8	166 1/4	166 1/2	166 3/4	167 1/8	167 1/4	167 1/2	167 3/4	168 1/8	168 1/4	168 1/2	168 3/4	169 1/8	169 1/4	169 1/2	169 3/4	170 1/8	170 1/4	170 1/2	170 3/4	171 1/8	171 1/4	171 1/2	171 3/4	172 1/8	172 1/4	172 1/2	172 3/4	173 1/8	173 1/4	173 1/2	173 3/4	174 1/8	174 1/4	174 1/2	174 3/4	175 1/8	175 1/4	175 1/2	175 3/4	176 1/8	176 1/4	176 1/2	176 3/4	177 1/8	177 1/4	177 1/2	177 3/4	178 1/8	178 1/4	178 1/2	178 3/4	179 1/8	179 1/4	179 1/2	179 3/4	180 1/8	180 1/4	180 1/2	180 3/4	181 1/8	181 1/4	181 1/2	181 3/4	182 1/8	182 1/4	182 1/2	182 3/4	183 1/8	183 1/4	183 1/2	183 3/4	184 1/8	184 1/4	184 1/2	184 3/4	185 1/8	185 1/4	185 1/2	185 3/4	186 1/8	186 1/4	186 1/2	186 3/4	187 1/8	187 1/4	187 1/2	187 3/4	188 1/8	188 1/4	188 1/2	188 3/4	189 1/8	189 1/4	189 1/2	189 3/4	190 1/8	190 1/4	190 1/2	190 3/4	191 1/8	191 1/4	191 1/2	191 3/4	192 1/8	192 1/4	192 1/2	192 3/4	193 1/8	193 1/4	193 1/2	193 3/4	194 1/8	194 1/4	194 1/2	194 3/4	195 1/8	195 1/4	195 1/2	195 3/4	196 1/8	196 1/4	196 1/2	196 3/4	197 1/8	197 1/4	197 1/2	197 3/4	198 1/8	198 1/4	198 1/2	198 3/4	199 1/8	199 1/4	199 1/2	199 3/4	200 1/8	200 1/4	200 1/2	200 3/4	201 1/8	201 1/4	201 1/2	201 3/4	202 1/8	202 1/4	202 1/2	202 3/4	203 1/8	203 1/4	203 1/2	203 3/4	204 1/8	204 1/4	204 1/2	204 3/4	205 1/8	205 1/4	205 1/2	205 3/4	206 1/8	206 1/4	206 1/2	206 3/4	207 1/8	207 1/4	207 1/2	207 3/4	208 1/8	208 1/4	208 1/2	208 3/4	209 1/8	209 1/4	209 1/2	209 3/4	210 1/8	210 1/4	210 1/2	210 3/4	211 1/8	211 1/4	211 1/2	211 3/4	212 1/8	212 1/4	212 1/2	212 3/4	213 1/8	213 1/4	213 1/2	213 3/4	214 1/8	214 1/4	214 1/2	214 3/4	215 1/8	215 1/4	215 1/2	215 3/4	216 1/8	216 1/4	216 1/2	216 3/4	217 1/8	217 1/4	217 1/2	217 3/4	218 1/8	218 1/4	218 1/2	218 3/4	219 1/8	219 1/4	219 1/2	219 3/4	220 1/8	220 1/4	220 1/2	220 3/4	221 1/8	221 1/4	221 1/2	221 3/4	222 1/8	222 1/4	222 1/2	222 3/4	223 1/8	223 1/4	223 1/2	223 3/4	224 1/8	224 1/4	224 1/2	224 3/4	225 1/8	225 1/4	225 1/2	225 3/4	226 1/8	226 1/4	226 1/2	226 3/4	227 1/8	227 1/4	227 1/2	227 3/4	228 1/8	228 1/4	228 1/2	228 3/4	229 1/8	229 1/4	229 1/2	229 3/4	230 1/8	230 1/4	230 1/2	230 3/4	231 1/8	231 1/4	231 1/2	231 3/4	232 1/8	232 1/4	232 1/2	232 3/4	233 1/8	233 1/4	233 1/2	233 3/4	234 1/8	234 1/4	234 1/2	234 3/4	235 1/8	235 1/4	235 1/2	235 3/4	236 1/8	236 1/4	236 1/2	236 3/4	237 1/8	237 1/4	237 1/2	237 3/4	238 1/8	238 1/4	238 1/2	238 3/4	239 1/8	239 1/4	239 1/2	239 3/4	240 1/8	240 1/4	240 1/2	240 3/4	241 1/8	241 1/4	241 1/2	241 3/4	242 1/8	242 1/4	242 1/2	242 3/4	243 1/8	243 1/4	243 1/2	243 3/4	244 1/8	244 1/4	244 1/2	244 3/4	245 1/8	245 1/4	245 1/2	245 3/4	246 1/8	246 1/4	246 1/2	246 3/4	247 1/8	247 1/4	247 1/2	247 3/4	248 1/8	248 1/4	248 1/2	248 3/4	249 1/8	249 1/4	249 1/2	249 3/4	250 1/8	250 1/4	250 1/2	250 3/4	251 1/8	251 1/4	251 1/2	251 3/4	252 1/8	252 1/4	252 1/2	252 3/4	253 1/8	253 1/4	253 1/2	253 3/4	254 1/8	254 1/4	254 1/2	254 3/4	255 1/8	255 1/4	255 1/2	255 3/4	256 1/8	256 1/4	256 1/2	256 3/4	257 1/8	257 1/4	257 1/2	257 3/4	258 1/8	258 1/4	258 1/2	258 3/4	259 1/8	259 1/4	259 1/2	259 3/4	260 1/8	260 1/4	260 1/2	260 3/4	261 1/8	261 1/4	261 1/2	261 3/4	262 1/8	262 1/4	262 1/2	262 3/4	263 1/8	263 1/4	263 1/2	263 3/4	264 1/8	264 1/4	264 1/2	264 3/4	265 1/8	265 1/4	265 1/2	265 3/4	266 1/8	266 1/4	266 1/2	266 3/4	267 1/8	267 1/4	267 1/2	267 3/4	268 1/8	268 1/4	268 1/2	268 3/4	269 1/8	269 1/4	269 1/2	269 3/4	270 1/8	270 1/4	270 1/2	270 3/4	271 1/8	271 1/4	271 1/2	271 3/4	272 1/8	272 1/4	272 1/2	272 3/4	273 1/8	273 1/4	273 1/2	273 3/4	274 1/8	274 1/4	274 1/2	274 3/4	275 1/8	275 1/4	275 1/2	275 3/4	276 1/8	276 1/4	276 1/2	276 3
----	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	-------

LES MARCHÉS FINANCIERS

Bourse de Paris

Activité record en mai

D'après les dernières statistiques officielles, le volume des transactions à la Bourse de Paris a atteint en mai le chiffre record de 15 370 millions, en progression de 47,5 % par rapport à avril. Ces accroissements proviennent des ventes (10 416 millions) massives qui ont suivi les élections présidentielles. Environ 77 % des échanges ont été effectués entre le 11 et le 29 mai.

D'un mois à l'autre, les transactions à terme ont augmenté de 62,1 % à 6 446 millions et celles au comptant de 38,6 % à 8 924 millions. Par nature de valeurs, les échanges en actions se sont accrus de 59,6 % à 8 403 millions et ceux en obligations de 35,8 % à 6 967 millions.

Pour les cinq premiers mois de l'année, les transactions ont totalisé 57 851 millions, soit 30,9 % de plus que pour la période correspondante de 1980. A terme, le taux d'augmentation ressort à 24,7 % pour 20 992 millions et au comptant à 34,7 % pour 36 859 millions. Les échanges en actions sont supérieurs de 28,5 % à 28 009 millions et ceux en obligations de 33,3 % à 29 842 millions.

La forte baisse des cours durant le mois a entraîné une diminution de 41,5 milliards de francs environ de la capitalisation boursière des valeurs françaises à revenu variable, celle-ci étant revenue de 244,99 milliards à fin avril à 203,54 milliards à fin mai. Sans tenir compte des valeurs de la zone franc, la capitalisation boursière est passée en dessous de la barre des 200 milliards s'élevant à 196,69 milliards.

A fin mai, il ne restait plus que quarante-deux sociétés cotées à terme ayant une capitalisation supérieure au milliard au lieu de cinquante le mois précédent.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

JAEGER. - Jaeger Régulations, nouvelle filiale du groupe Jaeger, constituée en avril dernier, a des ambitions. Dans le cadre des orientations stratégiques définies par le CODIS, la société vise 25 % du marché français en 1985, avec un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs.

Rappelons que Jaeger Régulations a repris les participations détenues par sa maison mère dans le secteur de la régulation thermique et a été choisie par les pouvoirs publics pour servir en France du pôle de regroupement pour les firmes exerçant leurs activités dans ce secteur industriel.

NORD-EST. - Premier résultat des mesures prises par la COB pour mettre fin aux actions de commande à la Bourse : la compagnie de navigation vient d'annoncer la clôture syndicale qu'elle avait soumise 10,02 % de capital de Nord-Est.

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS. - Émission d'un emprunt de 350 millions de francs, représentant six ans et demi de maturité, de 5 000 F portant un taux d'intérêt variable : moyenne arithmétique, majorée de 0,20 %, des taux de rendement moyen à l'émission des emprunts non indexés, garantis par l'Etat et assimilés, avec un minimum de 11 % l'an. Durée de l'emprunt : huit ans. Société gérant : Le montant de l'emprunt est porté de 500 à 700 millions de francs.

SANTAL FE. - Émission à 120 F de six ans et demi de maturité, de 500 millions de francs, portant un taux d'intérêt variable : moyenne arithmétique, majorée de 0,20 %, des taux de rendement moyen à l'émission des emprunts non indexés, garantis par l'Etat et assimilés, avec un minimum de 11 % l'an. Durée de l'emprunt : huit ans. Société gérant : Le montant de l'emprunt est porté de 500 à 700 millions de francs.

BRASSERIES DU MAROC. - Répartition de soixante-sept mille actions de 100 francs (une pour quatre) et émission au pair de quatre-vingt mille actions de 100 francs (une pour deux anciennes ou nouvelles). Ces opérations porteront le capital de 26,8 à 36,85 milliards de francs.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)
11 juin 12 juin
Valeurs françaises 75 73,3
Valeurs étrangères 131,3 137,6
Cote des agents de change
(base 100 : 29 déc. 1981)
11 juin 12 juin
Indice général 79,8 77,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Euros prêtés de 15 jours 29 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en franc) 225,40 221,75

LES INDICES HERDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1980

12 juin 12 juin

Valeurs françaises 75 73,3

Valeurs étrangères 131,3 137,6

Cote des agents de change 79,8 77,8

Indice général 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme 79,8 77,8

Indice des valeurs au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

Indice des valeurs à terme et au comptant 79,8 77,8

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	12/6	Enlève- ment Index	Rachat net
Orléans-Lyon	284 90	284 90	Alcatel	183	182	Étrangères					
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	A.E.R.	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Bordeaux	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Marseille	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Lyon	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Paris	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toul	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Strasbourg	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Toulouse	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Nantes	270	270	Alcatel	183	182	Alcatel	125				
Orléans-Borde											

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

POLITIQUE

LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

- 2 à 7. Analyses, commentaires et réactions.
- 8 à 9. Les résultats à Paris.
- 10 à 13. Dans la grande et la petite couronne.
- 14 à 28. Dans les autres départements :
14. Als à Ardenne.
15. Ariège à Calvados.
16. Cantal à Côte-d'Or.
17. Côtes-du-Nord à Finistère.
18. Gard à Hérault.
19. Ille-et-Vilaine à Landes.
20. Lot-et-Garonne à Lot.
21. Lozère à Mayenne.
22. Meurthe-et-Moselle à Nord.
23. Oise à Pas-de-Calais.
24. Puy-de-Dôme à Bas-Rhin.
25. Haut-Rhin à Saône.
26. Savoie à Tarn.
27. Tarn-et-Garonne à Yonne.
28. Territoire de Belfort, DOM, TOM.

ÉTRANGER

- 29. EUROPE
- POLOGNE : MM. Kania et Rakowski ont été élus députés au congrès du parti.
- 29. ASIE
- La visite du secrétaire d'État américain à Pékin.
- 29. AMÉRIQUES
- 30. PROCHE-ORIENT
- IRAN : la campagne pour la destitution du président Bani Sadr semble marquer le pas.
- 30. AFRIQUE

SOCIÉTÉ

31. JUSTICE : « Délinquance nouvelle style » (1), par Philippe Boggio.
32. ÉQUIPEMENT : dans une circulaire aux préfets, M. Mauroy commande à dresser le tableau administratif sur les collectivités locales.
33. SPORTS
- FOOTBALL : la victoire de Bastia en finale de la Coupe de France.
- AUTOMOBILISME : cinquantième succès de Jacky Ickx au Vingt-Quatre Heures du Mans.

CULTURE

34. CINÉMA : Vira la mort, un film poème.

ÉCONOMIE

45. SOCIAL : « Le relèvement du SMIC et sa compensation », par Jean-Jacques Dupuyroux.
46. MARCHÉ COMMUN.

RADIO-TELEVISION (36) INFORMATIONS

- SERVICES (44)
- Troisième âge, Météorologie, Mots croisés, « Journal officiel ».
- Annonces classées (37 à 43)
- Carnet (35) ; Programmes spectacles (36) ; Bourse (47).

Le numéro du « Monde » daté 14-15 juin 1981 a été tiré à 618 608 exemplaires.

CRÉATEURS

- D'ENTREPRISE et EXPORTATEURS
- Votre siège à Paris ou à Londres de 80 à 300 F par mois
- Constitution de Sociétés
- 56 bis, rue de Louvre, 75001 PARIS
- Tél. 294-43-12

TED LAPIDUS

SAINT-HONORÉ

Femmes **SOLDES** Hommes

23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

cours Richelieu

Externat Demi-pension

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

75 avenue des Terres - 75017 PARIS

Renseignements : Tél. 01 43 63 03 et 574 26 05

LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La C.F.D.T. : les conditions sont enfin réunies pour mettre en œuvre une politique nouvelle

La C.F.D.T., au soir de ce premier tour des élections législatives, a été la seule organisation syndicale à ouvrir ses portes aux journalistes — d'ailleurs nombreux —. Les conditions sont enfin réunies, déclare-t-elle, pour que dimanche prochain le pays se dote d'une Assemblée nationale qui mette en œuvre une politique nouvelle, déjà amorcée ces dernières semaines.

La centrale de M. Edmond Maire se sent-elle plus impliquée que d'autres dans l'impulsion politique ? C'est à peu près ce qu'avait dit le leader cégétiste en prenant la parole, le même jour, au début de l'après-midi, à la fête annuelle des militants C.F.D.T. de Dijon. Les gens du gouvernement leur a-t-il expliqué en substance, ne connaissent pas les problèmes sociaux. « Ils nous demandent notre avis. Beaucoup de responsabilités reposent sur les épaules de la C.F.D.T. et nous ne sommes pas tout à fait assez larges. »

Cette appréciation a sans doute guidé quelque peu la déclaration publiée par la commission exécutive : « Le travail législatif à accomplir est important. Sans émettre sur les négociations indispensables qui doivent permettre la solution des grands problèmes sociaux, des lois sont nécessaires qui définissent des procédures nouvelles et qui apportent des réponses adaptées. » Plus fondamentalement, le changement sera aussi le produit de la mobilisation sociale et de l'initiative syndicale. L'action pour obliger le patronat à négocier est indispensable.

Pour sa part, le bureau de la C.F.T., réuni dimanche soir, s'est abstenu de toute déclaration. La C.G.C. donnera son avis sans doute après la réunion de son bureau, le 15 juin. M. Bergeron pourrait exprimer le sien, au milieu de la semaine, devant le congrès des postiers F.O.

Quant à la C.F.T.C., son secrétaire général, M. Jean Bernard, a invoqué le souci d'éviter la confusion syndicalo-politique pour se contenter de former « le vœu très vil qu'on sorte rapidement des péréquations purement politiques pour consacrer toutes les énergies à la situation économique et sociale qui reste très sérieuse ».

J. R.

CINQ ÉLECTIONS CANTONALES

AUDE : canton de Carcassonne-III (1^{er} tour). Inscr. : 8 171 ; vot. : 4 990 ; suffr. expr. : 617.

MM. Raymond Chessa, R.P.R., 1 602 ; Pierre Moitte, P.C., 1 478 ; Bernard Ancely, P.S., 1 306 ; Lionel Tziat-Longueville, U.D.F., 246. Il y a ballottage.

Il s'agit de remplacer M. Antoine Gayraud, P.S., maire de Carcassonne, délégué, qui avait été élu au second tour en mars 1976 avec 2 691 voix contre 2 514 à M. Chessa. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : MM. Chessa, 1 708 ; Gayraud, U.D.R., 1 587 ; Gaston, P.C., 1 377. Le candidat du P.S., M. Ancely, est éliminé le jour même où les trois députés socialistes du département sont réélus.

CHARENTE-MARITIME : canton de Cazes (1^{er} tour). Inscr. : 7 414 ; vot. : 5 245 ; suffr. expr. : 712.

MM. Jean-Paul Berthelot, sans étiquette, 1 333 ; Dominique Bussière, sans étiquette, 1 320 ; Serge Belon, P.S., 885 ; Jacques Courdray, app. R.P.R., 828 ; Yves Herviot, P.C., 307. Il y a ballottage.

Il s'agit de remplacer M. Lacaze (div. mod.), délégué, qui avait été élu en mars 1976 avec 2 716 voix contre 2 174 à M. Le Blanc et 238 à M. Callobette (P.C.). Il n'y a eu qu'un seul tour. M. Le Blanc pour avoir la majorité absolue des suffrages exprimés et être élu. Estimant « anormal » le nombre élevé des bulletins nuls, M. Le Blanc a saisi la commission départementale de contrôle.

MAYENNE : canton de Mayenne-Est (1^{er} tour). Inscr. : 8 034 ; vot. : 6 155 ; suffr. expr. : 573.

MM. Le Blanc, P.S., m. de Mayenne, 2 533 ; Scheer, R.P.R., 2 508 ; Mansellier, P.C., 152. Il y a ballottage.

Il s'agit de remplacer M. de Branche, député (U.D.R.), délégué, qui avait été élu au premier tour en mars 1976, avec 2 716 voix contre 2 174 à M. Le Blanc et 238 à M. Callobette (P.C.). Il n'y a eu qu'un seul tour. M. Le Blanc pour avoir la majorité absolue des suffrages exprimés et être élu. Estimant « anormal » le nombre élevé des bulletins nuls, M. Le Blanc a saisi la commission départementale de contrôle.

ORNE : canton de Mortagne (1^{er} tour). Inscr. : 6 573 ; vot. : 4 760 ; suffr. expr. : 451.

Sur les marchés des changes

RÉSISTANCE DU FRANC REPLI DU DOLLAR

Les milieux financiers internationaux ont été relativement bien impressionnés par le résultat du premier tour des élections législatives françaises, dans la mesure où la forte avance du P.S. leur donne l'espoir que la nouvelle majorité n'aura pas besoin de l'appui du P.C. Dans ces conditions, le « trou d'air » que certains prévoyaient et redoutaient à la veille du week-end, ne s'est pas produit : lundi 15 juin en fin de matinée, le franc faisait preuve de résistance, avec un mark à 2,350 F, cours intermédiaire entre les 2,370 F du vendredi 12 juin en fin de matinée et les 2,325 F de l'après-midi du même jour.

Le dollar, quant à lui, s'est replié sur toutes les places, revenant de 2,280 DM à 2,37 DM à Francfort, et de 5,72 F à 5,63 F à Paris. Ce repli est attribué à une légère hausse du taux d'intérêt aux États-Unis, qui favorise la diminution de la masse monétaire américaine annoncée vendredi soir à New-York.

La Transat aérienne

CINQUANTE-NEUF AVIONS ONT TERMINÉ LA COURSE

La première traversée transatlantique Paris-New-York-Paris sur avions légers, Air Transat, s'est terminée samedi 13 juin à minuit. Cinquante-neuf avions sur soixante-dix ont terminé la course dans les délais. On compte six abandons et une disparition : celle du Piper Comanche n° 118, tombé à l'eau mardi soir, dont les deux membres d'équipage, MM. Massard et Beolting, n'ont toujours pas été retrouvés.

En catégorie 1 (monomoteurs), le Beechcraft SE 35 des Américains Moriarty et Danaher s'est classé premier après avoir réalisé la parcouru en 28 heures 20 minutes. En temps compensé, les Français Patrick Fourclet et Bernard Lamy remportent l'épreuve sur un Piper Saratoga.

En catégorie 2 (bimoteurs de moins de 3 tonnes), un équipage australien arrive en tête, en temps réel compensé, sur un Piper Navajo (28 heures 43 min.), trois avions français (le Piper 602 de MM. Chausset et Cailliet, le Piper 601 de M. Fenwick et Robert, et le Beechcraft Baron de Louison et Philippe Bobet) se classent dans les cinq premiers avec des temps respectifs de 25 heures 22, 34 heures 55 et 40 heures 46.

Enfin, en catégorie 3 (bimoteurs de plus de 3 tonnes), les Allemands Kirchheim et Baisiger s'adjugent la victoire sur un Piper Cheyenne en 41 heures 5 minutes de vol.

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION

Le général de Monsabert est mort

Le général Joseph de Gotslard de Monsabert, Compagnon de la Libération, est décédé, samedi 13 juin, à Dax (Landes), à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Ses obsèques auront lieu jeudi 14 juin, à 16 heures en l'église Saint-Bruno, de Bordeaux. Le général de Monsabert, qui fut un député gaulliste sous la IV^e République, a pris une part déterminante dans la libération de la France pendant la seconde guerre mondiale.

Né le 30 septembre 1887 à Libourne (Gironde) et ancien Saint-Cyrien, Joseph de Gotslard de Monsabert fit la première guerre mondiale dans des régiments de zouaves et de tirailleurs algériens. Il sert notamment au Maroc, et prend le commandement du 9^e régiment de tirailleurs et, dès 1937, comme colonel, il souligne déjà l'importance de l'armée d'Afrique dans son ouvrage : « En réalisant Bugoud et Lysant. Au début de la seconde guerre mondiale, il commande l'infanterie de la 81^e division.

Au moment du débarquement américain en Afrique du Nord, le

général de Monsabert joua un rôle déterminant pour faire entrer l'armée française d'Afrique dans la guerre. En 1942, en effet, il entre en liaison avec les alliés, organise le corps franc d'Afrique et il participe à la prise de Suez (Tunis). Promu général de division en mars 1943, il commande la 3^e division d'infanterie d'Afrique avec laquelle il mène les plus durs combats du corps expéditionnaire français en Italie, devant Monte-Cassino et Stenno notamment, avant de participer au débarquement en Provence pour libérer Toulon et Marseille. A la tête du 3^e corps d'armée qui dépend de la 1^{re} armée française du futur maréchal de Lattre, il se couvre de gloire dans les opérations d'Alsace et d'Allemagne.

Le général de Monsabert a été fait Compagnon de la Libération en date du 20 novembre 1944. Il achève sa carrière militaire, avec le rang et l'appellation de général d'armée, comme commandant supérieur des forces d'occupation en Allemagne en 1945.

Déjà des cadres d'active, le général de Monsabert a été élu député R.P.F. (gaulliste) des Basses-Pyrénées de 1951 à 1955. Il se consacre alors à des projets de réorganisation de l'armée française et à la lutte contre l'armée européenne. Il publie un livre : « Il faut relancer l'armée française ». Lorsque le général de Gaulle revient au pouvoir en 1958, le général de Monsabert se prononce, dès 1960, pour le maintien de l'Algérie française et condamne les accords d'Évian. Il ouvre la voie à l'indépendance de ce pays. Ultérieurement, il se sentira très proche des Français rapatriés d'Algérie et dans une lettre datée du 2 avril 1966 et adressée au général de Gaulle, alors président de la République, le général de Monsabert, qui nomme de sa foi chrétienne, écrit le chef de l'État d'ouvrir les grilles de prison et d'amnistier tous ceux qui, à des titres divers en Algérie et en France, se sont opposés à lui.

Le général de Monsabert était grand croix de la Légion d'honneur.

Voile

CHAY BLYTH TOUJOURS EN TÊTE DANS LA TRANSAT EN DOUBLE

Le Britannique Chay Blyth (Britannia Ferries) a été pointé en tête de la Transat, dans la nuit de dimanche à lundi, par le système de repérage par satellite Argos. Chay Blyth qui était à 2 156 kilomètres de Newport, précédait Michael Birch (Télé 7 jours), distant du port américain de 2 322 kilomètres, et Marc Pajot (El-Aguilaine), qui est à 2 488 kilomètres.

Il semblait, lundi matin, que Marc Pajot, retardé par des soucis de banquage et qui avait même envisagé d'abandonner, ait réussi à continuer.

Attentats à Paris, Bordeaux et Pointe-à-Pitre

Plusieurs attentats par explosifs ont été commis durant la fin de semaine à Paris, à Bordeaux et à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

● A Paris, un cocktail Molotov a été lancé le lundi 15 juin, vers 3 h 30, contre le local du mouvement pacifiste Citoyens du monde, 15, rue Victor-Duruy (19^e), provoquant un début d'incendie et des dégâts matériels. Le geste a été revendiqué dans un appel téléphonique à l'agence France-Presse par un « Groupe action-jeunesse » se déclarant « contre le cosmopolitisme et l'internationalisme ».

● A Bordeaux, dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 juin, un engin explosif a endommagé, cours du Médan, les locaux de la caisse interprofessionnelle de retraite-vieillesse des artisans. Un autre engin a explosé, dans le quartier de Cauderan, sous la voiture d'un restaurateur récemment installé dans la ville. Le véhicule a été totalement détruit.

● A Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), ce sont les locaux de l'agence de la compagnie Air France qui ont été visés. Une bombe de fabrication artisanale y a causé des dégâts matériels en explosant, le dimanche 14 juin, vers 2 h 15, heure locale. L'attentat n'a pas encore été revendiqué.

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES... SOLDES D'ÉTÉ

DE VRAIES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES !

TISSUS "COUTURE"

Soies imprimées, cotons, dessins originaux, toiles, rayures, jerseys, tissus du soir, brochés, lamés, coupons, etc.

Lainages de qualité tweeds légers, carreaux, étamines, coupons, etc.

TISSUS D'AMEUBLEMENT

Toiles et chintz, imprimés "décoration", velours, coupons et fins de séries.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Fête des Pères

le DERNIER braun 2000 UNIVERSAL SECTEUR ET ACCUS SANS FIL et tous les RASOIRS électriques

EN VENTE CHEZ les spécialistes depuis 1930

DIPIER-NEVEUR

RÉPARATIONS IMMÉDIATES Services après-vente soigné

39, rue MARBEUF - Tél. : 225.61.70

Soc. 20, rue de la Paix, PARIS-9^e - F

Ouvre le lundi aussi de 8 à 19 h

émeraude, saphirs, rubis

grâce au CRÉDIT MP avec 10 % comptant (minimum 500 F)

Exemples :

Bague saphirs et diamants 3.390 F vous l'emportez avec 500 F

Boucles d'oreilles assorties 4.780 F vous les emportez avec 500 F

Alliance saphirs et diamants 10.500 F vous l'emportez avec 1.050 F

Bague rubis et diamants 18.700 F vous l'emportez avec 1.870 F

Le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier

MP 4, place de la Madeleine - Tél. : 560.31.44

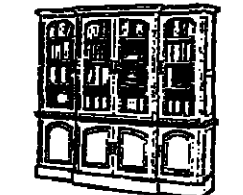
26, rue de Rivoli - M^o Châtelet-Hôtel de Ville

138, rue La Fayette - M^o Gare du Nord

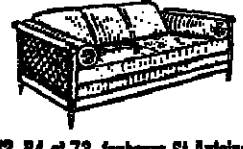
Catalogue couleur gratuit sur demande.

Remy

l'autre manière de se meubler !



C'est tout ce que vous savez sur le meuble chez Remy. Guidé, conseillé dans un univers de modernité et d'élégance, vous imaginez vous-même votre décoration parmi une diversité que seul un atelier allant création et tradition peut vous présenter : secrétaires, chaises, tables, lampes, salons à manger tous styles, lits de repos, lits jumeaux, salons, tout est réalisé d'après des documents anciens dans des laques et peintures anciennes et en toutes dimensions. Remy réalise toute votre décoration : tentures, voilages, dessus de lit, et peut aussi vous proposer les services de marquage de salons et transformables.



82, 84 et 73, faubourg St Antoine Paris XII^e - Tél. 343.65.58

A B C D F G H

مكدا من لاصيل